Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 10 AOÛT 1946

AVIS AUX INTÉRESSSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, AUGUST 10th, 1946

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Adress all communications to: **The King's Printer, Quebec.**

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4 Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized, by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).
Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.
La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.
Exemplaire séparé: 30 cents chacun.
Feuilles volantes: $1 la douzaine.
Abonnement: $7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
12029 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).
Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.
Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate

Translation: 50 cents per 100 words.
Single copies: 30 cents each.
Slips: $1. per dozen.
Subscriptions: $7. per year

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. Quebec, June 27th, 1940.
12029 — 1-52

Lettres patentes

"A. Goldner & Co. Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de juin 1946, constituant en corporation: Samuel Karpf, manufacturier, Louis Jacobson, contrôleur, tous deux de la cité de New York, État de New York, l'un des États-Unis d'Amérique, Aaron Goldner, manufacturier, de ville Mont-Royal, district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de bijouterie, bijoux, chatons, pierres et métaux précieux et semi-précieux, outils de bijouterie, accessoires de bijouterie, estampages de bijouterie et métaux de toute sorte et description, sous le nom de "A. Goldner & Co. Limited", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Letters Patent

"A. Goldner & Co. Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276 Q.R.S., 1941, bearing date the twenty-second day of June, 1946, incorporating: Samuel Karpf, manufacturer, Louis Jacobson, comptroller, both of the City of New York, State of New York, one of the United States of America, Aaron Goldner, manufacturer, of the Town of Mount Royal, District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of jewellery, jewels, chatons, precious and semi-precious stones and metals, jewellery findings, jewellery accessories, jewellery and metal stampings of every kind and description, under the name of "A. Goldner & & Co. Limited", with a total capital stock of $40,000.00, divided into 400 shares of $100.00 each.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-deuxième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,

15185 L. DÉSILETS.

The head office of the Company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of June, 1946.

L. DÉSILETS,

15185-o Deputy Attorney General.

"Alain, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinquième jour de mai 1946, constituant en corporation: L.-E.-Langis Galipeault, C.R., Alexandre-A. Labrèque, tous deux avocats, et Antonio Leclerc, comptable, tous des cité et district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, fabriquer, distribuer et faire le commerce de pantoufles, souliers, bottes et chaussures de tous genres et descriptions;

Manufacturer, fabriquer, distribuer et faire le commerce d'articles en cuir, caoutchouc et autres matières ainsi que leurs dérivés et sous-produits, tels que souliers, pantoufles, guêtres, jambières, pardessus, fournitures et accessoires pour chaussures, manteaux et capots, gants, mitaines, coupe-vent, sous le nom de "Alain, Inc.", avec un capital total de $40,000.00, divisé en 4,000 actions de $10.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinquième jour de mai 1946.

L'Assistant-procureur général,

15186-o L. DÉSILETS.

"Alain, Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of May, 1946, incorporating: L. E. Langis Galipeault, K.C., Alexandre A. Labrèque, both advocates, and Antonio Leclerc, accountant, all of the city and district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, make, distribute and deal in slippers, shoes, boots and footwear of all kinds and descriptions;

To manufacture, make, distribute and deal in articles of leather, rubber and other materials and also their derivatives and by-products, such as shoes, slippers, gaiters, leggings, overshoes, supplies and accessories for footwear, coats and overcoats, gloves, mittens, windbreakers, under the name of "Alain, Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Quebec, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of May, 1946.

L. DÉSILETS,

15186 Deputy Attorney General,

"Amusements Champlain Amusements Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sixième jour de juin 1946, constituant en corporation: Gaston Baribeau, comptable agréé, Léon Méthot, avocat, tous deux de la cité des Trois-Rivières, et Auguste Baribeau, gérant, de Ste-Anne-de-la-Pérade, tous du district des Trois-Rivières, province de Québec, dans les buts suivants:

Posséder, louer, arrenter et exploiter des théâtres, théâtres de vues animées, vaudeville et autres genres de maisons de divertissement et généralement toutes sortes de commerce ayant pour but le divertissement et l'amusement public;

Manufacturer, produire, acheter, vendre, échanger ou troquer autrement, louer, arrenter, utiliser, réparer et entretenir des théâtres, décorations, effets, actes, drames, machineries, appareils, vues animées et pellicules, chansons, musique, plaques illustrées pour chansons ou autres fins, des machines et vues mobiles et parlantes, pianos, pianos automatiques, phonographes, boîtes automatiques, ombrages, calcium et autres gaz, machines à projection, rhéostats, machines à imprimer et accessoires de toutes sortes se rattachant à l'industrie de la compagnie, sous le nom de "Amusements Champlain Amusements Inc."

Le capital-actions de la compagnie est divisé en deux mille actions sans valeur au pair ou nominale et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de dix mille dollars.

"Amusements Champlain Amusements Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of June, 1946, incorporating: Gaston Baribeau, chartered accountant, Léon Méthot, advocate, both of the city of Trois-Rivières, and Auguste Baribeau, manager, of Ste-Anne-de-la-Pérade, all of the district of Trois-Rivières, Province of Quebec, for the following purposes:

To own, lease, rent and operate theatres, moving picture and vaudeville theatres and other kinds of amusement halls and in general to carry on any business with a view to public amusement and entertainment;

To manufacture, produce, buy, sell, exchange or otherwise barter, lease, rent, utilize, repair and maintain theatres, scenery, effects, acts, drams, machinery, apparatus, moving pictures and films, songs, music, illustrated song slides or other types, moving and talking picture machines, pianos, automatic pianos, phonographs, automatic boxes, shadows, calcium and other gas, projecting machines, rheostats, printing machines and accessories of all kinds connected with the business of the company, under the name of "Amusements Champlain Amusements Inc."

The capital stock of the company will be divided into two thousand shares without par or nominal value and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be ten thousand dollars.

Le siège social de la compagnie sera à 1425, rue Notre-Dame, Trois-Rivières, dans le district des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le sixième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,

15187-o L. DÉSILETS.

"Arthur Murray Studios Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du douzième jour de juin 1946, constituant en corporation: Ira Murray, gérant, A. Hyman Mettarlin, notaire, et Alice Axelrod, sténographe, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce d'un studio de danse qui consiste à donner des cours individuels, par classe et par correspondance, sous le nom de "Arthur Murray Studios Ltd.", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce douzième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,

15188 L. DÉSILETS.

"Berthiaume & Godin Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-septième jour de juin 1946, constituant en corporation: Samuel Chait, avocat, Freda Pomerance, secrétaire, fille majeure, Maurice Berthiaume, gérant, Roger Godin, gérant, tous de la cité de Montréal, et Harry L. Aronovitch, avocat, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre et faire le commerce ou autrement faire valoir toutes sortes de bois non-préparés et finis, bois de charpente et de pulpe et tous leurs produits et sous-produits;

Exercer le commerce de marchands de bois en gros et en détail, mettre en opération des scieries, moulins à bardeau et de pulpe, et acheter, vendre et autrement faire le commerce de toutes sortes de bois de construction et de charpente, sciés, équarris et coupés, les poteaux de télégraphe, de téléphone et de clôture, et tous autres produits de la forêt;

Faire le commerce de toutes sortes de combustibles, huiles et autres produits combustibles, et les manufacturer, les produire et les vendre;

Exercer les opérations d'entrepreneurs généraux et de manufacturiers pour la construction, la réparation, la modification de travaux et entreprises publics et privés de toute sorte et description, sous le nom de "Berthiaume & Godin Inc."

Le capital-actions de la compagnie consistera en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $25,00 chacune et de 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $25.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-septième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,

15189-o L. DÉSILETS.

The head office of the company will be at 1425 Notre-Dame Street, Trois-Rivières, district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of June, 1946.

L. DÉSILETS,

15187 Deputy Attorney General.

"Arthur Murray Studios Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twelfth day of June, 1946, incorporating: Ira Murray, manager, A. Hyman Mettarlin, notary, and Alice Axelrod, stenographer, spinster of the full age of majority, all of the City and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of a Dance Studio, consisting of individual tutoring, class tutoring and mail order tutoring by correspondence, under the name of "Arthur Murray Studios Ltd.", with a total capital stock of $20,000.00, divided into 200 shares of $100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of June, 1946.

L. DÉSILETS,

15188-o Deputy Attorney General.

"Berthiaume & Godin Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of June, 1946, incorporating: Samuel Chait, advocate, Freda Pomerance, secretary, spinster, Maurice Berthiaume, manager, Roger Godin, manager, all of the city of Montréal, and Harry L. Aronovitch, advocate, of the city of Outremont, all of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, import, export, buy, sell and deal in or otherwise turn to account all kinds of rough and finished timber, lumber and pulp-wood and all their products and by-products;

To carry on the business of lumber merchant wholesale and retail, operate saw-mills, shingle and Pulp mills, and to buy, sell and otherwise deal in all kinds of timber and lumber, sawn, squared and cut, telegraph and telephone poles and fence posts, and any other products of the forest;

To deal in all kinds of fuel, oils and other fuel products, and to manufacture, produce and sell the same;

To carry on the business of general contractors and manufacturers for the construction, repair and improvement of public and private works and undertakings of all kinds and descriptions, under the name of "Berthiaume & Godin Inc."

The capital stock of the company will consist of 400 common shares of the par value of $25 each and 200 preferred shares of a par value of $25 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of June, 1946.

L. DÉSILETS,

15189 Deputy Attorney General.

"Central Auto Paint Co. Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour de juin 1946, constituant en corporation: Joseph Cohen, Gerald S. Tritt, avocats et conseils en loi du Roi, et Ezra Leithman, avocat, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de galvanisateurs, laqueurs, émailleurs, électro-plaqueurs, peintres et celui qui consiste à recuire les métaux, sous le nom de "Central Auto Paint Co. Limited", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce onzième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,

15190 L. DÉSILETS.

"Cercle Interallié de Montréal"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et unième jour de juin 1946, constituant en corporation sans capital-actions: Émile de La Trémoïlle, administrateur, Paul Toupin, homme de lettres tous des cité et district de Montréal, et Louis-Joseph de la Durantaye, avocat, demeurant à Dorion (Vaudreuil), tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Resserrer les liens entre les divers groupes ethniques demeurant dans la province de Québec, quant aux lettres, aux sciences et aux arts, sous le nom de "Cercle Interallié de Montréal."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la Corporation peut posséder, est de $20,000.00.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et unième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,

15191-o L. DÉSILETS.

"Chouinard & Senecal Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-septième jour de juin 1946, constituant en corporation: J.-Hector Chouinard, Candide-L. Senecal, marchands, et J.-Alphonse Lemay, comptable, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, négocier et faire le commerce de toutes sortes de chapeaux, formes de chapeaux, casquettes, fourrures, articles de mode, vêtements de draps, vêtements, draps, coton, tweeds, bas, lainage, tissus, marchandises sèches et tous articles se rapportant en aucune manière, directement ou indirectement, au commerce sous-mentionné, sous le nom de "Chouinard & Senecal Limitée", avec un capital total de $40,000.00, divisé en 400 actions de $100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-septième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,

15192-o L. DÉSILETS.

"Central Auto Paint Co. Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of June, 1946, incorporating: Joseph Cohen, Gerald S. Tritt, advocates and King's Counsels, and Ezra Leithman, advocate, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of galvanizers, japanners, annealers, enamellers, electro platers, painters, under the name of "Central Auto Paint Co. Limited", with a total capital stock of $20,000.00, divided into 200 shares of $100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of June, 1946.

L. DÉSILETS,

15190-o Deputy Attorney General.

"Cercle Interallié de Montréal"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of June, 1946, to incorporate as a corporation without share capital: Émile de la Trémoïlle, executive, Paul Toupin, man of letters, all of the city and district of Montreal, and Louis-Joseph de la Durantaye, advocate, residing at Dorion (Vaudreuil), all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To strengthen the bonds between the various ethnic groups residing in the Province of Quebec, as regards literature, the sciences and arts, under the name "Cercle Interallié de Montréal".

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is $20,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of June, 1946.

L. DÉSILETS,

15191 Deputy Attorney General.

"Chouinard & Senecal Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of June, 1946, incorporating: J. Hector Chouinard, Candide L. Senecal, merchants, and J. Alphonse Lemay, accountant, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, import, export, trade and deal in all kinds of hats, hat forms, caps, furs, millinery, cloth garments, wearing apparel, cloth, cotton, tweed, hosiery, woollens, fabrics, dry-goods and any articles connected in any way, directly or indirectly with the aforesaid business, under the name of "Chouinard & Senecal Limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of June, 1946.

L. DÉSILETS,

15192 Deputy Attorney General.

"Ci-Thé-Ra Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et unième jour de mai 1946, constituant en corporation: Jean-Gilles Lafrance, étudiant Jean-Louis Paris et Gilles Pelletier, comédiens, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Présenter des spectacles de théâtre et organiser des tournées théâtrales;

Produire, présenter et distribuer des pellicules cinématographiques à long ou à court métrage;

Organiser et présenter des spectacles musicaux (concerts, opérettes, opéra, music-hall);

Agir comme producers et réalisateurs de programmes radiophoniques, sous le nom de "Ci-Thé-Ra Limitée", avec un capital total de $5,000.00, divisé en 500 actions ordinaires de $10.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et unième jour de mai 1946.

L'Assistant-procureur général,

15193-o L. DÉSILETS.

"Ci-Thé-Ra Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of May, 1946, incorporating: Jean-Gilles Lafrance, student, Jean-Louis Paris and Gilles Pelletier, comedians, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To produce theatrical entertainments and organize theatrical tours;

To produce, present and distribute moving picture films whether long or short;

To organize and give musical exhibitions, (concerts, operettas, operas, musicals);

To act as producers and directors of radio programmes, under the name of "Ci-Thé-Ra Limitée", with a total capital stock of $5,000 divided into 500 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of May, 1946.

L. DÉSILETS,

15193 Deputy Attorney General.

"Colonial Frocks Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de juin 1946, constituant en corporation: Joseph Henry Freedman, avocat, Jack Kolodny, manufacturier, tous deux de la cité de Montréal, et John Jacob Gotlieb, avocat, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce qui consiste à manufacturer, vendre en gros et en détail, ou l'un ou l'autre, des vêtements de toutes descriptions prêts à porter, faits sur commande et faits sur mesures, comprenant des robes pour femmes et des vêtements de sport et habits pour hommes, femmes et enfants ou aucun d'eux;

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement négocier ou faire le commerce de laine, cuir, coton, tissus de coton, lainages, soieries, toiles, marchandises sèches et vêtements de toute sorte, sous le nom de "Colonial Frocks Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce cinquième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,

15194 L. DÉSILETS.

"Colonial Frocks Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of June, 1946, incorporating: Joseph Henry Freedman, advocate, Jack Kolodny, manufacturer, both of the city of Montreal, and John Jacob Gotlieb, advocate, of the city of Outremont, all in the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing, selling wholesale and retail, or either, ready-to-wear, custom made and made-to-measure clothing of all descriptions including women's dresses and sportswear and clothing for men, women and children or any of them;

To manufacture, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in or with wool, leather, cotton, cotton fabrics, woollens, silks, linens, dry goods and clothing of every sort, under the name of "Colonial Frocks Inc.", with a total capital stock of $40,000.00, divided into 200 common shares of the par value of $100.00 each, and 200 preferred shares of the par value of $100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of June, 1946.

L. DÉSILETS,

15194-o Deputy Attorney General.

"Courtown Gold Mines Limited"
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Herbert William Jackson, comptable, Ernest W. Mockridge, teneur de livres, tous deux de la cité de St-Lambert, Cecil Bruce Cooke, secrétaire, de la cité de Verdun, Alexander Gordon Yeoman, stagiaire,

"Courtown Gold Mines Limited"
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the Provisions of the Québec Mining Companies' Act, letter patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the third day of July, 1946, incorporating: Herbert William Jackson, accountant, Ernest W. Mockridge, bookkeeper, both of the City of St-Lambert, Cecil Bruce Cooke, secretary of the city of Verdun, Alexander Gordon Yeoman, law clerk John Lawrence McCrory, secretary,

John Lawrence McCrory, secrétaire, tous deux de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minérais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque manière que ce soit, le sol, la terre, les roches et les pierres dans le but d'en extraire des minérais quelconques, donner une valeur marchande à ces minérais par quelques procédés que ce soit, et les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Courtown Gold Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de $3,000,000, divisé en 3,000,000 actions d'une valeur au pair de $1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce troisième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,

15195 L. DÉSILETS.

"Crelinsten Realties Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de juin 1946, constituant en corporation: Joseph Shapiro, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Montréal, Benjamin Robinson, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, et Ruth Miller, secrétaire, fille majeure, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, échanger, louer ou autrement faire le commerce d'immeubles et propriétés immobilières et négocier pour l'achat, la vente, l'échange ou la location d'immeubles et propriétés immobilières et généralement exercer le commerce d'agents d'immeubles dans toutes ses spécialités, sous le nom de "Crelinsten Realties Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-neuvième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,

15196 L. DÉSILETS.

"Diamond Realties Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinzième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Lorenzo Goudreau, gérant, Pauline Geoffrion et Françoise Gagnon, sténographes, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir, acheter, se procurer, louer, bâtir, construire ou autrement détenir, utiliser, améliorer, développer, gérer, hypothéquer, transférer, vendre, échanger, disposer et faire le commerce d'immeubles, et de biens immobiliers de toute description, franchises, permis, ou de tous intérêts en iceux, et ériger, modifier, réparer et entretenir, gérer, et administrer, des bâtisses, lots,

both of the City of Montreal, all in the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, craddled, smelted, refined, crushed or treated in any manner, render such minerals merchantable by any means whatsoever, and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Courtown Gold Mines Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of $3,000,000.00, divided into 3,000,000 shares of the par value of $1.00 each.

The shareholders shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the Company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of July, 1946.

L. DÉSILETS,

15195-o Deputy Attorney General.

"Crelinsten Realties Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of June, 1946, incorporating: Joseph Shapiro, Advocate and King's Counsel, of the city of Montreal, Benjamin Robinson, advocate and King's Counsel, of the city of Westmount, and Ruth Miller, secretary, spinster of the full age of majority, of the city of Outremont, all of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To buy, sell, exchange, lease or otherwise deal estate and immoveable property and to negotiate for the purchase, sale, exchange or lease of real estate and immoveable property, and generally to carry on the business of real estate agents in all its branches, under the name of "Crelinsten Realties Ltd.", with a total capital stock of $40,000.00, divided into 400 common shares of $100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal;

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of June, 1946.

L. DÉSILETS,

15196-o Deputy Attorney General.

"Diamond Realties Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of July, 1946, incorporating: Lorenzo Goudreau, manager, Pauline Geoffrion and Françoise Gagnon, stenographers, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire, purchase, procure, lease, build, erect or otherwise hold, utilize, improve, develop, manage, hypothecate, convey, sell, exchange, dispose of and deal in immovables and immovable properties of every description, franchises, licenses or any interests therein, and to erect, alter, repair and maintain, manage and administer buildings, lots and other immovable proper-

et autres propriétés immobilières, ou en retirer un revenu par voie de location ou autrement, ou tous droits et intérêts en icelles, sous le nom de "Diamond Realties Limited", avec un capital total de $40,000.00, divisé en 400 actions de $100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinzième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,

15197-o L. DÉSILETS.

ties, or derive a revenue therefrom by way of lease or otherwise, or any rights and interests therein, under the name of "Diamond Realties Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of July, 1946.

L. DÉSILETS,

15197 Deputy Attorney General.

"Dominion Plaque Co. Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de juin 1946, constituant en corporation: Joseph James Harold, de la cité de Hampstead, John William Long, de la cité d'Outremont, tous deux avocats, et Margot Mary Quinn, secrétaire, fille majeure, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter et vendre en gros ou en détail, importer et exporter, assembler et autrement faire le commerce de métal, plastique, plâtre, étoffes, papier, verre, bois, celluloïde, ainsi que tous leurs composés, plaques, insignes, jeux, jouets, nouveautés et dispositifs de publicité de toutes sortes; et..

Exercer les commerces respectifs qui consistent à manufacturer tous genres de marchandises ordinairement gardées en magasin par des bijoutiers, argentiers, fabricants de montres, fabricants d'horloges, marchands de nouveautés, accessoires pour drapiers, marchands de modes, bourses, valises, articles de sport, ferronnerie et papeterie, marchandises religieuse et produits moulés, estampés, pressés, coulés et coupés d'aucune et toutes sortes et descriptions: et...

Exercer le commerce général de publicité comme mandants et agents, comprenant la préparation et l'agencement des annonces et de la publicité, sous le nom de "Dominion Plaque Co. Ltd.", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montral, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce cinquième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,

15198 L. DÉSILETS.

"Dominion Plaque Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of June, 1946, incorporating: Joseph James Harold, of the City of Hampstead, John William Long, of the City of Outremont, both advocates, and Margot Mary Quinn, secretary, spinster of the full age of majority, of the City of Montreal, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy and sell at wholesale or retail, import and export, assemble and otherwise deal in metal, plastic, plaster, cloth, paper, glass, wood, celluloid, as well as any combination thereof, plaques, badges, games, toys, novelties and advertising devices of all kinds; and...

To carry on the respective business of manufacturing all types of merchandise usually carried in stock by jewellers, silversmiths, watchmakers, clock-makers, novelties dealers, accessories for clothiers, milliners, purses, baggage, sporting goods, hardware and stationery, religious merchandise and moulded, stamped, pressed, cast and cut products of all and every kind and description: and...

To carry on the general business of advertising both as principal and agent, including the preparation and arrangement of advertisement and advertising, under the name of "Dominion Plaque Co. Ltd.", with a total capital stock of $20,000.00, divided into 200 shares of $100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of June, 1946.

L. DÉSILETS,

15198-o Deputy Attorney General.

"Eastern Auto Parts Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et unième jour de juin 1946, constituant en corporation: Darick Côté, commerçant, Fernand Doyon, mécanicien-machiniste, tous deux de Victoriaville, district d'Arthabaska, et Rodolphe Caron, contremaître, de Coaticook, district de Saint-François, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce, en gros et en détail, de parties et accessoires d'automobiles, camions, tracteurs et machines et machineries aratoires;

Faire le commerce, en gros et en détail, de toutes machines, machineries et accessoires électriques;

"Eastern Auto Parts Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of June, 1946, incorporating: Darick Côté trader, Fernand Doyon, mechanic-machinist, both of Victoriaville, district of Arthabaska, and Rodolphe Caron, foreman, of Coaticook, district of Saint Francis, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To deal, wholesale and retail, in parts and accessories for automobiles, trucks, tractors and machines and farm implements;

To deal, wholesale and retail, in all kinds of machines, machinery and electrical accessories;

Faire le commerce, en détail, d'automobiles, camions, tracteurs, appareils aéronautiques et leurs accessoires;

Exploiter un service de réparations de voitures automobiles de tous genres, sous le nom de "Eastern Auto Parts Ltd.".

Le montant du capital-actions de la compagnie, divisé en 400 actions de $100.00 chacune, est fixé à la somme de $40,000.00, monnaie courante du Canada.

Le siège social de la compagnie sera à Plessisville, dans le district d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et unième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,
15199-o L. DÉSILETS.

To deal, retail, in automobiles, trucks, tractors, aircraft and their accessories;

To operate a repair service for motor vehicles of all kinds, under the name of "Eastern Auto Parts Ltd.".

The amount of capital stock of the company, divided into 400 shares of $100 each, is fixed at the sum of $40,000, Canadian currency.

The head office of the compnay will be at Plessisville, district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of June, 1946.

L. DÉSILETS,
15199 Deputy Attorney General.

"Francis Bouchard Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et unième jour de juin 1946, constituant en corporation: Marcel Bouchard et Jacques Bouchard, commis, Francis Bouchard, industriel, et Dame Alida Racine, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Francis Bouchard, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous de la ville de Jonquière, district de Chicoutimi, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce en gros et en detail de boulangers, confiseurs, manufacturiers de biscuits, et faire et manufacturer du pain, biscuits, gâteaux, tartes et choses semblables et les acheter et les vendre, sous le nom de "Francis Bouchard Limitée", avec un capital total de $49,900.00, divisé en 499 actions de $100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la ville de Jonquière, dans le district de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et unième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,
15200-o L. DÉSILETS.

"Francis Bouchard Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Québec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of June, 1946, incorporating: Marcel Bouchard and Jacques Bouchard, clerks, Francis Bouchard, manufacturer, and Dame Alida Racine, housewife, wife separate as to property by marriage contract of Francis Bouchard, and duly authorized by him for the purpose hereof all of the Town of Jonquière, district of Chicoutimi, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the wholesale and retail business of bakers, confectioners, biscuit manufacturers, and to make and manufacture bread, biscuits, cakes, pies and the like and to buy and sell the same, under the name of "Francis Bouchard Limitée", with a total capital stock of $49,900, divided into 499 shares of $100 each.

The head office of the company will be in the Town of Jonquière, district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of June, 1946.

L. DÉSILETS,
15200 Deputy Attorney General.

"Fraser & Gagnon Ltée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S. R. Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt-cinquième jour de juin 1946, constituant en corporation: Dr Philippe Gagnon, dentiste, Dame Jeanne Fraser Gagnon, mariée en séparation de biens avec le Dr Philippe Gagnon, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Jean-Baptiste Fraser, vendeur, tous des cité et district de Chicoutimi, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce en gros et en détail, comme marchands ou agents et sur commission, de toutes sortes d'appareils et d'accessoires électriques pour fins domestiques industrielles ou commerciales, et sans limiter la généralité des objets ci-dessus, faire le commerce de lampes, générateurs, engins, tableaux de distribution, moteurs, fers, ampoules, appliques et accessoires électriques, radios, poêles, machines à laver, radiateurs électriques, chaufferettes, fournaises électriques, grille-pain, bouilloires, vaporisateurs et tous autres appareils et machineries de même genre mus à l'électricité ou autrement;

Faire affaires en général comme électriciens, mécaniciens, commerçants, entrepreneurs ou

"Fraser & Gagnon Ltée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-fifth day of June, 1946, incorporating: Dr. Philippe Gagnon, dentist, Dame Jeanne Fraser Gagnon, wife separate as to property of Dr. Philippe Gagnon, and duly authorized by him for the purposes hereof, and Jean-Baptiste Fraser, salesman, all of the city and district of Chicoutimi, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the whole sale and retail business, as merchants or agents and on commission, of all kinds of electric appliances and accessories for domestic, industrial or commercial purposes, and without limiting the generality of the foregoing, to deal in lamps, generators, engines, switchboards, motors, irons, globes, electric fixtures and supplies, radios, stoves, washing machines, electric radiators, heaters, electric furnaces, toasters, boilers, steamers and all other apparatus and machinery of a like nature operated by electricity or otherwise;

To carry on business in general as electricians, mechanics, traders, contractors or manufacturers

manufacturiers d'engins, dynamos, générateurs, batteries, accumulateurs, échanges privés, et tous autres appareils ou accessoires d'électricité de toutes descriptions, sous le nom de "Fraser & Gagnon Ltée", avec un capital total de $40,000.00, divisé en 400 actions ordinaires de $100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, dans le district de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinquième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,

15201-o L. DÉSILETS.

of engines, dynamos, generators, batteries, storage batteries, private exchanges, and all other electric apparatus or accessories of every description, under the name of "Fraser & Gagnon Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of June, 1946.

L. DÉSILETS,

15201 Deputy Attorney General.

"Gasco Realty Company Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de juin 1946, constituant en corporation: Harry Gasco, marchand, Benjamin Alfred Schwartz, notaire, de la cité d'Outremont, et Moses Abraham Fels, avocat, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, changer et échanger, louer ou autrement faire le commerce d'immeubles et de propriétés immobilières, et négocier pour la vente, l'achat, l'échange ou la location d'immeubles et propriétés immobilières et tous droits et privilèges relatifs ou se rapportant à iceux;

Exercer tous ou aucun des commerces de manufacturiers et marchands d'habits et vêtements de toutes sortes, tailleurs et merciers et confectionneurs en général et tous articles, commodités, marchandises ou choses nécessaires aux fins de la compagnie, sous le nom de "Gasco Realty Company Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce cinquième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,

15202 L. DÉSILETS.

"Gasco Realty Company Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of June, 1946, incorporating: Harry Gasco, merchant, Benjamin Alfred Schwartz, notary, of the City of Outremont, and Moses Abraham Fels, advocate, of the City of Montreal, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To buy, sell, change and exchange, lease or otherwise deal in real estate and immoveable property, and to negotiate for the purchase, sale exchange or lease of real estate and immoveable property and all rights and privileges pertaining to or connected therewith;

To carry on all or any of the businesses of manufacturers and dealers of and in clothing and wearing apparel of all kinds, tailors, and haberdashers and general outfitters and any articles, commodities, merchandise or things necessary for the purpose of the company, under the name of "Gasco Realty Company Ltd.", with a total capital stock of $40,000.00, divided into 400 shares of a par value of $100.00 each.

The head office of the Company will be at 1 St. Catherine Street West, Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of June, 1946.

L. DÉSILETS,

15202-o Deputy Attorney General.

"Grand Rapids Garment Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S. R. Q. 1941, des lettres patentes en date du douzième jour de juin 1946, constituant en corporation: Clifford Bousada, Ellis Sickrey et Lewis Thamer Sickrey, tous marchands, de la ville de Waterloo, district de Bedford, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers, producteurs, importateurs, grossistes et détaillants de vêtements pour enfants, lingerie, sous-vêtements de sport et autres habits et produits semblables; posséder, construire, acheter ou louer et exploiter des usines, manufactures et magasins à cet effet, sous le nom de "Grand Rapids Garment Limited".

Le montant du capital-actions de la compagnie est de cent mille dollars, divisé en mille actions ordinaires de cent dollars chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Waterloo, district de Bedford.

"Grand Rapids Garment Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R. S. Q., 1941, bearing date the twelfth day of June, 1946, incorporating: Clifford Bousada, Ellis Sickrey and Lewis Thamer Sickrey, all merchants, of the Town of Waterloo, District of Bedford, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturer, producer, importer, wholesaler and retailer of children's wear, lingerie, underwear, sportwear and other clothing and similar products; to own, build, buy or rent and operate plants, factories and stores to that effect, under the name of "Grand Rapids Garment Limited".

The amount of the capital stock of the company is One Hundred Thousand dollars, divided into One Thousand common shares of One Undred dollars each.

The head office of the Company will be at Waterloo, in the District of Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, ce douzième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,

15203 L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of June, 1946.

L. DÉSILETS,

15203-o Deputy Attorney General.

"Hall of Fame Clothes Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S. R. Q. 1941, des lettres patentes en date du dix-septième jour de juin 1946, constituant en corporation: Charles Hyman, comptable agréé, Julius Briskin, avocat, et Annie McNamee, fille majeure, secrétaire, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement faire le commerce comme importateurs, exportateurs, manufacturiers, marchands en gros et en détail et négociants à forfait de vêtements et accessoires pour hommes, femmes et enfants; et en général, exercer l'industrie et le commerce de tous autres accessoires et appartenances utilisés relativement aux articles de commerce précédents, sous le nom de "Hall of Fame Clothes Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-septième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,

15204 L. DÉSILETS.

"Hall of Fame Clothes Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. C. LaRichelière in conformity with section 2, chapter 276, R. S. Q., bearing date the seventeenth day of June, 1946, incorporating: Charles Hyman, chartered accountant, Julius Briskin, advocate, and Annie McNamee, spinster of the full age of majority, secretary, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in, as importers, exporters, manufacturers, wholesale and retail dealers and jobbers of men's, women's and children's wearing apparel and accessories; and in general to carry on trade and business in all other supplies and appurtenances used in connection with the foregoing articles of commerce, under the name of "Hall of Fame Clothes Inc.", with a total capital stock of $40,000.00, divided into 400 shares of $100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of June, 1946.

L. DÉSILETS,

15204-o Deputy Attorney General.

"Hebecourt Gold Mines Limited"
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour de juin 1946, constituant en corporation: Antoine-Bernard Hamelin, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité d'Outremont, André Côté, avocat, et Marie-Anna Savard, secrétaire, tous deux de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minéraux;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque manière que ce soit, le sol, la terre, les roches et les pierres dans le but d'en extraire des minérais quelconques, donner une valeur marchande à ces minérais par quelques procédés que ce soit; et les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Hebecourt Gold Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de $3,000,000 divisé en 3,000,000 d'actions d'une valeur au pair de $1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions.

Le siège social dela compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce onzième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,

15205 L. DÉSILETS.

"Hebecourt Gold Mines Limited"
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the Provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of June, 1946, incorporating: Antoine-Bernard Hamelin, advocate and King's Counsel, of the City of Outremont, André Côté, advocate, and Marie-Anna Savard, secretary, both of the City of Montreal, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, forthe purposes of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Hebecourt Gold Mines Limited" (No personal liability), with a total capital stock of $3,000,000.00, divided into 3,000,000 shares of a par value of $1.00 each.

The shareholders will incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for it shares.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of June, 1946.

L. DÉSILETS,

15205-o Deputy Attorney General.

"Hochelaga Petroleum Co."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt-sixième jour de juin 1946, constituant en corporation: Lucien Roux, avocat, conseil en Loi du Roi, Jean-Paul Verschelden, avocat, Paul Lafontaine, huissier, et Marie Verschelden, sténographe, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie de manufacturiers et raffineurs d'huile, graisse, pétrole, et leurs sous-produits, en faire le commerce, importer et exporter; faire des explorations, ouvrir, développer, exploiter, améliorer, maintenir et administrer, acquérir par achat, location ou autrement, et vendre, louer ou autrement disposer de terrains pétrolifères, ou droits ou intérêts en iceux; acheter, acquérir, vendre et faire le commerce de pétrole brut, et d'autres huiles, graisses et de leurs produits, y compris la gazoline et l'huile combustible, le tout en gros ou en détail;

Acheter, vendre, importer et exporter du bois et du charbon et d'exercer le commerce en gros et en détail de marchands de bois et de charbon;

Tenir garage et importer, exporter, acheter et vendre en gros et au détail tout accessoire ou pièce d'automobile, y compris les pneus et les batteries;

D'accomplir les autres choses qui se rattachent ou sont propres à la réalisation des objets de la compagnie sous le nom de "Hochelaga Petroleum Co.", avec un capital total de $75,000.00, divisé en 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100.00 chacune et 50,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sixième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,

15206-o L. DÉSILETS.

"Hochelaga Petroleum Co."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-sixth day of June, 1946, incorporating: Lucien Roux, advocate, King's Counsel, Jean-Paul Verschelden, advocate, Paul Lafontaine, bailiff, and Marie Verschelden, stenographer, spinster, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers, and refiners of oil, grease, petroleum end their by-products, to deal therein, import and export the same; to explore, open, develop, operate, improve, maintain and manage, acquire by purchase, lease or otherwise, and sell, lease or otherwise dispose of oil bearing lands or any rights or interests therein; to buy, acquire, sell and deal in crude oil and other oils, grease and their products, including gasoline and fuel oil, the whole wholesale and retail;

To buy, sell, import and export wood and coal and to carry on the wholesale and retail business of coal and wood merchants;

To operate a garage and import, export, buy and sell, both wholesale and retail, any automobile parts or accessories, including tires and batteries;

To accomplish anything else connected therewith or conducive to the attainment of the objects of the company, under the name of "Hochelaga Petroleum Co." with a total capital stock of $75,000, divided into 250 preferred shares of a par value of $100 each and 50,000 common shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of June, 1946.

L. DÉSILETS,

15206 Deputy Attorney General.

"Jean Crevier Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de juin 1946, constituant en corporation: Frank Bernard Chauvin, Robert Harold Walker, avocats, et Madeline Frances Brennan, sténographe, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce d'importateurs, exportateurs et manufacturiers de verre et articles de toutes sortes et descriptions faits de verre en tout ou en partie;

Acheter, vendre, réparer et généralement faire le commerce de toutes sortes et descriptions d'articles, objets et marchandises faits en tout ou en partie de verre ou d'imitation de verre, sous le nom de "Jean Crevier Limited", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce sixième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,

15207 L. DÉSILETS.

"Jean Crevier Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of June, 1946, incorporating: Frank Bernard Chauvin, Robert Harold Walker, advocates, and Madeline Frances Brennan, stenographer, spinster, of the full age of majority, all in the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of importers, exporters, and manufacturers of glass and articles of all kinds and descriptions made wholly or partially of glass;

To buy, sell, repair and deal in generally, all kinds and descriptions of goods, wares and merchandise made wholly or partially of glass or imitation glass, under the name of "Jean Crevier Limited", with a total capital stock of $40,000.00, divided into 400 shares of $100.00 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of June, 1946.

L. DÉSILETS.

15207-o Deputy Attorney General.

"Canadian Statuary & Novelty Inc." "La Cie Canadienne de Statuettes & Nouveautés Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-septième jour de juin 1946, constituant en corporation: Lucien de Maisonneuve, machiniste, Raphaël Archambault, ingénieur, et Mary Lalumière, bourgeoise, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

De manufacturer, de modeler, de transformer de faire le commerce, d'échanger, d'exporter et d'importer des statuettes ou autres nouveautés, d'agir comme agent de vente ou d'achat, sous le nom de "Canadian Statuary & Novelty Inc. — La Cie Canadienne de Statuettes & Nouveautés Inc.", avec un capital total de $20,000.00, divisé en 2,000 actions de $10.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 8269, rue Casgrain, Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-septième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,

15208-o L. DÉSILETS.

"Canadian Statuary & Novelty Inc." "La Cie Canadienne de Statuettes & Nouveautés Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of June, 1946, incorporating: Lucien de Maisonneuve, machinist, Raphaël Archambault, engineer, and Mary Lalumière, bourgeoise, spinster, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, model, transform, deal in, exchange, import and export statuary or other novelties, to act as selling or purchasing agent, under the name of "Canadian Statuary & Novelty Inc. — La Cie Canadienne de Statuettes & Nouveautés Inc.", with a total capital stock of $20,000 divided into 2,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at 8269 Casgrain Street, Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of June, 1946.

L. DÉSILETS,

15208 Deputy Attorney General.

"La Cie des Produits de Béton Forteresse Ltée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-septième jour de mai 1946, constituant en corporation: Charles Simard, garde forestier, de Ste-Anne-de-Chicoutimi, Ovila Dufour, machiniste, d'Arvida, et Bertrand Côté, comptable, de la ville de Chicoutimi, tous du district de Chicoutimi, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer généralement les fonctions, le commerce et l'industrie d'entrepreneurs et de constructeurs et faire affaires comme tels à l'occasion de travaux tant publics que privés;

Fabriquer, faire le commerce, vendre, livrer tous objets préfabriqués faits en ciment armé ou non armé, en béton armé ou non armé servant ou pouvant servir à la construction, à la réfection, à la réparation, à l'ornementation et à toutes autres fins semblables;

Exercer d'une manière générale le commerce d'achat, de vente, de transport de la pierre de toute espèce, du sable, du gravier, de l'argile, de l'asphalte, de l'amiante, de la brique et autres produits de même nature, dans toutes leurs spécialités et tous autres commerces s'y rattachant, sous le nom de "La Cie des Produits de Béton Forteresse Ltée", avec un capital total de $19,600.00, divisé en 196 actions ordinaires de $100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Anne-de-Chicoutimi, dans le District de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-septième jour de mai 1946.

L'Assistant-procureur général,

15209-o L. DÉSILETS.

"La Cie des Produits de Béton Forteresse Ltée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of May, 1946, incorporating: Charles Simard, forest warden, of Ste-Anne-de-Chicoutimi, Ovila Dufour, machinist, of Arvida, and Bertrand Côté, accountant, of the city of Chicoutimi, all of the district of Chicoutimi, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on generally the business, trade and industry of contractors and builders and as such to undertake all kinds of public and private works;

To manufacture, deal in, sell, deliver any prefabricated articles made of reinforced or ordinary cement, reinforced or ordinary concrete or which may be used for building, rebuilding, repairing, embellishing or other similar purposes;

To carry on in a general manner the business of buying, selling, transporting stone of all kinds, sand, gravel, slate, asphalt, asbestos, brick and other products of a like nature, in all lines of same, and any other business connected therewith, under the name of "La Cie des Produits de Béton Forteresse Ltée", with a total capital stock of $19,600, divided into 196 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Ste-Anne-de-Chicoutimi, district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of May, 1946.

L. DÉSILETS,

15209 Deputy Attorney General.

"La Compagnie de Placements d'Iberville Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuvième jour de juin 1946, constituant

"La Compagnie de Placements d'Iberville Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of June, 1946, incorporating: Me La-

en corporation: Me Lavery Sirois, notaire, Madeleine Bernier, secrétaire, tous deux de la cité de Québec, et Pauline Davignon, secrétaire, de la ville de Lauzon, tous du district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer, conduire et entreprendre de quelque manière que ce soit le commerce et les opérations d'une compagnie de portefeuille et de gestion, sous le nom de "La Compagnie de Placements d'Iberville Limitée".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 3,000 actions sans valeur au pair ou nominale et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de $15,000.00.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuvième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,
15210-o L. DÉSILETS.

"La Compagnie Mitis, Limitée"
"The Mitis Company Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt-cinquième jour de juin 1946, constituant en corporation: Paul-Émile Gagnon, Gilles Gagnon, avocats et Lucienne Michaud, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, tous trois de la ville de Rimouski, district de Rimouski, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, assembler, importer, exporter, acheter, vendre, louer, réparer, distribuer et faire le commerce en gros d'appareils ou dispositifs électriques, mus par l'électricité sous tous ses modes d'application, de ferronnerie, de moteurs, fils, conduits et appareils de téléphone, de pièces et accessoires, sous le nom de "La compagnie Mitis, Limitée — The Mitis Company Limited".

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de: 5000 actions sans valeur nominale, et 5000 actions privilégiées de la valeur au pair de $20.00 chacune.

Le capital avec lequel la compagnie pourra commencer ses opérations, sera de trente-cinq mille dollars.

Le siège social de la compagnie sera dans la ville de Rimouski, dans le district de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinquième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,
15211-o L. DÉSILETS.

"La Compagnie Universel Electrique Ltée"
"Universal Electric Company Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuvième jour de mai 1946, constituant en corporation: Antonio Laplante, C.R., Guy Bousquet, avocat, et Hélène Talbot, sténographe, tous des cité et district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce en gros et en détail, acheter, vendre, importer, exporter, manufacturer, assembler, réparer, louer, emmagasiner, échanger et installer les appareils et instruments mécaniques, électriques, plastiques, les meubles et bibelots, les matériaux de construction, les équipements industriels et de construction, systèmes

very Sirois, notary, Madeleine Bernier, secretary, both of the city of Quebec, and Pauline Davignon, secretary, of the town of Lauzon, all of the district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on, conduct and engage in, in any manner whatsoever, the business and operations of a holding and control company, under the name of "La Compagnie de Placements d'Iberville Limitée".

The capital stock of the company is divided into 3,000 shares without par or nominal value and the amount with which the company will commence its operations is $15,000.

The head office of the company will be in Quebec, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of June, 1946.

L. DÉSILETS,
15210 Deputy Attorney General.

"La Compagnie Mitis, Limitée"
"The Mitis Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-fifth day of June, 1946, incorporating: Paul-Émile Gagnon, Gilles Gagnon, advocates, and Lucienne Michaud, secretary, spinster and in use of her rights, all three of the town of Rimouski, district of Rimouski, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, assemble, import, export, buy, sell, lease, repair, distribute and deal wholesale in electric appliances or devices, operated by electricity in every method of its application, ironware, motors, wire, conduits and telephone equipment, parts and accessories, under the name of "La Compagnie Mitis, Limitée — The Mitis Company Limited".

The amount of the capital stock of the company will be: 5000 shares without nominal value, and 5000 preferred shares of a par value of $20 each.

The capital with which the company may commence its operations, will be thirty-five thousand dollars.

The head office of the company will be in the town of Rimouski, district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of June, 1946.

L. DÉSILETS,
15211 Deputy Attorney General.

"La Compagnie Universel Electrique Ltée"
"Universal Electric Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of May, 1946, incorporating: Antonio Laplante, K.C., Guy Bousquet, advocate, and Hélène Talbot, stenographer, all of the city and district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business both wholesale and retail, buy, sell, import, export, manufacture, assemble, repair, lease, store, exchange and install mechanical, electrical and plastic apparatus and instruments, furniture and knick-knacks, building requisites, industrial and building equipment, heating systems, thermic or thermodynamic ma-

de chauffage, machines thermiques ou thermodynamiques, systèmes d'air climatisé, ventilation, réfrigération, radio récepteurs et transmetteurs, reproducteurs de son, disques, téléphones et appareils téléphoniques, instruments de musique, télévision, radar et autres appareils éléctroniques, et entreprendre des contrats, sous-contrats et service de toutes sortes, sous le nom de "La Compagnie Universel Electrique Ltée" — Universal Electric Company Limited", avec un capital total de $20,000.00, divisé en 200 actions de $100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuvième jour de mai 1946.

L'Assistant-procureur général,
15212-o L. DÉSILETS.

chines, air-conditioning, ventilating, and refrigeration systems, radio receivers and transmitters, sound reproducers, records, telephones and telephone apparatus, musical instruments, television, radar and other electronic apparatus, and to undertake contracts, sub-contracts and service of all kinds, under the name of "La Compagnie Universel Électrique Ltée — Universal Electric Company Limited", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Quebec, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of May, 1946.

L. DÉSILETS,
15212 Deputy Attorney General.

"Larin & Roberge Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du quinzième jour de mai 1946, constituant en corporation: Ernest Larin, gérant, Gaston Dubreuil et Bernard LeBel, avocats, Paula Gougeon, sténographe, fille majeure, tous quatre des cité et district de Montréal, et Fernand Larin, homme d'affaires, de Disraeli, district de St-François, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de marchands de fruits, légumes, épiceries et produits de la ferme, courtiers, commissaires-priseurs, importateurs, exportateurs, producteurs, distributeurs, agents à commission et commerçant généraux en gros et en détail relativement aux produits ci-dessus;

Importer, exporter, transporter, produire, acheter, vendre, manufacturer et faire le commerce de toutes sortes de fruits et légumes en boîte, en conserve, marinés et séchés, grains, provisions, viandes, poissons, volailles, et gibiers, et les extraits, sirops, confitures, marmelades, essences, sauces, condiments, gelées, cidre, vinaigre, fruits séchés, les produits des champs, de la ferme, des forêts, de la mer, des lacs et des cours d'eau, sous le nom de "Larin & Roberge Limitée", avec un capital total de $50,000.00, divisé en 500 actions de $100.00 chacune.

Le nombre des actionnaires sera limité à vingt avec les restrictions suivantes, savoir:

a) Les parts de la Compagnie ne seront transférables que sur le consentement de la majorité des directeurs de la Compagnie;

b) Toutes invitations en public pour souscrire des actions ou obligations de la Compagnie sera prohibées:

Le siège social de la compagnie sera à Disraéli, dans le district de St-François.

Daté du bureau du Procureur général, le quinzième jour de mai 1946.

L'Assistant-procureur général,
15213-o L. DÉSILETS.

"Larin & Roberge Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 176, R.S.Q., 1941, bearing date the fifteenth day of May, 1946, incorporating: Ernest Larin, manager, Gaston Dubreuil and Bernard LeBel, advocates, Paula Gougeon, stenographer, spinster, all four of the city and district of Montreal, and Fernand Larin, business man, of Disraéli, district of St-Francis, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of dealers in fruits, vegetables, groceries and farm products, brokers, auctioneers, importers, exporters, producers, distributors, commission agents and general wholesale and retail dealers in the aforesaid products;

To import, export, transport, produce, buy, sell, manufacture and deal in all kinds of fruits and vegetables whether canned, salted or dried, grain, provisions, meats, fish, fowl and game, and extracts, syrups, preserves, marmalades, essences, sauces, seasonings, jellies, cider, vinegar, dried fruits, products of the fields, the farm, the forest, sea, lakes and watercourses, under the name of "Larin & Roberge Limitée", with a total capital stock of $50,000 divided into 500 shares of $100 each.

The number of shareholders will be limited to twenty with the following restrictions, to wit:

a) Shares of the company shall not be transferable without the consent of the majority of the directors of the company;

b) Any appeal to the public to subscribe for shares or bonds of the company will be prohibited;

The head office of the company will be at Disraeli, district of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of May, 1946.

L. DÉSILETS,
15213 Deputy Attorney General.

"Leclerc-Doré Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinquième jour de juin 1946, constituant en corporation: Victor-E. Doré, Jean-Paul Leclerc, agents, Dame Lucille Beaudoin, secrétaire, épouse séparée de biens de Jean-Paul Leclerc,

"Leclerc-Doré Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Compagnies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of June, 1946, incorporating: Victor E. Doré, Jean-Paul Leclerc, agents, Dame Lucille Beaudoin, secretary, wife separate as to property of Jean-Paul Leclerc, and Joseph Falcon, ac-

et Joseph Falcon, comptable, tous de Laprairie, district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, produire, acheter, vendre, importer exporter, louer, échanger et généralement faire le commerce de toutes sortes d'accessoires électriques, bibelots, filage électrique, meubles, quincaillerie, bicycles, brûleurs à l'huile, disques, musique en feuilles, instruments de musique, accessoires domestiques électriques et autres, articles de sport, appareils photographiques, accessoires d'automobiles, engins, machines, carburateurs, accessoires, pièces, et toutes sortes de machineries, outillages, ustensiles, appareils, lubrifiants, ciments, solutions et dispositifs, soit incidents à la construction, ou autrement et toutes choses qui sont susceptibles d'être utilisées avec iceux, ou à la fabrication, à l'entretien et au travail d'iceux respectivement, sous le nom de "Leclerc-Doré Inc.", avec un capital total de $20,000.00, divisé en 400 actions communes d'une valeur au pair de $50.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la ville de Laprairie, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinquième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,

15214-o L. DÉSILETS.

countant, all of Laprairie, district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, produce, buy, sell, import, export, lease, exchange and deal generally in all kinds of electric appliances, knick-knacks, electric wire, furniture, hardware, bicyles, oil burners, records, sheet music, musical instruments, household and other electrical appliances, sporting goods, photographic equipment, automobile accessories, engines, machines, carburators, accessories, parts, and all kinds of machinery, equipment, utensils, appa.atus, lubricants, cements, solutions and devices, whether incidental to construction work or otherwise, and all things capable of being used therewith, or in the making, maintenance and working thereof respectively, under the name of "Leclerc-Doré Inc.", with a total capital stock of $20,000 divided into 400 common shares of a par value of $50 each.

The head office of the company will be in the town of Laprairie, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of June, 1946.

L. DÉSILETS,

15214 Deputy Attorney General.

"Les Industries Etchemin Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du troisième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Armand St-Laurent, machiniste, Tancrède St-Laurent, ouvrier, tous deux de Saint-Romuald, et Charles-Henri Genest, comptable, de la cité de Québec, tous du district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Exploiter, exécuter et exercer toute ou l'une quelconque des industries d'entrepreneurs-généraux, constructeurs, excavateurs, pour la construction, l'érection, la réparation, la modification, l'entretien, la démolition, l'excavation, le terrassement, le défrichement et la mise en opération d'édifices publics et privés, chemins, ponts, terrains, fossés, emplacements, travaux et autres bâtiments de toutes sortes et descriptions;

Exercer le commerce de marchands de bois, marchands de bois de charpente et de manufacturiers et commerçants de billots, bois de construction et bois de charpente, et acheter, vendre, préparer pour le marché manufacturer, importer, exporter et faire le commerce de bois de charpente et de bois de toutes sortes et manufacturer et faire le commerce d'articles de toutes sortes dans la fabrication desquels le bois de charpente ou le bois est utilisé et de tous articles qui peuvent être faits ou extraits de bois ou de déchets de bois;

Faire le commerce comme importateurs, exportateurs, acheteurs, commissionnaires, manufacturiers, grossistes, négociants et détaillants des produits du bois, machineries, matériaux de construction, métaux, outils, outillage, plastiques, appareils et accessoires électriques, jouets, articles de sport, ferronnerie, et autres articles nécessaires aux fins de la compagnie, sous le nom de "Les Industries Etchemin Inc.", avec un capital total de $5,000.00, divisé en 500 actions de $10.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Romuald-d'Etchemin, dans le district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le troisième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général.

15215-o L. DÉSILETS.

"Les Industries Etchemin Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of July, 1946, incorporating: Armand St-Laurent, machinist, Tancrède St-Laurent, workman, both of Saint-Romuald, and Charles-Henri Genest, accountant, of the city of Quebec, all of the district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To undertake, carry on and engage in all or any one of the industries of general contractors, builders, excavators, for the building, erecting, repairing, improving, maintaining, demolishing, excavating, levelling, clearing and putting into operation of public or private buildings, roads, bridges, ditches, emplacements, works and other structures of all kinds and descriptions;

To carry on business as timber merchants, dealers in lumber and manufacturers of logs, lumber and constructional timber, and to buy, sell, prepare for market, manufacture, import, export and deal in lumber and wood of all kinds and to manufacture and deal in articles of all kinds in the manufacture of which lumber or wood is used and any things which may be made or extracted from wood or wood waste;

To carry on business as importers, exporters, buyers, commission agents, manufacturers, wholesalers, dealers and retailers of wood products, machinery, building materials, metals, tools, equipment, plastics, electric apparatus and supplies, toys, sporting goods, ironware and other articles required for the purposes of the company, under the name of "Les Industries Etchemin Inc.", with a total capital stock of $5,000 divided into 500 shares of $10 each.

The head office of the company will be at St-Romuald-d'Etchemin, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of July, 1946.

L. DÉSILETS,

15215 Deputy Attorney General.

"Shawinigan Plywood Products, Limited"
"Les Produits Plaqués de Shawinigan, Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-septième jour de juin 1946, constituant en corporation: Eugène Gignac, rentier, Gérard Dumontier, instructeur, et Gertrude Côté, ménagère, épouse commune en biens de L.-Alfred Robillard, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous domiciliés dans la cité de Shawinigan Falls, district des Trois-Rivières, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce de bois en général et en faire la préparation à toutes fins. Faire le placage, le moulage du bois, l'ouvrer de toutes façons pour en faire des meubles, parties de meubles, articles de sport, accessoires de bureau et d'église et décorations; faire le polissage et le rembourrage de meubles de toutes sortes;

Faire, fabriquer, ouvrer et manufacturer des articles mobiliers en métal, plastique ou autres produits similaires;

Posséder et opérer, acheter, vendre et échanger, des moulins, usines, cours à bois et entrepôts, des limites à bois, concessions forestières, coupe de bois debout, tant des particuliers que des compagnies ou sociétés aussi bien que des gouvernements provinciaux, du Canada, ou autres, sous le nom de "Shawinigan Plywood Products, Limited — Les Produits Plaqués de Shawinigan, Limitée", avec un capital total de $20,000.00, divisé en 200 actions de $100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Shawinigan Falls, dans le district des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-septième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,
15216-o L. DÉSILETS.

"Shawinigan Plywood Products, Limited"
"Les Produits Plaqués de Shawinigan, Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of June, 1946, incorporating: Eugène Gignac, annuitant, Gérard Dumontier, teacher, and Gertrude Côté, housewife, wife common as to property of L. Alfred Robillard, and duly authorized by him for the purposes hereof, all domiciled in the city of Shawinigan Falls, district of Trois-Rivières, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on a general lumber business and prepare wood for all purposes. To manufacture plywood, wood mouldings, to fashion wood in every way for the making of furniture, furniture parts, sporting goods, office and church accessories and decorations; to polish and upholster furniture of all kinds;

To make, manufacture, work and manufacture movable effects in metal, plastic or other similar products;

To own and operate, buy, sell and exchange mills, plants, wood-yards and warehouses, timber limits, forest concessions, cuts of standing timber, both of individuals as well as of companies or associations, the provincial governments of Canada or others, under the name of "Shawinigan Plywood Products, Limited — Les Produits Plaqués de Shawinigan, Limitée", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Shawinigan Falls, in the district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of June, 1946.

L. DÉSILETS,
15216 Deputy Attorney General.

"L'Institut du Rhumatisme"
(Institute of Rheumatism)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et unième jour de juin 1946, constituant en corporation sans capital-actions: René Dandurand, Eugène Robillard et Albert Jutras, médecins-chirurgiens, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Entreprendre et poursuivre des recherches scientifiques, médicales et générales, et, en particulier, des recherches sur le rhumatisme et son traitement, et sur tout les états qui s'y rattachent sans restrictions ni limitations d'aucune sorte;

Dans la poursuite de ses fins, la corporation pourra avoir et exercer tous les droits et pouvoirs reconnues par la loi, sous le nom de "L'Institut du Rhumatisme" (Institute of Rheumatism).

La corporation n'a pas l'intention de posséder des biens immobiliers.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et unième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,
15217-o L. DÉSILETS.

"L'Institut du Rhumatisme"
(Institute of Rheumatism)

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of June, 1946, to incorporate as a corporation without share capital: René Dandurand, Eugène Robillard and Albert Jutras, physicians-surgeons, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To undertake and pursue scientific, medical and general research, and, in particular, research on rheumatism and its treatment, and in all its states without restriction nor limitation of any kind;

In the pursuit of these aims, the corporation may have and exercise all rights and powers recognized by law, under the name of "L'Institut du Rhumatisme" (Institute of Rheumatism).

The corporation has no intention of owning immovable property.

The head office of the corporation will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of June, 1946.

L. DÉSILETS,
15217 Deputy Attorney General.

"L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Verchères Inc."

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dixième jour de juillet 1946, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Baptiste Dupré, marchand et maire du village de Verchères, Wilfrid Lorange, cultivateur et maire de la municipalité de Verchères, et Joseph-P. Beauchemin, cultivateur, tous trois de Verchères, district de Sorel, province de Québec, dans les buts suivants:

Fonder, établir, organiser et maintenir en existence une Colonie de Vacances pour les enfants; recevoir les enfants pauvres et en prendre soin; leur venir en aide tant au point de vue physique qu'au point de vue moral et intellectuel; se dévouer à toutes sortes d'œuvres sociales et philanthropiques se rapportant aux enfants; aménager et entretenir un camp d'été, sous le nom de "L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Verchères Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $25,000.00.

Le siège social de la compagnie sera à Verchères, dans le district de Sorel.

Daté du bureau du Procureur général, le dixième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,
15218-o L. DÉSILETS.

"L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Verchères Inc."

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of July, 1946, to incorporate as a corporation without share capital: Jean-Baptiste Dupré, merchant and mayor of the village of Verchères, Wilfrid Lorange, farmer, and mayor of the municipality of Verchères, and Joseph P. Beauchemin, farmer, all three of Verchères, district of Sorel, Province of Quebec, for the following purposes:

To found, establish, organize, maintain in existence a Fresh Air Camp for children; to receive and care for poor children; assist them both from a physical as well as a moral and intellectual viewpoint; To devote itself to all kinds of social and philanthropic works regarding children; to equip and maintain a summer camp, under the name of "L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Verchères Inc."

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is $25,000.

The head office of the company will be at Verchères, district of Sorel.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of July, 1946.

L. DÉSILETS,
15218 Deputy Attorney General.

"May Frocks Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour de juin 1946, constituant en corporation: Louis Abraham DeZwirek, avocat, de la cité de Montréal, Samuel Leon Mendelsohn, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, et Bertha Mendelson, secrétaire, fille majeure, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer, dans toutes ses spécialités, le commerce en gros et en détail de manufacturiers de robes, manteaux, costumes, blouses, négligés, vêtements de sport, robes de bain et pyjamas, jupes pour dames, vêtements pour dames, habits et vêtements de toutes sortes pour enfants, et de marchands de lainages et soieries, toutes sortes marchandises en pièces et autres articles, commodités, marchandises ou choses nécessaires aux fins de la compagnie;

Acheter, vendre, manufacturer, négocier et faire le commerce de robes, manteaux, costumes pour dames, vêtements pour dames et tous articles compris dans l'utilisation ou se rapportant qui peuvent ou peuvent être utilisés relativement aux actes ou commerce y référés ou aucun d'eux, sous le nom de "May Frocks Inc.", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce treizième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,
15219 L. DÉSILETS.

"May Frocks Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of June, 1946, incorporating: Louis Abraham DeZwirek, advocate, of the city of Montreal, Samuel Leon Mendelsohn, advocate and King's Counsel, of the city of Westmount, and Bertha Mendelson, secretary, spinster of the full age of majority, of the City of Outremont, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on in all its branches the business, wholesale and retail, of manufacturers of ladies' dresses, cloaks, suits, blouses, negligees, sportswear, bath-robes and pyjamas, skirts, ladies' wear, children's clothing and wearing apparel of all kinds, and dealers in woollens and silks, all kinds of piece goods, and other articles, commodities, merchandise or things necessary for the purpose of the company.

To buy, sell, manufacture, trade and deal in ladies' dresses, cloaks, suits, ladies' wear and all articles represented in the use or connected with or which can or may be used in connection with the acts or business hereinabove referred to or any of them, under the name of "May Frocks Inc.", with a total capital stock of $20,000.00, divided into 200 shares of $100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of June, 1946.

L. DÉSILETS,
15219-o Deputy Attorney General.

"New Select Restaurant Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du huitième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Roméo Grenier, comptable, des cité et district de Montréal, Clément Picard, bourgeois, de St-Paul-l'Ermite, et Lionel Deschamps, caissier, de Repentigny, comté de L'Assomption, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le négoce de confiseurs, pourvoyeurs, boulangers et pâtissiers et manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce en général de bonbons, confiseries, gâteaux, pâtisseries et sucreries;

Organiser, promouvoir, conduire, exploiter et entretenir des salons de crème glacée, restaurants, café, salles à manger et salons de rafraîchissements et d'une manière générale exercer le négoce de pourvoyeurs et restaurants, sous le nom de "New Select Restaurant Inc.", avec un capital total de $40,000.00, divisé en 4,000 actions de $10.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huitième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,

15220-o L. DÉSILETS.

"New Select Restaurant Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of July, 1946, incorporating: Roméo Grenier, accountant, of the city and district of Montreal, Clément Picard, bourgeois, of St-Paul-l'Ermite, and Lionel Deschamps, cashier, of Repentigny, county of L'Assomption, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of confectioners, caterers, bakers, pastry-cooks and to manufacture, buy, sell and deal generally in candies, confectionery, cakes, pastry and sweets;

To organize, promote, conduct, operate and maintain ice cream parlours, restaurants, café, dining-rooms and refreshment rooms and in a general manner engage in the catering and restaurant business; under the name of "New Select Restaurant Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montréal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of July, 1946.

L. DÉSILETS,

15220 Deputy Attorney General.

"Norançon Exploration (Quebec) Limited" (Libre de responsabilité personnelle)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour de juin 1946, constituant en corporation: William Smith Walton, Robert Leroy Pepall, Henry Francis White, William Dennis Jordan, procureurs, et George Alfred Southee, étudiant en droit, tous de la cité de Toronto, province d'Ontario, Dominion du Canada, dans les buts suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minérais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque manière que ce soit, le sol, la terre, les roches et les pierres dans le but d'en extraire des minérais quelconques, donner une valeur marchande à ces minérais par quelques procédés que ce soit;et les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Norançon Exploration (Quebec) Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de $1,000,000, divisé en 1,000,000 d'actions de $1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera en la ville de Noranda, district de Rouyn-Noranda.

Daté du bureau du procureur général, ce septième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,

15221 L. DÉSILETS.

"Norançon Exploration (Quebec) Limited" (No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the Provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of June, 1946, incorporating: William Smith Walton, Robert Leroy Pepall, Henry Francis White, William Dennis Jordan, solicitors, and George Alfred Southee, student-at-law, all of the City of Toronto, in the Province of Ontario, in the Dominion of Canada, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, craddled, smelted, refined, crushed, or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Norançon Exploration (Quebec) Limited" (No Personal Liability)", with a total capital stock of $1,000,000.00, divided into 1,000,000 shares of $1.00 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the Company will be at the Town of Noranda, in the District of Rouyn-Noranda.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of June, 1946.

L. DÉSILETS,

15221-o Deputy Attorney General.

"Novelcraft Leather Products Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres

"Novelcraft Leather Products Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth

patentes en date du dix-huitième jour de juin 1946, constituant en corporation: Isaac Mahdel, manufacturier, Hyman Mandel, commis, tous deux de la cité de Westmount, Samuel Sarner, manufacturier, et Dame Edes Sourkes, épouse séparée de biens de Samuel Sarner et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers, négociants à forfait, exportateurs, importateurs et marchands en général de tous articles, objets, effets et marchandises dans lesquels le cuir, cuir artificiel, cuirette, cellophane, plastiques, caoutchouc, gutta-percha, bois, produits du bois, soie traitée et caoutchoutée, soie, marchandises en coton, marchandises en laine, toutes sortes de substances fibreuses et tissus d'aucune sorte et description ou toutes substances semblables qui peuvent être utilisés, sous le nom de "Novelcraft Leather Products Limited", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-huitième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,

15222 L. DÉSILETS.

day of June, 1946, incorporating: Isaac Mandel, manufacturer, Hyman Mandel, clerk both of the City of Westmount, Samuel Sarner, manufacturer, and Dame Edes Sourkes, wife separate as to property of Samuel Sarner and duly authorized by him for these presents, both of the city of Outremont, all in the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers, jobbers, exporters, importers and dealers generally in all articles, goods, wares and merchandise in which leather, artificial leather, imitation leather, cellophane, plastics, rubber, gutta-percha, wood, wood-products, processed and rubberized silk, silk, cotton goods, woollens goods, all kinds of fibrous substances and fabric of every kind and description, or any similar substances may be used, under the name of "Novelcraft Leather Products Limited", with a total capital stock of $40,000.00, divided into 400 shares of $100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of June, 1946.

L. DÉSILETS,

15222-o Deputy Attorney General.

"Pastel Garment Manufacturing Company Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de juin 1946, constituant en corporation: Isidore Popliger, avocat et conseil en loi du Roi, Helen Popliger, secrétaire, fille majeure, tous deux de la cité d'Outremont, et Lawrence Popliger, avocat, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement négocier ou faire le commerce de laine, coton, tissus, lainages, soieries, toile et vêtements de toutes sortes; exercer le commerce qui consiste à manufacturer, acheter et vendre des habits de toute description et acquérir, acheter, détenir, vendre ou autrement disposer, manufacturer, produire, importer et exporter toutes sortes de vêtements pour dames en général, sous le nom de "Pastel Garment Manufacturing Company Ltd.", avec un capital total de $49,000, divisé en 490 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-huitième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,

15223 L. DÉSILETS.

"Pastel Garment Manufacturing Company Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, Q.R.S., 1941, bearing date the eighteenth day of June, 1946, incorporating: Isidore Popliger, advocate and King's Counsel, Helen Popliger, secretary, spinster, both of the City of Outremont, and Lawrence Popliger, advocate, of the City of Montreal, all in the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy or otherwise acquire and sell, or otherwise deal in or with wool, cotton, fabrics, woollens, silks, linens and clothing of every sort; to carry on the business of manufacturing, buying and selling clothing of every description, and to acquire, purchase, hold, sell or otherwise dispose of, manufacture, produce, import and export all kinds of ladies' clothing generally, under the name of "Pastel Garment Manufacturing Company Ltd", with a total capital stock of $49,000.00, divided into 490 shares of $100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of June, 1946.

L. DÉSILETS,

15223-o Deputy Attorney General.

"Rimouski Transport Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-septième jour de juin 1946, constituant en corporation: Arthur Gendreau, Charles-Alphonse Beaulieu, avocats, et Simone Bélanger,

"Rimouski Transport Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of June, 1946, incorporating: Arthur Gendreau, Charles Alphonse Beaulieu, advocates, and Simone Bélanger, stenographer, spinster, all of the

sténographe, fille majeure, tous des cité et district de Rimouski, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire affaires comme agents et entrepreneurs de camionnage. Transporter d'un endroit à un autre des personnes, à tant par tête, des marchandises et objets de toute espèce, soit sur terre, par eau ou dans les airs, et ce, au moyen de voitures ordinaires, voitures automobiles, autobus, véhicules-moteurs, par bateaux, par aéroplanes, hydroplanes ou par tout autre moyen de transport et établir des tarifs pour tel transport;

Agir comme agents d'emmagasinage et d'entreposage, agents de transport et de messagerie et exploiter tout autre commerce semblable, sous le nom de "Rimouski Transport Limitée",

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 500 actions privilégiées d'une valeur de $100.00 chacune et de 4900 actions communes d'une valeur de $10.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rimouski, dans le district de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-septième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,

15224-o L. DÉSILETS.

city and district of Rimouski, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as trucking agents and contractors. To convey persons, at so much per head, or merchandise and wares of all kinds, from one place to another either by land, water or air, and such by ordinary conveyances, motor vehicles, autobus, motor cars, boats, planes, hydroplanes or any other manner of conveyance, and to establish rates for such transportation;

To act as storage and warehousing agents, transportation and express agents and engage in any other similar business, under the name of "Rimouski Transport Limitée",

The capital stock of the company is divided into 500 preferred shares of a value of $100 each and into 4900 common shares of a value of $10 each.

The head office of the company will be at Rimouski, district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of June, 1946.

L. DÉSILETS,

15224 Deputy Attorney General.

"Roberts & Sons Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de juin 1946, constituant en corporation: Arthur Ives Smith, conseil en loi du Roi, Ethel May Peirce, secrétaire, fille majeure, et Margaret Blanche Mustard, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce comme entrepreneurs, constructeurs, couvreurs, importateurs, marchands et manufacturiers de ciment, beton, asphalte, métal en feuilles, préparations pour toits, et autres matériaux qui peuvent être utilisés directement ou indirectement par des entrepreneurs, constructeurs ou couvreurs, sous le nom de "Roberts & Sons Inc.", avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la ville Mont-Royal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatrième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,

15225 L. DÉSILETS.

"Roberts & Sons Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of June, 1946, incorporating: Arthur Ives Smith, King's Counsel, Ethel May Peirce, secretary, spinster, and Margaret Blanche Mustard, secretary, spinster, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as contractors, builders, roofers, importers, dealers in and manufacturers of concrete, cement, asphalt, sheet metal, roof preparations and other materials which may be used directly or indirectly by contractors, builders or roofers, under the name of "Roberts & Sons Inc.", with a total capital stock of $50,000.00 divided into 500 shares of $100.00 each.

The head office of the Company will be at the Town of Mount Royal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of June, 1946.

L. DÉSILETS,

15225-o Deputy Attorney General.

"Roger C. Hamelin Limitée"
"Roger C. Hamelin Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatrième jour de juin 1946, constituant en corporation: Yvon Jasmin, avocat, Gemma Gauvin et Lucienne Mérineau, sténographes, filles majeures, tous des cités et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, acquérir, louer, construire, bâtir ou autrement posséder, aménager, améliorer, opérer exploiter, vendre, disposer des propriétés, bâtisses, immeubles, édifices, de nature commerciale, industrielle ou résidentielle et les ériger en Cités-Jardins;

Agir comme contracteur, sous-contracteur pour son propre compte ou pour le compte d'autres dans la construction, l'érection, la conversion,

"Roger C. Hamelin Limitée"
"Roger C. Hamelin Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of June, 1946, incorporating: Yvon Jasmin, advocate, Gemma Gauvin and Lucienne Mérineau, stenographers, spinsters, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To purchase, acquire, lease, erect, build or otherwise own, equip, improve, operate, manage, sell and dispose of properties, buildings, immovables, structures whether of a commercial, industrial or residential nature and to erect them into Garden-Cities;

To act as contractor, sub-contractor for its own account or for others in the construction, erection, conversion, improvement and repair

les améliorations, les réparations d'immeubles, de ponts, de routes, de gratte-ciel ou autres édifices de nature commerciale, industrielle ou résidentielle,

Exporter, importer, acheter, vendre, revendre, manufacturer ou autrement faire le commerce en gros ou en détail, des matériaux de construction, de quincaillerie et de tous autres matériaux, objets ou articles se rapportant à la construction, aux opérations, et à l'exploitation du commerce de construction jugés favorables à l'expansion de l'entreprise, sous le nom de "Roger C. Hamelin Limitée — Roger C. Hamelin Limited", avec un capital total de $40,000.00, divisé en 400 actions communes le $100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatrième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,

15226-o L. DÉSILETS.

of immovables, bridges, highways, sky-scrapers or other structures of a commercial, industrial or residential nature;

To export, import, buy, sell, resell, manufacture or otherwise deal wholesale or retail in building requisites, hardware and any other materials, objects or articles connected with construction, and with the operation of a construction business deemed favourable to the expansion of the enterprise, under the name of "Roger C. Hamelin Limitée — Roger C. Hamelin Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be in the city of Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of June, 1946.

L. DÉSILETS,

15226 Deputy Attorney General.

"Segal's Importing Co. Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de juin 1946, constituant en corporation: Philip Meyerovitch, C.R., Harry Batshaw, C.R., et Louis Feigenbaum, avocats, des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce comme agents, marchands à commission, importateurs, exportateurs, manufacturiers, grossistes et détaillants des articles, effets et marchandises suivants, à savoir:

Machinerie, outils et instruments de toutes sortes; et matériaux, métaux et articles utilisés dans la fabrication et la réparation de machinerie, outils et instruments;

Aliments, produits alimentaires et préparations alimentaires;

Charbon, bois de charpente, combustible et matériaux de construction;

Textiles, marchandises sèches, habits et vêtements et les matières premières desquelles ils sont faits;

Pulpe et papier et leurs produits;

Acier, produits de l'acier, appareils électriques et plastiques, sous le nom de "Segal's Importing Co. Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce cinquième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,

15227 L. DÉSILETS.

"Segal's Importing Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of June, 1946, incorporating: Philip Meyerovitch, K.C., Harry Batshaw, K.C., and Louis Feigenbaum, advocates, of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as agents, commission merchants, importers, exporters, manufacturers, wholesalers, and retailers of the following goods wares and merchandise, to wit:

Machinery, tools and implements of all kinds; and materials, metals, and articles used in the manufacture and repair of machinery, tools and implements;

Foods, Food Products and Food Preparations;

Coal, timber, fuel, and Building Materials;

Textiles, Dry Goods, Clothing and Wearing Apparel, and the raw materials from which they are made;

Pulp and Paper and their products;

Steel, steel Products, Electrical Appliances and Plastics, under the name of "Segal's Importing Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000.00, divided into 400 common shares of a par value of $100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of June, 1946.

L. DÉSILETS,

15227-o Deputy Attorney General.

"Singer-Jackson Fashions Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour de juin 1946, constituant en corporation: Jack Weigensberg, dessinateur, Sophia Cohen, ménagère, séparée de biens dudit Jack Weigensberg et le dernier ici présent pour l'autoriser aux fins des présentes, Hyman Singer, gérant, et Betty Horowitz, ménagère, séparée de biens dudit Hyman Singer et le dernier ici présent pour l'autoriser aux fins des présentes, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

"Singer-Jackson Fashions Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of June, 1946, incorporating: Jack Weigensberg, designer, Sophia Cohen, housewife, separate as to property of the said Jack Weigensberg, and the latter herein present to authorize her for these purposes, Hyman Singer, manager, and Betty Horowitz, housewife, separate as to property of the said Hyman Singer, and the latter herein present to authorize her for these presents, all of the City and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Exercer dans toutes ses spécialités le commerce de manufacturiers en gros et en détail de robes, costumes, vêtements, manteaux, blouses, jupes pour dames et tous vêtements et habits de toute sorte et description pour femmes, hommes et enfants;

Exercer le commerce d'importateurs, exportateurs, manufacturiers, marchands et commerçants en gros et en détail, et comme distributeurs de toutes sortes de soieries, laine, coton, toile, dentelles, drap, satin, crêpe, célanese, velours, chiffon, filés, tissus, articles et marchandises de toute description et sorte utilisés et/ou qui peuvent être utilisés dans le cours des affaires de ladite compagnie, sous le nom de "Singer-Jackson Fashions Inc.", avec un capital total de $30,000, divisé en 300 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce huitième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,

15228 L. DÉSILETS.

To carry on and in all its branches the business, wholesale, and retail manufacturers of ladies' dresses, suits, garments, coats, blouses, skirts and all women's, men's and children's wearing apparel and clothing of every kind and description;

To carry on the business of importers, exporters, manufacturers, wholesale and retail merchants and dealers as well as distributors of all kinds of silks, wools, cottons, linens, laces, cloth, satin, crepes, celanese, velvet, chiffon, tweeds, fabrics, goods and merchandise of every description and kind used and/or which may be used in the course of business of the said company, under the name of "Singer-Jackson Fashions Inc.", with a total capital stock of $30,000.00, divided into 300 shares of $100.00 each.

The head office of the Company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of June, 1946.

L. DÉSILETS,

15228-o Deputy Attorney General.

"Slater Bros. Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour de juin 1946, constituant en corporation: Lazarus L. Tinkoff, Arthur Levin, avocats, Sonya Schneyer, sténographe, fille majeure, et Saul C. Rynd, comptable, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre, distribuer, négocier et faire le commerce de toutes sortes de vêtements, habits, robes, robes de maison, robes, gilets de sport, vêtements pantalons de sport, costumes de sport, blouses, jupes et costumes de ski pour femmes et enfants, sous le nom de "Slater Bros. Inc.", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce onzième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,

15229 L. DÉSILETS.

"Slater Bros. Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of June, 1946, incorporating: Lazarus L. Tinkoff, Arthur Levin, advocates, Sonya Schneyer, stenographer, spinster of the full age of majority, and Saul C. Rynd, accountant, all of the City and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, import, export, buy, sell, distribute, trade and deal in all kinds of women's and children's wear, clothing, dresses, housecoats, robes, sport jackets, wearing apparel, slacks, slack suits, blouses, skirts and ski suits, under the name of "Slater Bros. Inc.", with a total capital stock of $20,000.00 divided into 200 common shares of $100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of June, 1946.

L. DÉSILETS,

15229-o Deputy Attorney General.

"St. Georges Drive Yourself Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt-cinquième jour de juin 1946, constituant en corporation: Lucien Cloutier, Florian Fortin, Adrien Poulin et Oscar Drouin, conducteurs de Taxis, tous de St-Georges-de-Beauce, district de Beauce, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer, opérer, administrer, contrôler, faire exécuter le commerce de location d'automobiles, camions, voitures et tous autres véhicules de transport, sujet à toutes les lois privinciales et fédérales;

Acheter, vendre, transiger les moyens de transport ci-dessus; posséder un ou plusieurs établissements pour les fins ci-dessus; opérer un ou plusieurs garages dans lesquels se feront toutes réparations et améliorations concernant les véhicules ci-dessus mentionnés; manufacturer, fabri-

"St. Georges Drive Yourself Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-fifth day of June, 1946, incorporating: Lucien Cloutier, Florian Fortin, Adrien Poulin and Oscar Drouin, Taxi drivers, all of St-Georges-de-Beauce, district of Beauce, Province of Quebec, for the following purposes:

To engage in, operate, manage, control, see to the carrying on of the business of leasing automobiles, trucks, vehicles and other means of transportation, subject to all provincial and federal laws;

To buy, sell, and trade in all the aforesaid means of transportation; own one or more establishments for the aforesaid purposes; operate one or more garages in which repairs and improvements shall be made with regard to the said vehicles; to manufacture, make, sell, buy all the

quer, vendre, acheter tous outils et accessoires nécessaires pour les susdits garages et pour les susdits véhicules aux fins susdites; exporter et importer les dits objets et les dits véhicules, sous le nom de "St. Georges Drive Yourself Limited", avec un capital total de $19,900.00, divisé en 199 actions de $100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Georges, dans le district de Beauce.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinquième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,

15230-o L. DÉSILETS.

tools and accessories required for the aforesaid garages and for the aforesaid vehicles for the said purposes; to export and import the said objects and said vehicles, under the name of St-Georges Drive Yourself Limited", with a total capital stock of $19,900, divided into 199 shares of $100 each.

The head office of the company will be at St-Georges, district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of June, 1946.

L. DÉSILETS,

15230 Deputy Attorney General.

"Théâtre Château de Port-Alfred Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première pratie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du dix-huitième jour de juin 1946, constituant en corporation: Henri-Paul Lemay, Bernard LeBel, avocats, et Ghislaine Gagné, secrétaire, tou des cité dt district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Posséder, louer et exploiter des théâtres et donner en spectacle au public, moyennant rémunération, des représentations théâtrales, des vues animées, du vaudeville, des reproduct ons photographiques, des chansons illustrées, des verres coloriés pour candons et en général des exhivitions et spectacles artiatiques de toutes sortes, sous le nom de "Théâtre Château de Port-Alfred Inc.", avec un capital total de $10,000.00, divisé en 1,000 actions d'une valeur au pair de $10.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Port-Alfred, dans le district de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huitième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,

15231-o L. DÉSILETS.

"Théâtre Château de Port-Alfred Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. Larichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eighteenth day of June, 1946, incorporating: Henri-Paul Lemay, Bernard Le Bel, advocates, and Ghislaine Gagné, secretary, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To own, lease and operate theatres and to present to the public, for remuneration, thaetrical entertainments, moving pictures, vaudeville, photographic reproductions, illustrated songs, coloured song slides, and generally artistic exhivitions and presentations of all kinds, under the name of "Théâtre Château de Port-Alfred Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Port-Alfred, district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of June, 1946.

L. DÉSILETS,

15231 Deputy Attorney General.

"The Pine River Club"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour de juin 1946, constituant en corporation sans capital-actions: Timothy Hibbard Dunn, administrateur d'un journal, Roger Létourneau, Charles Douglas Johnston, avocats, Sarah Margaret Suckling, Marguerite Cloutier, Colette Green, secrétaires, filles majeures, et James Hugh Monaghan, comptable, tous des cité et district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Promouvoir, organiser, diriger et administrer un club pour toutes fins sociales, athlétiques, de divertissement, sportives, de chasse et de pêche et fournir et entretenir des lieux convenables à ces fins et pour tous sports, exercices et récréation extérieurs, organiser et promouvoir des tournois et concours de toutes sortes de sports et exercices et construire, aménager et entretenir des bâtisses de toutes sortes, comprenant des résidences et des quartiers de club convenables, sous le nom de "The Pine River Club".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que le club peut posséder est de $200,000.

Le siège social de la compagnie sera à St-Gabriel de-Valcartier, district de Québec.

"The Pine River Club"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of June, 1946, incorporating without share capital: Timothy Hibbard Dunn, newspaper executive, Roger Létourneau, CharlesDouglas Johnston, advocates, Sarah Margaret Suckling, Marguerite Cloutier, Colette Green, secretaries, spinsters, and James Hugh Monoghan, accountant, all of the city and district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To promote, organize, conduct and manage a Club for all social, athletic, amusement, sporting, fishing and hunting purposes, and to provide and maintain suitable grounds for such purposes and for all outdoor sports, exercises and recreation, to provide and promote tournaments and competitions in all kinds of sports and exercises and to build, equip and maintain buildings of all kinds including dwelling houses and suitable club houses, under the name of "The Pine River Club".

The amount to which the value of the immoveable property which the Club may hold is to be limited, is $200,000.00.

The head office of the Corporation will be at St. Gabriel-de-Valcartier, in the District of Quebec.

Daté du bureau du Procureur général, ce troisième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,

15232 L. DÉSILETS.

"Town Girl Wear Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de juin 1946, constituant en corporation: Kenneth Albert Wilson, avocat et conseil en loi du Roi, William Edwin Learned, banquier retraité, et Helen Hague, sténographe, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer tous ou aucun des commerces de manufacturiers d'habits et de vêtements de toutes sortes, tailleurs, drapiers, bonnetiers, marchands de modes, costumiers, chapeliers, pelletiers, gantiers, marchands de soie, coton, drap et dentelles, merciers, fabricants de portemanteaux et confectionneurs en général et marchands de caoutchouc india et de marchandises imperméables, parapluies, cannes, ornements, articles de toilette, parfums, savons et tous autres articles, commodités, marchandises ou choses nécessaires aux fins de la compagnie, avec le droit de les manufacturer, importer et exporter, sous le nom de "Town Girl Wear Ltd.", avec un capital de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatrième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,

15233 L. DÉSILETS.

"Tremblay & Briand Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatrième jour de juin 1946, constituant en corporation: François Tremblay, constructeur, Henri Tremblay, menuisier, tous deux de la cité de Montréal, et Jean-Baptiste Briand, constructeur, de Chambly Bassin, tous du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire des contrats, entreprendre comme contracteurs-généraux, comme sous-contracteurs, pour la construction en général, avec ce qui s'y rapporte et faire tous contrats qui seront pour le bénéfice et l'avantage de la compagnie;

Manufacturer, vendre, aliéner, acquérir, travailler sur tout matériel ou nature première qui entre dans la construction ou tout ce qui peut être fait ou travaillé avec le bois, métal, soit par travail manuel, d'électricité ou de toute autre manière, sous le nom de "Tremblay et Briand Limitée", avec un capital total de $20,000.00, divisé en 200 actions de $100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chambly Bassin, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatrième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,

15234-o L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of June, 1946.

L. DÉSILETS,

12532-o Deputy Attorney General.

"Town Girl Wear Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of June, 1946, incorporating: Kenneth Albert Wilson, advocate and King's Counsel, William Edwin Learned, retired banker, and Helen Hague, stenographer, spinster, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on all or any of the businesses of manufacturers of clothing and wearing apparel of all kinds, tailors, drapers, hosiers, milleners, costumiers, hatters, furriers, glovers, silk, cotton, cloth and lace merchants, haberdashers, portmanteau makers and general outfitters and dealers in india-rubber and waterproof goods, umbrellas, walking sticks, ornaments, toilet requisites, perfumery, soap and any other articles, commodities, merchandise or things necessary for the purposes of the company, with the right to manufacture, import and export, under the name of "Town Girl Wear Ltd.", with a total capital stock of $40,000.00, divided into 4,000 common shares of the par value of $10.00 each.

The head office of the Company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of June, 1946.

L. DÉSILETS,

15233-o Deputy Attorney General.

"Tremblay & Briand Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of June, 1946, incorporating: François Tremblay, builder, Henri Tremblay, joiner, both of the city of Montreal, and Jean-Baptiste Briand, builder, of Chambly Basin, all of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To undertake and enter into contracts as general contractors and as sub-contractors, for construction work in general, with everything connected therewith, and to enter into any contracts which will be of benefit and advantage to the company;

To manufacture, sell, alienate, acquire, work any material or raw material which may enter into construction work or anything that may be made or wrought with wood metal, either by hand, by electricity or in any other manner, under the name of "Tremblay & Briand Limitée", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Chambly Basin, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of June, 1946.

L. DÉSILETS,

15234 Deputy Attorney General.

"Well-Made Pants Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour de juin 1946, constituant en corporation: Louis Leibovitz, Joseph Rosenthal, entrepreneurs, et Min Salonin Rosenthal, ménagère, épouse séparée de biens de Joseph Rosenthal, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce qui consiste à manufacturer, produire, acheter, vendre, exporter, importer et faire le commerce de toutes sortes de pantalons pour hommes et garçons, soit comme grossistes, détaillants, agents, manufacturiers ou entrepreneurs, sous le nom de "Well-Made Pants Limited", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce septième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,

15235 L. DÉSILETS.

"Well-Made Pants Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of June, 1946, incorporating: Louis Leibovitz, Joseph Rosenthal, contractors, and Min Salonin Rosenthal, housewife, wife separate as to perperty of Joseph Rosenthal, all of the city and district of Montreal, province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing producing, buying selling, exporting importing and dealing in all kinds of pants for men and boys, either as wholesalers, retailers, agents, manufacturers or contractors, under the name of "Well-made Pants Limited", with a total capital stock of $20,000.00, divided into 200 common shares of the par value of $100.00 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of June, 1946.

L. DÉSILETS,

15235-o Deputy Attorney General.

"Woloshen Woolens Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de juin 1946, constituant en corporation: Moses Woloshen, importateur, des cité et district de Québec, Celia Cohen, June Kirlin, sténographes, filles majeures, des cité et district de Montréal, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Filer, tisser, manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement négocier ou faire le commerce de laine et autres textiles; exercer le commerce qui consiste à manufacturer, acheter et vendre des vêtements de toute description, marchandises sèches et produits textiles et manufacturer, produire, acquérir, acheter, détenir où vendre soit comme grossistes, négociants à forfait ou détaillants ou autrement négocier ou faire le commerce de laine, lainages, coton, toile, rayon, soieries, textiles et produits textiles en général, marchandises sèches et habits et vêtements de toute description, sous le nom de "Woloshen Woolens Ltd.", avec un capital total de $50,000, divisé en 350 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune et en 150 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatrième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,

15236 L. DÉSILETS.

"Woloshen Woolens Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of June, 1946, incorporating: Moses Woloshen, importer, of the city and district of Quebec, Celia Cohen, June Kirlin, stenographers, spinsters, of the city and district of Montreal, all in the Province of Quebec, for the following purposes:

To spin, weave, manufacture, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in or with wool and other textiles; to carry on the business of manufacturing, buying and selling clothing of every description, dry goods, and textiles and to manufacture, produce, acquire, purchase, hold or sell either as wholesalers, jobbers, or retailers, or otherwise deal in or with wool, woollens, cottons, linens, rayons, silks, textiles and textile products generally, dry goods and clothing, and garments of every description, under the name of "Woloshen Woolens Ltd.", with a total capital stock of $50,000.00, divided into 350 preferred shares of a par value of $100.00 each, and 150 common shares of a par value of $100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of June, 1946.

L. DÉSILETS,

15236-o Deputy Attorney General.

"Yankee Café Incorporated"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingtième jour de juin 1946, constituant en corporation: Joseph Germain, gérant, Roland Thibault, marchand, et Yolande Lambert, secrétaire, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

"Yankee Café Incorporated"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of June, 1946, incorporating: Joseph Germain, manager, Roland Thibault, merchant, and Yolande Lambert, secretary, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Construire, acheter, louer ou autrement acquérir, posséder, aménager, maintenir, opérer, échanger ou autrement disposer d'hôtels, restaurants, cafés, auberges et salles de rafraîchissements, sous le nom de "Yankee Café Incorporated", avec un capital total de $45,000.00, divisé en 450 actions de $100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingtième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,

15237-o L. DÉSILETS.

To build, buy, lease or otherwise acquire, own, equip, maintain, operate, exchange or otherwise dispose of hotels, restaurants, cafés, inns and refreshment rooms, under the name of "Yankee Café Incorporated", with a total capital stock of $45,000, divided into 450 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of June, 1946.

L. DÉSILETS,

15237 Deputy Attorney General.

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 2840

Québec, le 17 juillet 1946.

Present: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT la prolongation, jusqu'au 1er février 1947, des règlements temporaires de la Commission du Service civil de la province de Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Premier Ministre:

QUE les règlements temporaires édictés par la Commission du service civil de la province de Québec, approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil le 28 septembre 1944 par l'arrêté en conseil numéro 3558, et déjà prolongés, soient de nouveau prolongés jusqu'au 1er février 1947.

(signé) A. MORISSET,

15238-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 3004

Québec, le 31 juillet 1946.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux institutions d'assistance publique, hôpitaux et hospices dans la région de l'Est de la province.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 3824, du 12 octobre 1944, relatif aux institutions d'assistance publique, hôpitaux et hospices dans la région de l'Est de la province, ont présenté au Ministre du Travail deux requêtes à l'effet de modifier ledit décret;

ATTENDU que lesdites requêtes ont été publiées dans la *Gazette officielle de Québec*, éditions du 11 mai 1946;

ATTENDU que des objections ont été formulées contre lesdites requêtes et qu'elles ont été soumises à l'appréciation des parties contractantes;

ATTENDU que les modifications proposées dans lesdites requêtes ont été approuvées par le Con-

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 2840

Quebec, July, 17, 1946.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING the prolongation, to February 1, 1947, of the temporary by-laws of the Civil Service Commission of the Province of Québec.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Prime Minister:

THAT the temporary by-laws enacted by the Civil Service Commission of the Province of Quebec, approved by the Lieutenant-Governor in Council on September 28th, 1944, by Order in Council number 3558, and already prolonged, be again prolonged to the 1st of February, 1947.

(signed) A. MORISSET,

15238 Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 3004

Quebec, July 31, 1946.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree relating to charitable institutions, hospitals and homes in the eastern region of the Province.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 613 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by decree number 3824, of October 12th, 1944, relating to charitable institutions, hospitals and homes in the eastern part of the Province, have presented to the Minister of Labour two requests to amend the said decree;

WHEREAS the said requests have been published in the *Quebec Official Gazette*, on May 11th, 1946;

WHEREAS objections have been set forth against the said requests and have been submitted to the contracting parties for consideration;

WHEREAS the amendments suggested in the said requests have been approved by the Regio-

seil régional du Travail, par décision rendue à sa séance du 16 juillet 1946;

ATTENDU que le Ministre du Travail a donné avis de son intention de recommander l'approbation d'un amendement audit décret, dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 23 mars 1946;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre ladite proposition;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 3824, soit modifié de la façon suivante:

1° Les deux syndicats suivants sont acceptés comme parties contractantes et leurs noms sont ajoutés aux parties de deuxième part:

"Le Syndicat des Employés des Institutions religieuses de Chicoutimi";

"Le Syndicat national catholique des Services hospitaliers des Trois-Rivières et district";

2° Le paragraphe "a" de l'article I est remplacé par le suivant:

"*a*) Le présent décret s'applique aux districts judiciaires de Québec, Trois-Rivières, Abitibi, Chicoutimi, Roberval, Saguenay, (excepté les municipalités de Tadoussac au Hâvre St-Pierre inclusivement), Nicolet, Arthabaska, Beauce, Montmagny, Kamouraska, Rimouski, Gaspé, (excepté les Iles de la Madeleine) et Bonaventure."

3° Les mots suivants sont ajoutés à l'alinéa intitulé "Zone 2", paragraphe "b" de l'article I:

"et la municipalité de village de Thetford-Sud."

4° L'alinéa 7 du paragraphe "c" de l'article III est remplacé par les suivants:

"7) Le mot "boulanger-chef" désigne toute personne qui a la responsabilité du département où se fait la préparation et la cuisson du pain, et qui a au moins 2 compagnons-boulangers sous sa direction.

"7*a*) Le mot "compagnon-boulanger" désigne toute personne employée à la préparation et à la cuisson du pain et possédant la compétence usuellement requise dans son métier."

5° Les alinéas 4 et 6 du paragraphe "b" de l'article IV sont remplacés par les suivants:

	Zone I	*Zone II*	*Zone III*
		l'heure	
"4) Chauffeur	$ 0.42	$ 0.42	$ 0.40"
		par semaine	
"6) Boulanger-chef .	30.00	26.50	25.00
a) Boulanger	27.00	23.50	22.00"

6° L'alinéa 1 du paragraphe "c" de l'article IV est remplacé par le suivant:

"1) Dans les régions de la juridiction territoriale du présent décret, où il existe un décret stipulant le salaire des salariés permanents (hommes d'entretien), les ouvriers des métiers de la construction, qualifiés, journaliers, reçoivent le salaire stipulé dans ce dernier décret."

7° L'alinéa 10-*i* du paragraphe "g" de l'article IV est remplacé par le suivant:

"*i*) Dans les régions de la juridiction territoriale du présent décret où un décret pour les métiers de la construction est en vigueur, les ouvriers surnuméraires de la construction, qualifiés, journaliers, reçoivent le salaire stipulé dans ce dernier décret."

8° Les alinéas 1 et 2 du paragraphe "i" de l'article IV sont remplacés par les suivants:

nal War Labour Board, by a decision taken at ist meeting of July 16th, 1946;

WHEREAS the Minister of Labour has given notice, in the *Quebec Official Gazette* of March 23rd, 1946, of his intention to recommend the approval of an amendment to the said decree;

WHEREAS no objection has been set forth against the said proposition;

IT IS ORDAINED, therefore upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour;

THAT the said decree number 3824 be amended as follows:

1. The two following unions are accepted as contracting parties and their names are added to the parties of the second part:

"Le Syndicat des Employés des Institutions religieuses de Chicoutimi";

"Le Syndicat national catholique des Services hospitaliers des Trois-Rivières et district";

2. Subsection "a" of section I is replaced by the following:

"*a*) The present decree applies to the judicial districts of Quebec, Three Rivers, Abitibi, Chicoutimi, Roberval, Saguenay with the exception of the municipalities extending from Tadoussac to Hâvre St. Pierre inclusively, Nicolet, Arthabaska, Beauce, Montmagny, Kamouraska, Rimouski, Gaspé with the exception of Madeleine Islands, and Bonaventure."

3. The following words are added to the paragraph headed "Zone 2", subsection "b" of section I:

"and the village municipality of Thetford-South."

4. Paragraph 7 of subsection "c" of section III is replaced by the following:

"7) the word "chief-baker" means any person in charge of the department for the preparation and the baking of bread with at least two journeymen-bakers under his direction."

"7*a*) The word "journeyman-baker" means any person committed to the preparation and the baking of bread and having the competency usually required in his trade."

5° Paragraphs 4 and 6 of subsection "b" of section IV are replaced by the following:

	Zone I	*Zone II*	*Zone III*
		per hour	
"4) Fireman	$ 0.42	$ 0.42	$ 0.40"
		per week	
"6) Chief-baker. . .	30.00	26.50	25.00
a) Baker.	27.00	23.50	22.00"

6. Paragraph 1 of subsection "c" of section IV is replaced by the following:

"1) In those parts of the territorial jurisdiction of the present decree where a decree actually existes which stipulates wage rates for maintenance men, construction tradesmen, skilled workers, labourers, shall receive the wages established by the latter decree."

7. Paragraph 10-i of subsection "g" of section IV is replaced by the following:

i) In those parts of the territorial jurisdiction of the present decree where a decree relating to the construction trades is in force, construction occasional workers, skilled and labourers, shall receive the wage rates determined by the latter decree.

8o Paragraphs 1 and 2 of subsection "i" of section IV is replaced by the following:

	Zone I	Zone II	Zone III
	par heure		
"1) Mécanicien de machines fixes:			
2ème classe...	$0.94½	$0.94½	$0.90
3ème classe...	0.79½	0.79½	0.75
4ème classe...	0.72	0.72	0.67½
2) Chauffeur	0.63	0.63	0.60

9° Les mots suivants sont ajoutés au paragraphe "b" de l'article V:

"Enfin, pour les institutrices, le terme de l'année scolaire, soit de septembre à janvier, de février à juin, ou de septembre à juin inclusivement, équivaut au terme semi-annuel ou annuel d'expérience prévu pour les autres emplois."

10° Les paragraphes "c" et "d" de l'article V sont remplacés par les suivants:

"*c*) Le salarié pour lequel un salaire hebdomadaire est ci-haut fixé, a droit à cedit salaire hebdomadaire pourvu qu'il ait été requis de travailler quarante-cinq (45) heures durant la semaine. Il faut toutefois qu'il ait travaillé en fait tout le temps où ses services ont été requis durant la dite semaine, et cela, même s'il n'a pas travaillé chaque jour."

"*d*) Le salarié pour lequel un salaire hebdomadaire est ci-haut fixé, s'il n'a pas été requis de travailler durant quarante-cinq (45) heures en une semaine et chaque jour de travail, ou s'il n'a pas travaillé en fait tout le temps où ses services ont été requis durant une semaine, est rémunéré au prorata horaire du même salaire."

11° Le paragraphe "h" de l'article V est remplacé par le suivant:

"*h*) Les salaires doivent être payés en monnaie légale, à tous les salariés des deux sexes, au moins toutes les deux (2) semaines."

12° Les mots "et les institutrices" sont ajoutés au paragraphe "a" de l'article VI.

13° Le paragraphe "e" de l'article VI est remplacé par le suivant:

"*e*) Dans les régions de la juridiction territoriale du présent décret où il existe un décret stipulant la durée de la semaine normale des salariés permanents (hommes d'entretien), la semaine normale des ouvriers de la construction, qualifiés, journaliers, apprentis, est celle déterminée dans ce dernier décret;"

14° Le paragraphe "c" de l'article VIII est remplacé par le suivant:

"*c*) Suivant les dispositions du paragraphe "a" de l'article VI, il n'est jamais question de temps supplémentaire pour les chefs-mécaniciens, les chefs-cuisiniers et les institutrices, pourvu qu'ils ne soient pas appelés en dehors de leurs heures régulières pour des travaux autres que les travaux ressortissant au chef-mécanicien, au chef-cuisinier et à l'institutrice."

15° L'article IX est remplacé par le suivant:

"IX. *Congé hebdomadaire et mensuel:*

a) Aux employés réguliers, si leurs services sont requis les dimanches et les jours chômés, excepté les mécaniciens, les chauffeurs et les hommes des métiers de la construction, ainsi que les employés ayant un service rotatif de huit (8) heures, il est accordé:

i) aux infirmières régulières quatre(4) jours de congé par quatre (4) semaines, donnés à la discrétion de l'employeur, soit en journées complètes, soit en huit (8) après-midi (de midi au lendemain matin) de congé;

ii) aux autres employés réguliers trois (3) jours de congé par quatre (4) semaines, donnés à la discrétion de l'employeur, soit en journées complètes, soit en six (6) après-midi (de midi au lendemain matin) de congé.

	Zone I	Zone II	Zone III
	per hour		
"1) Stationary engineman:			
2nd class. ...	$0.94½	$0.94½	$0.90
3rd class	0.79½	0.79½	0.75
4th class	0.72	0.72	0.67½
2) Fireman	0.63	0.63	0.60 "

9. The following words are added to subsection "b" of section V:

"Lastly, for the female teachers, the term of the school year, i.e. from September to January, from February to June, or from September to June inclusive, will be equivalent to the semi-annual or annual term of experience stipulated for the other occupations."

10. Subsections "c" and "d" of section V are replaced by the following:

"*c*) Employees, for whom a weekly rate of pay is determined above, are entitled to receive such weekly rate provided they have been required to work forty-five (45) hours during the week. It is however necessary that they have actually worked all the time during which their services were required in the course of the said week, even when they do not work every day."

"*d*) Such employees, as above, when not required to work during forty-five (45) hours in a week, and every working day, or when they have not actually worked the time during which their services were required in the course of a week, are entitled to the hourly prorata of the said wages."

11. Subsection "h" of section V is replaced by the following:

"*h*) Wages shall be paid in legal tender to all the employees, male and female, at least every second week."

12. The words "and female teachers" are added to subsection "a" of section VI.

13. Subsection "e" of section VI is replaced by the following:

"*e*) In those parts of the territorial jurisdiction of the present decree where a decree exists which stipulates the standard weekly duration of labour for maintenance men, the standard work week of construction workers, skilled tradesmen, labourers and apprentices shall be that determined in this latter decree;"

14. Subsection "c" of section VIII if replaced by the following:

"*c*) According to section VI, subsection "a", there shall never be any overtime for chief-enginemen, chief-cooks and female teachers, unless they be called, out of hours, to perform operations not pertaining to the functions of chief-enginemen, chief-cooks and female teachers."

15. Section IX is replaced by the following:

"IX. *Weekly and monthly days off:*

a) To regular employees, whose services are required on Sundays and observed holidays, with the exception of enginemen, firemen, construction tradesmen, and employees on 8-hour rotating shifts, the following is allowed:

i) to regular nurses — four days off, to each four (4) weeks of work, consisting, at the option of the employer, either of complete days or eight (8) afternoons (12.00 p.m. to the next morning);

ii) to the other regular employees — three (3) days off to each four (4) weeks of work consisting, at the option of the employer, of complete days or of six (6) afternoons (12.00 p.m. to the next morning).

Remarques: Pour le temps de la guerre et aussi longtemps que les conditions normales du temps de paix ne seront pas rétablies, en raison de la rareté de la main-d'œuvre, les congés dont il est question à l'alinéa "ii", peuvent être réduits à deux (2) jours de congé donnés suivant les dispositions du susdit alinéa.

iii) aux salariés qui font le service de nuit, une nuit complète de repos par semaine;

iv) aux salariés dont les services sont requis le jour de la St-Jean-Baptiste et le jour de la Fête du Travail, une demi-journée de congé dans les quatre semaines qui suivent l'un ou l'autre de ces jours chômés, excepté les mécaniciens, les chauffeurs et les ouvriers spécialisés dans l'usine à vapeur.

b) S'il est impossible à l'employeur de donner les congés prévus au paragraphe précédent, les heures de travail des salariés pour ce temps, constituent du temps supplémentaire;

c) Les salariés jouissant au 1er janvier 1946 de congés plus longs ou plus fréquents continuent de jouir de ces congés durant l'existence du présent décret."

16° La dernière phrase de l'article XVI, relatif à la durée du décret, est remplacée par les suivantes:

"Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 1er août de chaque année. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

A. MORISSET,
15239-o Greffier du Conseil Exécutif.

Proviso: Because of labour shortage, for the duration of the war and until peace time normal conditions prevail, the days off mentioned in paragraph "ii" may be reduced to two (2) days off given according to the provisions of the said paragraph.

iii) to the employees doing night service, one complete night of rest per week;

iv) to the employees whose services are required on St. Jean-Baptiste Day and Labour Day, one half-day off in the four weeks following either of these two holidays, with the exception of enginemen, firemen and steam plant specialized workers.

b) Should it be impossible for the employer to give the days off above mentioned, the hours of labour of the employee for such period shall constitute overtime;

c) Employees having as of January 1st, 1946, more days or hours off shall continue to be given such days and hours off during the existence of the present decree."

16. The last sentence of section XVI, relating to the duration of the decree, is replaced by the following:

"It shall then renew itself automatically from year to year, unless one of the contracting parties notify the other party in writing to the contrary within a delay not to exceed sixty (60) days, nor to be less thant thirty (30), before August 1st of each year. Such a notice must also be sent to the Minister of Labour."

A. MORISSET,
15239-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 3088

Québec, le 7 août 1946

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT une convention collective de travail relative aux métiers de l'imprimerie dans la région de Montréal.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes ci-après mentionnées ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

L'Association des Maîtres-Imprimeurs de Montréal, inc.; "Employing Printers' Association of Montreal, inc.";

Et, D'AUTRE PART:

La Fédération des Métiers de l'Imprimerie du Canada, Enrg.;
Le Conseil Syndical des Métiers de l'Imprimerie, inc.;
Le Syndicat National des Typographes, inc.;
Le Syndicat National des Pressiers No 1, de Montréal, inc.;
Le Syndicat National des Relieurs, inc.;

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 3088

Quebec, August 7, 1946.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a collective agreement relating to the printing trades in the Montreal district.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties mentioned hereinbelow have submitted to the Minister of Labour a petition to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

"L'Association des Maîtres Imprimeurs de Montréal, Inc.",
Employing Printers' Association of Montreal, Inc.

AND ON THE OTHER PART:

"La Fédération des Métiers de l'Imprimerie du Canada Enrg."
"Le Conseil Syndical des Métiers de l'Imprimerie, Inc."
"Le Syndicat National des Typographes, Inc."
"Le Syndicat National des Pressiers No 1 de Montréal, Inc."
"Le Syndicat National des Relieurs, Inc."

Le Syndicat de l'Industrie de l'Imprimerie de Hull;

Le Syndicat des Imprimeurs de Saint-Jean Qué.;

Le Syndicat National des Imprimeurs de Laprairie, inc.;

Le Syndicat National des Employés en Imprimerie de Joliette, inc.;

pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés, suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 15 juin 1946;

ATTENDU QUE les dispositions de ladite requête ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans l'industrie et les métiers visés et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

ATTENDU QUE les dispositions de la Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

ATTENDU QUE des objections ont été formulées et qu'elles ont été soumises à l'appréciation des parties contractantes;

ATTENDU QUE les dispositions de ladite convention relatives aux conditions de salaires ont été approuvées par le Conseil régional du Travail, par décision rendue à sa séance du 6 août 1946;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ladite requête soit acceptée, conformément aux dispositions de ladite Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941 chapitre 163 et amendements), avec, toutefois, les nouvelles dispositions suivantes tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 15 juin 1946.

Sont acceptées comme parties contractantes de deuxième part:

"The Montreal Typographical Union, Local 176";

L'Union Typographique Jacques-Cartier, Local 145;

"The Montral Printing Pressmen & Assistants' Union, Local 52";

"The International Brotherhood of Bookbinders, Local 91".

I. Juridiction professionnelle: 1. Pour les fins d'application du présent décret, la juridiction professionnelle désigne et comprend:

a) Toute personne employée à produire des imprimés par le procédé d'impression typographique (letter press process), les procédés de multicopie de toute description, la composition, l'impression, le coupage, le réglage, la reliure, et la finition, soit dans un atelier spécialisé, une entreprise privée, industrielle ou commerciale, ou dans tout autre établissement, et soit que telles opérations constituant le commerce principal de telle entreprise ou qu'elles soient secondaires à toute autre commerce ou occupation.

b) Toute personne employée à des opérations de reliure et de finition dans les ateliers de lithographie, tels que les coupeurs, les relieurs, les régleurs et les finisseurs.

c) Pour les fins d'application du présent décret, les départements suivants sont considérés comme des branches distinctes du métier:

Composition, Impression, Réglage, Reliure et Finition. La proportion des apprentis et compagnons, tant pour le temps régulier que pour le temps supplémentaire, est telle que prévue à l'article X du présent décret et s'applique à chaque département et à chaque équipe.

"Le Syndicat de l'Industrie de l'Imprimerie de Hull."

"Le Syndicat des Imprimeurs de St-Jean, Que."

"Le Syndicat National des Imprimeurs de La Prairie, Inc."

"Le Syndicat National des Employés en Imprimerie de Joliette, Inc.";

for the employers and the employees of the industry and trades concerned according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette* on June 15th, 1946;

WHEREAS the provisions of the said petition have acquired a preponderant significance and importance for the establishment of working conditions in the industry and trades concerned and within the territorial jurisdiction indicated in the said petition;

WHEREAS the provisions of the Act, concerning the publication of notices, have been duly observed;

WHEREAS objections have been made and have been submitted to the contracting parties for consideration;

WHEREAS the provisions of the said agreement, relating to conditions of wages have been approved by the Regional War Labour Board by a decision taken at its meeting of August 6th, 1946;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said petition be accepted, pursuant to the provisions of the said Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendements), with, however, the following new provisions to be substituted to the conditions described in the *Quebec Official Gazette* on June 15th, 1946.

Are accepted as contracting parties of the second part:

The Montreal Typographical Union, Local 176,

"L'Union Typographique Jacques-Cartier, Local 145",

The Montreal Printing Pressmen' Assistants' Union, Local 52,

The International Brotherhood of Bookbinders Local 91.

I. *Professional jurisdiction:* 1. For the purposes of the present decree, the professional jurisdiction designates and comprises:

a) All persons engaged in the production of printing by "*Letter Press*" process, multicopying processes of every description, typesetting, press work, cutting, ruling, bookbinding and finishing — whether in trade plants, private industrial, commercial or any other establishment, and whether such operations constitute its principal business or are accessory to some other business or enterprise.

b) All persons engaged in bindery and finishing departments in lithographic establishments, such as cutters, bookbinders, rulers and finishers.

c) For the purpose of the present decree, the following departements shall be deemed to be separate branches of the trade:

Composing Room, Printing Press: Ruling: Bindery & Finishing Dept's.

The conditions covering the proportion of journeymen and apprentices for both regular and overtime work shall be as specified in Section X of the present decree an shall apply to each department and each shift.

d) Lorsqu'une ou plusieurs personnes, individuellement ou en société, exécutent comme contractants tout travail régi par le présent décret et habituellement accompli par des salariés, ces personnes sont considérées comme étant elles mêmes des salariés et sont assujetties aux dispositions du présent décret de la même manière et au même degré que lesdits salariés.

2. Pour les fins d'application du présent décret, la juridiction professionnelle ne désigne ni ne comprend les salariés suivants:

a) Les chefs de bureau, les commis, les employés préposés à l'entretien de la bâtisse, les hommes d'ascenseurs, les nettoyeurs, les expéditeurs, les chauffeurs, les préposés au magasin et autres salariés qui ne sont pas employés à la production d'impression par les procédés tels que définis au paragraphe 1 du présent article.

b) Toutes personnes employées à produire des imprimés sur métal, bois, sacs en jute ou de papier, tubes d'expédition, papier tenture, coton, soie, caoutchouc ou cuir.

c) *i.* Les personnes employées à la production et à l'impression des journaux quotidiens dans la Zone I.

ii. Les personnes à l'emploi d'établissements des Zones II et III qui impriment exclusivement un ou des journaux quotidiens.

d) Les dactylographes, les personnes se servant des procédés à la gélatine, les préposés aux machines à adresser.

e) Les préposés aux machines à multicopier de tout genre, lorsque lesdites machines servent exclusivement à la production d'imitations de travaux dactylographiés.

f) Les préposés aux machines à imprimer dans les ateliers privés, lorsque les dites machines servent exclusivement à la surimpression d'ouvrages déjà imprimés ou lithographiés dans des ateliers d'imprimerie ou de lithographie commerciales, pourvu que cette surimpression soit faite pour l'usage exclusif de leurs établissements et non pour être revendue.

g) Toutes personnes employées à produire des imprimés dans les établissements manufacturant des allumettes, des papiers de fantaisie pour étalage, du papier dentelle, des cartons d'expédition (boîtes de carton pliantes ou rigides), à condition que ces personnes limitent leur travail à l'impression de produits manufacturés et vendus par leurs établissements respectifs.

h) Les préposés aux machines spéciales servant à la production de billets de passagers, d'étiquettes de prix, d'étiquettes d'expédition, lorsque ces produits sont fabriqués et imprimés d'après matériel en bobine, en une seule opération continue.

i) Toutes personnes employées exclusivement à la fonte des caractères d'imprimerie, pourvu qu'elles ne fassent pas de composition mécanique.

j) Les préposés aux machines imprimant les papiers à cigarettes et fabriquant ces cigarettes en une seule opération.

II. Juridiction territoriale: *a*) La juridiction territoriale du présent décret comprend l'Ile de Montréal et tout le territoire compris dans un rayon de cent (100) milles, en ligne droite, de ses limites, dans la province de Québec.

b) Pour les fins d'application du présent décret, cette juridiction territoriale est divisée en zones de la façon suivante:

Zone I: L'Ile de Montréal et le territoire compris dans un rayon de dix (10) milles de ses limites, en ligne droite.

Zone II: Les municipalités suivantes et le territoire compris dans un rayon de deux (2)

d) In all cases where one or more persons, individually or in partnership, perform as contractors any work covered by this decree and ordinarily performed by employees, all such persons shall be deemed to be employees and shall be subject to the provisions of the present decree in the same manner and to the same extent as such employees.

2. For the purpose of the enforcement of the present agreement, the professional jurisdiction neither designates nor comprises the following employees:

a) Office executives and clerks, building maintenance men, elevator operators, cleaners, shippers, chauffeurs, stockroom employees and other employees not actually engaged in the processes set forth in sub-section I of the present section.

b) All persons engaged in the production of printing on metal, wood, jute or paper bags, mailing tubes, wallpaper, cotton, silk, rubber and leather.

c) *i.* Persons engaged in the production and printing of daily newspapers in Zone I.

ii. Persons engaged in establishments in Zones 2 and 3 which exclusively print one or more daily newspapers.

d) Operators on typewriters, gelatine processes and addressograph machines.

e) Operators on multi-copying machines of every description, provided such equipment is used exclusively for the production of facsimile typewritten matter.

f) Operators on printing equipment in private plants when such equipment is used exclusively for overprinting matter or material which has already been printed or lithographed by commercial printing or lithographing establishments, and provided that such overprinting is for the sole use of their own companies and not for sale to others.

g) All persons engaged in the production of printing in plants manufacturing matches, tissue paper products, shelving, paper doilies, shippin containers (folding or set-up boxes), provided such persons limit their work to printing on the products manufactured and sold by their respective establishments.

h) Operators on specialty machines used in manufacture of transportation tickets, price tickets and shipping tags, when produced and printed from the roll in one continuous operation.

i) All persons engaged exclusively in the process of type-making in type-foundries, provided such persons do not engage in machine composition

j) Operators on cigarette machines which print cigarette papers and make cigarettes in on continuous operation.

II. *Territorial jurisdiction:* *a*) The territorial jurisdiction of the present decree shall include the Island of Montreal and the whole territory included within a radius of one hundred (100) miles in a straight line from its boundaries, in the Province of Quebec.

b) For the purposes of the enforcement of the present decree, the territorial jurisdiction is divided into the following zones:

Zone I: The Island of Montréal and the territory included within a radius of ten (10) miles in a straight line from its boundaries.

Zone II: The following municipalities and the territory included within a radius of two (2)

milles de leurs limites: East Templeton, Granby, Hull, Joliette, Saint-Hyacinthe, Saint-Jean d'Iberville, Saint-Jérôme, Sherbrooke, Sorel, Trois-Rivières, Valleyfield, à l'exception des établissements de la zone II qui au 15 juin 1946, publiaient et imprimaient un ou des journaux hebdomadaires.

Zone III: Toute la juridiction territoriale à l'exception des autres zones mais et y compris tous les établissements de la Zone II qui au 15 juin 1946 publiaient et imprimaient un ou des journaux hebdomadaires.

III. Définitions: a) Le mot "compagnon" désigne un salarié qui a été en apprentissage durant le nombre d'années déterminé par l'article XIX du présent décret pour la branche du métier dans laquelle il est employé.

b) Le mot "apprenti" désigne un salarié qui apprend son métier. Le nombre d'année d'apprentissage est tel que mentionné plus bas dans la cédule des salaires.

c) Les mots "margeur" ou "préposé au margeur automatique" désignent tout salarié qui marge à la main ou qui est préposé au fonctionnement du mécanisme qui alimente les presses typographiques.

d) Le mot "aide" désigne un salarié inexpérimenté du sexe masculin, agissant comme auxiliaire des compagnons en charge des machines ou exécutant des travaux manuels ne nécessitant aucune expérience ou formation spéciale. Les véritables apprentis ne sont pas compris dans cette catégorie de salariés.

IV. Durée du travail: a) La semaine de travail s'établit comme suit:

A compter de la première période de paie commençant le ou après le jour de la publication du présent décret dans la *Gazette officielle de Québec*, jusqu'au début de la première période de paie commençant le ou après le 1er janvier 1947:

Zone I.....43 heures
Zones II et III.....47 heures

A compter de la première période de paie commençant le ou après le 1er janvier 1947, jusqu'au début de la première période de paie commençant le ou après le
1er janvier 1948:

Zone I.....42 heures
Zones II et III.....46 heures

A compter de la première période de paie commençant le ou après le 1er janvier 1948, jusqu'au début de la première période de paie commençant le ou après le
1er janvier 1949:

Zone I.....41 heures
Zones II et III.....45 heures

A compter de la première période de paie commençant le ou après le 1er janvier 1949, jusqu'au début de la première période de paie commençant le ou après le
1er janvier 1950, *Et* SUBSÉQUEMMENT:

Zone I.....40 heures
Zones II et III.....44 heures

b) La semaine de travail se répartit en périodes régulières quotidiennes n'excédant pas neuf (9) heures chacune dans la zone I et n'excédant pas dix (10) heures chacune dans les zones II et III.

c) i) Jusqu'au 1er janvier de l'année 1949, les heures de travail de jour sont réparties entre 7:00 a. m. et 6:00 p. m., les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi et entre 7:00 a. m. et midi, le samedi;

ii) A partir du 1er janvier de l'année 1949, les heures de travail de l'équipe de jour sont réparties entre 7:00 a. m. et 6:00 p. m., les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi.

miles from their limits: East Templeton, Granby, Hull, Joliette, St. Hyacinthe, St. Jean d'Iberville, St. Jerome, Sherbrooke, Sorel, Three Rivers, and Valleyfield, with the exception of establishments in Zone II which as at June 15th, 1946 were publishing and printing one or more weekly newspapers.

Zone III: The whole territorial jurisdiction with the exception of the territory covered by other zones but comprising all establishments in Zone II which as at June 15th, 1946, were publishing and printing one or more weekly newspapers.

III. Definitions: a) The word "journeyman" means an employee who has completed the term of years of apprenticeship as set forth in Section XIX of the present decree, for the branch of the trade in which he or she is engaged.

b) The word "apprentice" means an employee who is learning his or her trade. The number of years of his or her apprenticeship shall be as set forth in the scale of wages herein.

c) The words "feeder or "feeder operator", mean any employee who manually feeds stock to "letter press" presses or who tends the paper feeding mechanism of such presses.

d) The word "helper" means an unskilled male employee who is engaged to assist journeymen in the operation of machines or on hand work not requiring previous experience or training. This class of help shall not include boys who are apprenticed to learn the trade.

IV. *Duration of Labour: a)* The work week shall be as follows: Effective from the first payroll period commencing on or after the day of the publication of the present decree in the *Quebec Official Gazette* up to the commencement of the first payroll period beginning on or after January 1st, 1947.

Zone I.....43 hours
Zones II and III.....47 hours

Effective from the first payroll period commencing on or after January 1st, 1947, up to the commencement of the first payroll period beginning on or after January 1st, 1948.

Zone I.....42 hours
Zones II and III.....46 hours

Effective from the first payroll period commencing on or after January 1st, 1948, up to the commencement of the first payroll period beginning on or after January 1st, 1949.

Zone I.....41 hours
Zones II and III.....45 hours

Effective from the first payroll period commencing on or after January 1st, 1949, up to the commencement of the first payroll period beginning on or after January 1st, 1950 and thereafter.

Zone I.....40 hours
Zones II and III.....44 hours

b) The work week shall be divided into regular daily shifts, not exceeding 9 hours per shift in the case of Zone I and not exceeding 10 hours in the case of Zones II and III.

c) i. Up until January 1st, 1949, the hours of labour for the day shift, shall be between 7.00 a.m. and 6.00 p.m. on Mondays, Tuesdays, Wednesdays, Thursdays and Fridays, and between 7.00 .am. and 12.00 noon on Saturdays.

ii. From January 1st, 1949, the hours of labour for the day shift shall be between 7.00 a.m. and 6.00 p.m. on Mondays, Tuesdays, Wednesdays, Thursdays and Fridays.

d) Les heures de travail des équipes de nuit sont réparties entre les heures de la fin et du commencement du travail de l'équipe de jour, les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi.

e) La cédule des heures régulières, tant pour l'équipe de jour que pour les équipes de nuit, doit être affichée bien en évidence dans chaque atelier et les employeurs doivent avertir le comité paritaire, par écrit, de la cédule des heures régulières adoptée pour 1946, trente (30) jours après la publication du présent décret dans la *Gazette officielle de Québec*.

f) Un employeur peut changer la cédule des heures régulières de travail qu'il a adoptée mais dans de tels cas, il doit aviser le Comité paritaire par écrit, de la date où le dit changement doit prendre effet.

g) Lorsqu'un salarié arrive en retard à son travail, seul le temps perdu personnellement par ce salarié peut lui être déduit.

V. *Travail supplémentaire: a*) Le travail supplémentaire est permis lorsque nécessaire.

b) Tout travail exécuté par un salarié avant ou après les heures régulières de son équipe, est considéré comme du travail supplémentaire et rémunéré au taux et demi pour les trois(3) premières heures supplémentaires et au taux doublé pour les heures subséquentes.

c) Sauf dans le cas prévu au paragraphe "*d*" du présent article, le temps supplémentaire doit être établi pour chaque journée de travail, tant pour les membres de l'équipe de jour que pour ceux des équipes de nuit, lors même que le nombre d'heures de travail prévu au paragraphe "a" de l'article IV qui forme la semaine régulière de travail, a ou n'a pas été complété.

d) Lorsque le nombre d'heures de travail prévu au paragraphe "*a*" de l'article IV qui forme la semaine régulière de travail, est complété en cinq (5) jours, tout travail exécuté le sixième jour doit être rémunéré au taux et demi pour les trois premières heures et au taux doublé pour les heures subséquentes.

e) Le temps supplémentaire pour les salariés, tant pour l'équipe de jour que pour les équipes de nuit, est calculé sur la base du taux horaire de l'équipe à laquelle ils appartiennent. Exemple:—

i. Les salariés d'une équipe de nuit doivent être rémunérés sur la base de quinze pour cent (15%) de plus que les taux de l'équipe de jour, et le temps supplémentaire doit être calculé en y incluant ce quinze pour cent (15%).

ii. Dans les cas régis par l'article XII, le temps supplémentaire tant pour l'équipe de jour que pour les équipes de nuit, doit être calculé sur la base des taux horaires payés.

iii. Lorsque dans un atelier, il devient nécessaire de former trois équipes, l'employeur doit, au préalable, en avertir le comité paritaire. Toutefois, deux de ces équipes sont considérées comme équipes de nuit.

f) Le taux doublé doit être payé pour tout travail exécuté entre le samedi midi (12 a.m.) et sept heures (7 a.m.) le lundi matin par tout salarié régulier ou temporaire.

g) Lorsqu'un salarié travaille sur des équipes différentes dans une même période de vingt-quatre (24) heures, il est considéré comme appartenant à la première équipe avec laquelle il a travaillé et tout travail exécuté après les heures régulières de cette première équipe est considéré comme du temps supplémentaire.

h) Dans aucun cas les apprentis et les margeurs ou préposés aux margeurs automatiques ne peuvent travailler hors la présence d'un compagnon.

i) Le taux doublé doit être payé pour tout ouvrage exécuté les jours de fêtes suivants:

d) For the night shifts, the hours of labour shall be between the quitting and starting time of the day shift, on Mondays, Tuesdays, Wednesdays, Thursdays and Fridays.

e) The schedule of regular hours of labour of both the day and night shifts shall be posted in a conspicuous place in every establishment and notification of this schedule of regular hours for 1946 must be given to the Parity Committee by employers, in writing, within thirty (30) days from the publication of the present decree in the *Quebec Official Gazette*.

f) An employer shall be permitted to change the schedule of regular hours of labour adopted by him, and in such case, shall notify the Parity Committee, in writing, as to the date that such change becomes effective.

g) In cases where an employee reports late for work, only the time actually lost by the employee himself may be deducted.

V. *Overtime: a*) Overtime may be worked when necessary.

b) Overtime shall consist of all time worked by any employee, before or after the regular hours of his shift and shall be paid at the rate of time and a half for the first three (3) hours, and at the rate of double time thereafter.

c) Save only in cases where sub-section "*d*" of this Section applies, overtime must be established each day, on the basis of each day or night shift, regardless of whether the number of working hours set forth in paragraph "*a*" of Section IV which constitute the regular week's work have been worked or not.

d) When the regular number of working hours which constitute the work week, as set forth in paragraph "*a*" of Section IV, are completed in 5 days, any time worked on the sixth day shall be paid for at the rate of time and a half for the first three hours and at the rate of double time thereafter.

e) Overtime for employees on any shift shall be computed on the basis of the actual hourly rate of wages paid to them for the shift on which they are actually working. For example:

i. Employees working on a night shift are to be paid fifteen per cent (15%) higher than the day rate and the overtime is to be computed on the fifteen per cent (15%) higher rate.

ii. In the cases governed by Section XII, overtime for both day and night shifts is to be computed on the basis of the actual hourly rate of wages paid.

iii. When three shifts are necessary in any establishment, employers must previously notify the Parity Committee of the fact. However, two of these shifts shall be deemed to be night shifts.

f) Double time shall be paid for any work done by either regular or temporary employees, between noon (12 a.m.) on Saturday and seven (7 a.m.) on Monday.

g) If an employee works on more than one shift within any twenty-four (24) hour period, he shall be deemed to belong to the first shift on which he worked, and any time he works after the regular quitting time of the first shift shall be deemed to be oertime.

h) In no case shall apprentices and/or feeders be permitted to work unless there is a journeyman present.

i) Double time shall be paid for any work done on the following holidays:

i. Dans les ateliers français: Le Premier de l'An, l'Epiphanie, l'Ascension, la Saint-Jean-Baptiste, la Fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée-Conception et Noël.

ii. Dans les ateliers anglais: Le Premier de l'An, le Vendredi Saint, la Fête de la Reine Victoria, la Confédération, la Fête du Travail, le Jour d'Actions de Grâces et Noël.

iii. Lorsque la fête de la Reine Victoria ou la fête de la Confédération tombent le mardi ou le mercredi, ces fêtes peuvent être observées le lundi précédent; lorsque ces fêtes tombent le jeudi, elles peuvent être observées le vendredi suivant. Cette disposition est laissée au choix de l'employeur.

iv. Les employeurs peuvent, à leur discrétion, substituer le Lundi de Pâques au Vendredi Saint.

v. Dans le cas des salariés d'une équipe de nuit, les jours de fêtes ci-dessus sont observés soit durant la soirée qui précède le jour de la fête ou durant la soirée de la fête elle-même, à la discrétion de l'employeur.

vi. Les employeurs doivent choisir un des deux groupes de jours fériés ci-haut mentionnés pour être chômés dans leurs ateliers et faire connaître leur choix, par écrit, au comité paritaire, dans les trente (30) jours qui suivent la date de la mise en vigueur du présent décret. Le Comité doit être avisé avant le 1er décembre de chaque année, de l'intention d'un employeur de changer le groupe de fêtes qu'il désire observer l'année suivante.

VI. *Jours de fêtes payés:* Les jours de fêtes suivants, lorsque chômés, sont payés au taux des heures régulières de travail:

Dans les ateliers français: Le Premier de l'An, l'Epiphanie, l'Ascension, la Saint-Jean-Baptiste, la Fête du Travail, la Toussaint et Noël.

Dans les ateliers anglais: Le Premier de l'An, le Vendredi Saint, la Fête de la Reine Victoria, la Confédération, la Fête du Travail, le Jour d'Actions de Grâces et Noël.

Tout salarié qui est rémunéré à un taux horaire de gage plus élevé que celui fixé par le présent décret, doit recevoir le salaire qu'il aurait reçu s'il avait travaillé le jour en question.

VII. Après avoir quitté l'atelier, tout salarié qui est rappelé pour exécuter un travail, soit durant les heures régulières ou supplémentaires, doit recevoir une rémunération équivalente à au moins deux (2) heures d'ouvrage, calculée sur la base du temps régulier ou du temps supplémentaire, selon le cas, que l'ouvrier ait travaillé ou non durant ces deux heures.

VIII. Les salariés travaillant à différentes catégories d'ouvrage doivent être rémunérés pour toutes les heures de travail sur chacune de ces différentes catégories, aux taux fixés par le présent décret pour lesdites catégories d'ouvrage. Toutefois, lorsque des compagnons pressiers ou assistants-pressiers (dont les services auraient été retenus comme tels) sont appelés à travailler comme margeurs, ils doivent être rémunérés aux taux de gages fixés par le présent décret pour les compagnons pressiers ou assistants-pressiers, respectivement, pour toutes les heures où ils ont été employés comme margeurs. Pareillement, lorsqu'un margeur de presse cylindrique est appelé à faire du travail généralement accompli par un assistant-pressier, il doit être rémunéré au taux d'assistant-pressier.

IX. Lorsqu'il est établi à la satisfaction du Comité paritaire, à la suite d'un rapport de l'employeur, qu'un apprenti qui atteint la fin de la sixième année d'apprentissage n'est pas suffisamment qualifié pour être considéré comme compagnon, le Comité paritaire peut autoriser l'em-

i. In French shops: New Year's Day, Epiphany, Ascension, St. John Baptist, Labour Day, All Saints' Day, Immaculate Conception and Christmas Day.

ii. In English shops: New Year's Day, Good Friday, Empire Day, Dominion Day, Labour Day, Thanksgiving Day and Christmas Day.

iii. Should Empire Day or Dominion Day fall on a Tuesday or Wednesday, either or both holidays may be observed on the preceding Monday, or if either or both holidays fell on a Thursday either or both holidays may be observed on the following Friday at the discretion of the employer.

iv. Employers may substitute Easter Monday for Good Friday, at their discretion.

v. In the case of employees working on a night shift, the above holidays will be observed either on the evening preceding the holiday, or on the evening of the holiday itself, at the discretion of the employer.

vi. All employers must adopt either the French or English holidays for observance in their plants, and must notify the Parity Committee, in writing, within thirty (30) days from the date of the enforcement of the present decree. The Committee must be advised before the first of December of any year if employers intend to change holidays the following year.

VI. *Holidays with pay:* The following holidays, when not worked, shall be paid for at regular time rates:

In French shops: New Year's Day, Epiphany, Ascension, St. John Baptist, Labour Day, All Saints' Day, and Christmas Day.

In English shops: New Year's Day, Good Friday, Victoria Day, Dominion Day, Labour Day, Thanksgiving Day and Christmas Day.

Any employee who receives an hourly rate of wages in excess of the minimum rates fixed by the present decree shall be paid the amount he would have received had he worked on the day in question.

VII. After having left the employers' premises, any employee, who may be recalled to do regular or overtime work, shall receive wages for at least two hours' work at regular or overtime rate, as the case may be, whether such work is done or not.

VIII. Employees who work on more than one class of work shall be paid for the time spent on each class of work at the rate fixed by this decree for such class of work. However, in cases where journeymen pressmen or assistant-pressmen (hired as such) are called upon to do feeding operations, they must be paid the regular journeymen pressmen or assistant pressmen's rate, respectively, for all time worked on feeding operations. Similarly when a cylinder feeder is called upon to do work generally performed by an assistant pressman he must be paid the rate set for assistant pressmen.

IX. In the case where the Parity Committee is satisfied, upon the report of the employer that an apprentice, after completing six years' apprenticeship, is not sufficiently qualified to be deemed a journeymen in any department, it may authorize the employer to increase the appren-

ployeur à augmenter le taux de gages dudit apprenti de pas moins de 5% à la fin de sa sixième année, et de pas moins de 5% à la fin de chaque période de douze mois subséquents jusqu'à ce qu'il atteigne le salaire d'un compagnon. Cette augmentation est ajoutée au salaire de l'année terminée.

X. *a*) Le nombre maximun d'apprentis alloué à chaque équipe de chaque département, tant pour le temps régulier que pour le temps supplémentaire, est le suivant:

Pour 1, 2 ou 3 compagnons (employés régulièrement): 1 apprenti.

Pour 4, 5 ou 6 compagnons (employés régulièrement): 2 apprentis.

Pour 7, 8 ou 9 compagnons (employés régulièrement: 3 apprentis.

Pour chaque groupe de trois (3) compagnons additionnels (employés régulièrement): 1 apprenti.

b) Un apprenti de première année peut être ajouté au personnel du département lorsqu'un apprenti déjà régulièrement employé dans ce département entre dans sa sixième année d'apprentissage.

c) Les aides sur fondeuses n'entrent pas en ligne de compte pour la détermination du nombre d'apprentis dans le département de la composition.

d) Il n'est pas permis d'employer un aide (caster runner) avant d'avoir au moins un compagnon opérateur de fondeuse (casterman) ou un compagnon opérateur de clavier e t fondeuse combiné au travail.

e) Un aide sur fondeuse ne peut voir au fonctionnement de plus de deux fondeuses.

f) Aucun salarié ne peut travailler sur un clavier de machine à composition avant qu'il n'ait atteint le premier semestre de sa troisième année d'apprentissage.

g) Les augmentations des apprentis deviennent dues à l'expiration de chaque période de six (6) mois.

h) Les assistants-pressiers, les margeurs et les aides n'entrent pas en ligne de compte pour la détermination du nombre d'apprentis dans le département des presses.

i) Pour les conditions régissant les apprenties de l'atelier de reliure, voir l'article XIX, section C.

j) Jusqu'au 1er août 1948, le Comité paritaire peut permettre à un établissement d'embaucher un apprenti de plus que la proportion établie par le présent article entre le nombre de compagnons et celui des apprentis, pour permettre à un vétéran de continuer ou de commencer son apprentissage. Le ou après le 1er août 1948, le présent article peut être reconsidéré en tenant compte des conditions courantes.

XI. Les conditions régissant le fonctionnement de l'atelier d'impression sont comme suit:

a) Pour toutes les presses à plateau et les petites presses automatiques (automatic job presses), pas moins d'un compagnon pressier pour les trois (3) premières presses en opération ou fraction d'icelles, et un compagnon pressier additionnel pour chaque trois (3) presses additionnelles en opération, ou fraction d'icelles. Les autres salariés employés sur ces presses peuvent être des assistants-pressiers, des margeurs ou des apprentis — ces derniers étant assujettis, quant à leur nombre, à l'article X du présent décret.

b) Pour toutes les presses cylindriques (à l'exception des petites presses automatiques — automatic job presses—), jusqu'au format de soixante-huit (68) pouces exclusivement, pas moins d'un compagnon pressier pour les deux (2) premières presses en opération, ou fraction d'icelles rate of wages by not less than five per cent (5%) at the end of his sixth year, and by not less than five per cent (5%) at the end of every twelve months thereafter, until he reaches a journeyman's rate of wages. Such increase must be computed on the previous year's rate of wages.

X. *a*) The maximum number of apprentices allowed, for regular and overtime work, in each department, on each shift, shall be as follows:

For 1, 2 or 3 journeymen (regularly employed) 1 apprentice;

For 4, 5 or 6 journeymen (regularly employed) 2 apprentices;

For 7, 8 or 9 journeymen (regularly employed) 3 apprentices;

For each three (3) additional journeymen (regularly employed): 1 apprentice.

b) A first year apprentice may be added to the department when an apprentice actually employed in the said department enters his sixth year.

c) Caster runners shall not be included in reckoning the number of apprentices in the composing room.

d) No runner may be employed unless there is at least one journeymen casterman or combination man regularly employed.

e) A runner may not operate more than two (2) casters.

f) No employee shall be permitted to operate a keyboard machine until he reaches the first 6 months of the third year of his apprenticeship.

g) Increases for apprentices shall become effective at the expiration of each six-month period.

h) Assistant pressmen, feeders and helpers shall not be included in reckoning the number of apprentices in the press department.

i) For conditions governing female apprentices in Bindery, see Section XIX Sub-section C.

j) Until August 1st, 1948, the Parity Committee may permit an establishment to hire one apprentice in excess of the ratio between the number of journeymen and that of apprentices set by this section in order to allow a veteran to resume or commence his apprenticeship. On or after August 1st, 1948, this matter may be reconsidered in the light of prevailing conditions.

XI. The rules governing the operation of presses shall be as follows:

a) For all platen presses and automatic job presses, not less than one journeyman pressman for the first three (3) presses or fraction thereof in operation, and one additional journeyman pressman for each three (3) additional preses or fraction thereof in operation, shall be employed. Other employees engaged on such presses may be assistant pressmen, feeders or apprentices — the last named being subject, in respect of numbers, to Section X of the present decree.

b) For all cylinder presses (excluding automatic job presses) up to but not including sixty-eight (68)inches, not less than one journeyman pressman for the first two (2) presses or fraction thereof in operation, and one (1) additional journeyman pressman for every two (2) additional

celles, et un (1) compagnon pressier additionnel pour chaque deux (2) presses additionnelles en opération, ou fraction d'icelles. Les autres salariés employés sur ces presses peuvent être des assistants-pressiers, des margeurs ou des apprentis, ces derniers étant assujettis, quant à leur nombre, à l'article X du présent décret.

c) Pour toutes les presses de soixante-huit (68) pouces et plus, presses cylindriques à marbre horizontal ou vertical à deux couleurs, presses à retiration, presses rotatives, presses cylindriques à marbre horizontal ou vertical avec attachement pour deuxième couleur, soit automatiques ou margées à la mian, pas moins d'un compagnon pressier pour chqaue presse en opération. Les autres salariés employés sur ces presses peuvent être des assistants-pressiers, des margeurs ou des apprentis — ces derniers étant assujettis, quant à leur nombre, à l'article X du présent décret.

XII. *a*) Dans les cas où, antérieurement à l'entrée en vigueur du présent décret, le nombre d'heures formant la semaine régulière de travail était moins élevé que celui stipulé à l'article IV, le nombre d'heures formant ladite semaine de travail ne peut pas être augmenté tant que le présent décret demeure en vigueur.

b) Dans le cas où, antérieurement à l'entrée en vigueur du présent décret, le taux horaire de gages d'un salarié était plus élevé que celui fixé par le présent dévret, le salaire hebdomadaire d'un tel salarié ne doit pas être réduit du fait de la réduction de la semaine de travail en vigueur l'année précédente, à la semaine de travail prévue à l'article IV du présent décret. Dans de tels cas, le taux horaire doit être majoré de façon que tel salarié réçoive le même salaire hebdomadaire pour la semaine de travail prévue à l'article IV du présent décret que le salaire hebdomadaire qu'il recevait pour la semaine de travail de l'année précédente.

c) Dans le cas où, antérieurement à l'entrée en vigueur du présent décret, un salarié était rémunéré à un taux horaire de gages plus élevé que celui fixé par le présent décret, le taux horaire de gages de tel salarié ne peut pas être réduit tant que le présent décret demeure en vigueur.

XIII. Le travail à la pièce est prohibé.

XIV. Il est interdit aux salariés réguliers d'un atelier de faire du temps supplémentaire dans un autre atelier.

XV. Le paiement des salaires se fait hebdomadairement en argent dans tous les établissements assujettis au présent décret.

XVI. Toute vente, ou cession d'intérêt, d'actions ou d'obligations, en paiement de salaire stipulé par le présent décret, à un salarié dans une industrie ou un commerce exploité par son employeur est prohibée et nulle.

XVII. *Vacances payées: a*) Tout salarié a droit à des vacances payées ou à un montant de gages équivalent pour tenir lieu de vacances, tel que prévu ci-après, le tout établi sur la base d'une demi-journée par chaque 25 jours de travail computé à la date où les vacances sont prises ou à la date où le salarié quitte le service de l'employeur, selon le cas, compte tenu des absences occasionnées par la maladie ou autorisées pour causes.

b) Pour avoir droit à des vacances payées, un salarié doit avoir été au service du même employeur durant au moins une année ininterrompue.

c) L'année de service ininterrompue qui qualifie un salarié pour des vacances payées, telles que mentionnées, est computée de la fin des vacances de l'année précédente dans le cas des salariés qui ont déjà reçu des vacances payées de

presses or fraction thereof in operation, shall be employed. Other employees engaged on such presses may be assistant pressmen, feeders or apprentices — the last named being subject, in respect of numbers, to Section X of the present decree.

c) For all presses sixty-eight (68) inches and over; all two-colour flat bed cylinder presses, perfecting presses, rotary presses, flat bed cylinder presses with special attachment for second colour — whether automatic or hand fed — not less than one (1) journeyman pressman for each press in operation shall be employed. Other employees engaged on such presses may be assistant pressmen feeders or apprentices — the last named being subject, in respect of numbers, to Section X of the present decree.

XII. *a*) In the case where prior to the coming into force of the present decree, the prevailing or standard number of hours making up the work week were less than those provided in Section IV, the said prevailing standard number of hours making up the work week not be increased during the life of the present decree.

b) Where prior to the date of the coming into force of the present decree an employee's hourly rate exceeded the hourly rate fixed in the present decree, the weekly take-home pay of such employee must not be reduced by the reduction of the work week from the work week in effect in the proceding year to the work week provided in Section IV of the present decree. In such case the hourly rate must be so increased that such employee will receive the same weekly take-home pay for the work week provided in Section IV of the present decree as he was receiving for the work week of the preceding year.

c) In the case where, prior to the coming into force of the present decree, an employee was remunerated at an hourly rate of wages in excess of the rate fixed by this decree, the hourly rate of wages of such employee shall not be reduced during the life of the present decree.

XIII. Piece work is prohibited.

XIV. Regular employees of one shop shall not engage for overtime in another shop.

XV. Payment of wages shall be made weekly, in cash, in all establishments coming under the present decree.

XVI. Any sale or cession of any interest, share or bond in payment of wages stipulated by the present Decree to an employee in an industry or a business carried on by his employer is prohibited and null.

XVII. *Vacation with pay. a*) Every employee shall be entitled to vacation with pay or pay in lieu of vacation, as provided hereafter, on the basis of one-half day for every 25 days of actual work, calculated up to the time holidays are taken or up until the time an employee leaves the employer's employ as the case may be, due allowance to be made for authorized leaves of absence because of sickness or other justified cause.

b) To qualify for vacation with pay, an employee must have worked for the same employer for at least one continuous year.

c) The one year's continuous service which entitles an employee to vacation with pay as aforesaid, shall be computed from the date of termination of the proceding year's holidays in the case of those employees who have already

leur présent employeur au cours de l'année précédente et, dans les autres cas, de la date de l'entrée en service avec leur présent employeur.

d) Cependant, afin de régulariser le cas des salariés qui étaient des salariés permanents le 11 janvier 1945 lorsque le plan des vacances avec paie fut adopté et qui sont encore au service du même employeur, les dits salariés doivent recevoir en 1946 des vacances calculées sur la base d'une demi-journée par 25 jours de travail contenus entre le 11 janvier 1945 et la date où ils prennent leurs vacances en 1946.

e) Lorsqu'un salarié a été au service du même employeur durant une année ininterrompue, il doit prendre ses vacances. Il ne peut pas lui être versé l'équivalent en argent pour tenir lieu de vacances, exception faite des cas prévus au paragraphe "*f*" (*i*) ci-dessous.

f) (i) Si un salarié quitte son emploi à une date où il a à son crédit une période de vacances avec paie non employée, il doit recevoir le montant qui lui est dû au lieu des vacances auxquelles il a droit à la date où il quitte son emploi.

(ii) Si un salarié quitte son emploi avant d'avoir complété une année de service ininterrompue, il doit recevoir, pour tenir lieu de vacances, un montant équivalent à une demi-journée de salaire par 25 jours de travail.

g) Tout salarié a droit de prendre ses vacances payées entre le 1er mai (ou la date où il a complété son année de service ininterrompue, lorsque après le 1er mai) et le 30 septembre qui suit la fin de son année de service ininterrompue. Les vacances peuvent également être prises hors de cette période, sur consentement mutuel de l'employeur et du salarié. L'employeur a, cependant, le droit de fixer définitivement la date des vacances afin de lui permettre d'assurer le bon fonctionnement de son établissement.

h) (i) Le montant qui doit être versé à titre de vacances (ou le montant qu'un salarié doit recevoir pour tenir lieu de vacances dans les cas prévus au paragraphe "f" (i) ou (ii) du présent article) est le montant que le dit salarié aurait reçu s'il avait travaillé durant la dite période de vacances. Ainsi, dans le cas d'un salarié rémunéré à un taux horaire de gage plus élevé que celui fixé par le présent décret, le montant qui doit lui être versé à titre de vacances (ou pour tenir lieu de vacances dans les cas prévus au paragraphe "*f*" (i) ou (ii) du présent article) doit être établi sur la base du taux horaire de gage auquel le dit salarié est rémunéré.

(ii) La prime de 15% pour le travail de nuit, prévue à l'article XVIII du présent décret doit être ajoutée au salaire versé à titre de vacances (ou au montant dû pour tenir lieu de vacances dans les cas prévus au paragraphe "*f*" (i) ou (ii) du présent article) à tout salarié qui a fait partie d'une équipe de nuit durant neuf des douze mois précédents.

XVIII. *Taux minima de salaire pour le travail de nuit:* Tous les salariés des équipes de nuit doivent être rémunérés au taux de quinze pour cent (15%) de plus que les taux horaires des salariés de l'équipe de jour.

XIX. *Taux minima de salaire pour le travail de jour:* Les taux minima de salaire pour le travail de jour sont les suivants:

A compter de la première période de paie commençant le ou après le jour de l'entrée en vigueur du présent décret, jusqu'au début de la première période de paie commençant le ou après le 1er janvier 1947;
les taux indiqués dans la ..... colonne 1

received a vacation with pay from their current employer in the preceding year and in other cases from the date of commencement of current employment.

d) However, to regularize the case of those employees who were permanent employees as of January 11th, 1945, when the policy of vacation with pay was introduced, and who are still employed by the same employer, all such employees will be given holidays in 1946 on the basis of one-half day for every 25 days they have actually worked from January 11th, 1945, up to the time their holidays are taken in 1946.

e) Where an employee has worked continuously for the same employer for one year, he must be given holidays and may not receive vacation pay in lieu of holidays except as provided in paragraph "*f*" (*i*) hereafter.

f) *i.* If an employee leaves the service of his employer at a time when an unused period of vacation with full pay stands to his credit, he shall be paid the amount due him in lieu of vacation calculated to the date of his leaving such service.

ii. If an employee leaves the service of his employer before he has completed one year's continuous service he shall be paid one-half day's pay, in lieu of vacation, for every 25 days of actual work.

g) An employee is entitled to receive his vacation with pay between the period May 1st (or the time that he completed his year of continuous service, if later than May 1st) and September 30th following the completion of his year's continuous service. By mutual consent of employer and employee, however, holidays may be taken outside this period. In all cases, the employer will have the right to decide the exact date of the holidays, in order to ensure the orderly operation of his plant.

h) *i.* The vacation pay to which and employee is entitled, or, in the case where paragraph "*f*" (*i*) or (*ii*) applies, the amount to which he is entitled in lieu of vacation, is the earnings he would actually have received had he worked during the period of vacation to which he is led. For example, the employee who receives an hourly rate of wages in excess of the minimum hourly rate fixed by the present decree must be paid for vacation (or in lieu of vacation where paragraph "*f*" (*i*) or (*ii*) of this section applies) on the bassis of his regular hourly rate.

ii. The 15% premium provided by Section XVIII of the present decree for night shift employee must be added to the vacation pay (or to the pay in lieu of vacation where paragraph "*f*" (*i*) or (*ii*) of this section applies) of every employee who has worked on a night shift during nine of the preceding twelve months.

XVIII. *Night shift minimum rates.* All employees working on night shifts shall be paid at a rate fifteen per cent (15%) higher than the hourly rate for day workers.

XIX. *Day shift minimum rates:* The minimum hourly rates of wages for day work shall be as follows:

Effective from the first payroll period commencing on or after the coming into force of the present decree up to the commencement of the first payroll period beginning on or after January 1st, 1947:
the rates shown in. ..... Column 1

A compter de la première période de paie commençant le ou après le 1er janvier 1947, jusqu'au début de la première période de paie commençant le ou après le 1er janvier 1948:
les taux indiqués dans la..... colonne 2

A compter de la première période de paie commençant le ou après le 1er janvier 1948, jusqu'au début de la première période de paie commençant le ou après le 1er janvier 1949:
les taux indiqués dans la..... colonne 3

A compter de la première période de paie commençant le ou après le 1er janvier 1949, jusqu'au début de la première période de paie commençant le ou après le 1er janvier 1950:
Et subséquemment: les taux indiqués dans la..... colonne 4

Effective from the first payroll period commencing on or after January 1st, 1947, up to the commencement of the first payroll period beginning on or after January 1st, 1948:
the rates shown in..... Column 2

Effective from the first payroll period commencing on or after January 1st, 1948, up to the commencement of the first payroll period beginning on or after January 1st, 1949:
the rates shown in..... Column 3

Effective from the first payroll period commencing on or after January 1st, 1949, up to the commencement of the first payroll period beginning on or after January 1st, 1950, and thereafter:
the rates shown in..... Column 4

ZONE I

Taux horaires minimum de gages
Minimum Hourly Rates of Wages
Colonne — Column

	1	2	3	4
	1946	1947	1948	1949
A — Atelier de composition — Composing room:				
Compagnon typographe — Journeyman Compositor	.91	.94	.97	1.00
Compagnon opérateur de clavier — Journeyman machine keyboard operator	.91	.94	.97	1.00
Correcteur d'épreuves (employé précédemment comme compagnon-typographe avant d'être appelé à remplir les fonctions de correcteur d'épreuves) — Proof reader (who has been employed as journeyman compositor before being assigned to proof reading)	.91	.94	.97	1.00
Compagnon opérateur de fondeuse (doit pouvoir prendre charge complète des fondeuses et claviers, sans qu'il soit nécessaire d'être opérateur de clavier) — Casterman (must be capable of taking complete charge of casters and keyboards, but need not be keyboard operator)	.91	.94	.97	1.00
Aide sur fondeuse: Les taux de salaire des aides sur fondeuses sont établis comme suit: — *Caster runner:* Rate of wages of caster runners shall be governed as follows:				
1ère année 1er semestre — 1st year 1st six months.	.31	.32	.34	.35
2ème semestre 2nd six months.	.32	.34	.35	.36
2ème année 1er semestre — 2nd year 1st six months.	.34	.35	.36	.37
2ème semestre 2nd six months.	.35	.36	.37	.38
3ème année 1er semestre — 3rd year 1st six months.	.43	.45	.47	.49
2ème semestre 2nd six months	.47	.49	.51	.53
Après 3 années révolues, les aides sur fondeuses sont rémunérés selon les conditions convenues entre salariés et employeurs, mais en aucun cas le salaire ne doit être inférieur à celui fixé pour un apprenti de 3ème année 2ème semestre — Thereafter, caster runners will be paid at rate agreed upon between employer and employee, but not less than the rate set for a 3rd year 2nd six months apprentice.				
B — Atelier d'impression — Press room				
Presse à plateau; presses à cartes; presses à enveloppes; presses à ruban de soie; presses à étiquettes agrafes; presses à étiquettes; presses à plateau pouvant imprimer papier sur bobine; presses à multiples plateaux; presses à plateau ou autres, servant à gaufrer à chaud ou à froid; machines à multicopier, de toutes descriptions et de tous formats, — automatiques ou margés à la main: —				
Platen presses; Card presses; Envelope presses, Silk Ribbon printing presses; Pin ticket presses, Seal presses; Platen presses with web attachement; Multiple platen presses; Platen or other type presses used for hot or cold embossing; Multi-copying machines of every size and description — automatic or hand fod:				
Compagnon pressier — Journeyman pressman	.76	.78	.80	.82
Margeur sur presses ci-dessus — Feeder on above presses	.58	.60	.62	.64
Presses rotatives pouvant imprimer papier sur bobine de moins de 36 pouces de largeur; — Rotary presses capable of printing paper rolls less than 36 inches in width;				
Presses à imprimer à gaufrer et à découper en une opération continue; — Machine for power printing, die embossing and die cutting in one continous operation;				
Presses cylindriques à marbre horizontal ou vertical, une couleur — tous formats, — automatiques ou margées à la main; — Flat bed cylinder presses, one colour — all sizes, — whether automatic or hand fed:				

	ZONE I Taux horaires minimum de gages Minimum Hourly Rates of wages Colonne — Column			
	1 1946	2 1947	3 1948	4 1949
Compagnon pressier — Journeyman pressman	.91	.94	.97	1.00
Assistant pressier — Assistant-pressman	.76	.78	.80	.82
Margeur sur presses ci-dessus — Feeder on above presses	.65	.67	.69	.71
Presses rotatives pouvant imprimer papier sur bobine de 36" et plus; Presses "Tubular" de 16 pages ou toutes autres rotatives de même calibre; Presses rotatives margeant papier à feuilles mobiles; Presses rotatives à deux couleurs; Presses cylindriques à marbre horizontal ou vertical, à deux couleurs; Presses cylindriques à marbre horizontal ou vertical avec attachement pour 2ème couleur; Presses à retiration — automatiques ou margées à la main: — Rotary presses capable of printing paper rolls 36 inches and over; Tubular rotary press of same capacity; Rotary presses, sheet fed; Two-colour rotary presses; Two colour flat bed cylinder presses; flat bed cylinder presses with special attachment for 2nd colour; Perfecting presses; whether automatic or hand fed:				
Compagnon pressier — Journeyman Pressman	.96	.99	1.02	1.05
Assistant-pressier ou margeur sur presses ci-dessus — Assistant pressman or feeder on above presses	.76	.78	.80	.82
C — Atelier de reliure et de finition — Finishing department:				
Compagnon relieur — Journeyman Bookbinder	.91	.94	.97	1.00
Opérateur de: — Operator on:				
Machine à couper le papier et la toile avec couteaux ordinaires ou dentelés; Machines à régler (plumes ou disques): — Paper and cloth-cutting machines, whether using straight of serrated knives; Ruling machines — pen and/or disk	.91	.94	.97	1.00
Opérateur de: — Operator or:				
Machines à plier; Machines à assembler automatiques; Machines à couper le carton; Machines rotatives à couper la toile; Machines à bisauter le carton ou le cuir; Machines à faire les couvertures; Machines à coller les dos et à garnir; Machines à endosser; Machines à frapper et à gaufrer; Machines à encaisser (pas plus de 2 aides par machine); Machines à empreintes servant à fabriquer des couvertures en relief; Machines à arrondir; Machines à coller de plus de 24 pouces de largeur: — Folding machines, Automatic Gathering machines; Shearboard cutters; Rotary linen cutters; Board or leather bevelling machines; Case-making machines; Back lining machines; Casing-in machines (not more than two helpers per machine); Backing machines; Stamping machines — automatic or hand; Power machines as used in the embossing or making of book covers; Rounding machines; Pasting machines over 24 inches in width;	.91	.94	.97	1.00
Opérateur sur rogneuses — Operator on:				
jusqu'à 25 pouces. — Paper trimmers and choppers, up to 25 inches:	.61	.63	.65	.67
Apprenti — tous les départements — Apprentice (All Departments):				
Les taux de salaires des apprentis sont établis comme suit: — Rates wages of apprentices shall be governed as follows:				
1ère année 1er semestre — 1st year 1st six months	.31	.32	.34	.35
2ème semestre 2nd six months	.32	.34	.35	.36
2ème année 1er semestre — 2nd year 1st six months	.34	.35	.36	.37
2ème semestre. 2nd six months	.35	.36	.37	.38
3ème année 1er semestre — 3rd year 1st six months	.43	.45	.47	.49
2ème semestre 2nd six months	.47	.49	.51	.53
4ème année 1er semestre — 4th year 1st six months	.51	.54	.56	.58
2ème semestre 2nd six months	.57	.59	.61	.63
5ème année 1er semestre — 5th year 1st six months	.68	.70	.72	.74
2ème semestre 2nd six months	.74	.76	.78	.80
6ème année 1er semestre — 6th year 1st six months	.79	.81	.83	.86
2ème semestre 2nd six months	.84	.86	.89	.92
Aide inexpérimenté (masculin) — tous les départements — Helper (male) unskilled — All Departments				
Les taux de salaires des aides sont établis comme suit: — Rates of wages of helpers shall be governed as follows:				
1ère année 1er semestre — 1st year 1st six months	.32	.33	.34	.35
Subséquemment: — Therefore	.38	.39	.40	.41
Main d'œuvre féminine — Female help:				
Fille, femme ou homme lorsque celui-ci remplace celle-là, dans les établissements d'imprimerie, de reliure ou de lithographie — opérations manuelles de toutes descriptions considérées comme travail féminin.				

	ZONE I Taux horaires minimum de gages Minimum Hourly Rates of wages Colonne — Column			
	1 1946	2 1947	3 1948	4 1949
— Female employees, and males when replacing females, in any class of employment in printing, bock-binding and lithographiing establishment — hand operations of every description considered as women's work.	.46	.48	.50	.52
Margeuse sur — Feeding:				
Machines à régler; machines à estamper; machines à plier.— Ruling machine folding machines; stamping machines	.46	.48	.50	.52
Opératrice sur — Operating				
Machines à poinçonner; machines à brocher; machines à coudre; machines à poser les œillets; machines à numéroter; machines à perforer; tables à assembler; machines à faire les coins ronds aux couvertures remployées; machines à poser les feuillards de calendriers; machines à coller de moins de 24 pouces de largeur. — Punching machines, stitching machines; sewing machines; eyeletting machines; numbering machines; perforating machines; gathering tables; round-cornering machines as used on book cases or covers; tinning machines; pasting machines size smaller than 24 inches in width:	.46	.48	.50	.52
Apprentie — Apprentice (female):				
Le nombre d'apprenties ne doit pas excéder le tiers du nombre total des salariées. Toute personne ayant moins de 24 mois d'expérience est considérée comme une apprentie. Les taux de salaire des apprenties sont établis comme suit: — The number of apprentices shall not exceed one third (⅓) of the total number of female employees. Any person having less than twenty-four months' (24) experience at the trade shall be considered as an apprentice. Rates of wages of apprentices shall be governed as follows:				
1ère année 1er semestre — 1st year 1st six months	.29	.30	.31	.32
2ème semestre 2nd six months	.33	.34	.35	.36
2ème année 1er semestre — 2nd year 1st six months	.40	.41	.42	.44
2ème semestre 2nd six months	.43	.45	.47	.49
3ème année 1er semestre — 3rd year 1st six months	.46	.48	.50	.52
	ZONE II			
A—Atelier de composition — Composing room:				
Compagnon typographe — Journeyman compositor:	.78	.80	.82	.84
Compagnon opérateur de clavier — Journeyman machine keyboard operator	.78	.80	.82	.84
Correcteur d'épreuves — Proof Reader:				
(employé précédemment comme compagnon-typographe avant d'être appelé à remplir les fonctions de correcteur d'épreuves) — (who has been employed as journeyman compositor before being assigned to proof reading):	.78	.80	.82	.84
Compagnon opérateur de fondeuses — Casterman:				
doivent pouvoir prendre charge complète des fondeuses et claviers, sans qu'il soit nécessaire d'être opérateur de clavier.— must be capable of taking complete charge of casters and keyboards, but need not be keyboard operator):	.78	.80	.82	.84
Aide sur fondeuses — Caster runner:				
Les taux de salaires des aides sur fondeuses sont établis comme suit: — Rate of wages of caster runners shall be governed as follows:				
1ère année 1er semestre — 1st year 1st six months	.26	.27	.28	.29
2ème semestre 2nd six months	.27	.28	.29	.30
2ème année 1er semestre — 2nd year 1st six months	.28	.29	.30	.31
2ème semestre 2nd six months	.30	.31	.32	.33
3ème année 1er semestre — 3rd year 1st six months	.37	.38	.39	.40
2ème semestre 2nd six months	.40	.41	.42	.43
Après 3 années révolues, les aides sur fondeuses seront rémunérés selon les conditions convenues entre salariés et employeurs, mais en aucun cas le salaire ne devra être inférieur à celui fixé pour un apprenti de 3ème année 2ème semestre. — Thereafter, caster runners will be paid at rate agreed upon between employer and employee, but not less than the rate set for a 3rd year 2nd six months apprentice.				
B — Atelier d'impression — Press room:				
Presses à plateau; presses à cartes; presses à enveloppes; presses à ruban de soie; presses à étiquettes agrafes; presses à étiquettes; presses à plateau pouvant imprimer papier sur bobine; presses à mul-				

	ZONE II Taux horaires minimum de gages Minimum Hourly Rates of wages Colonne — Column			
	1 1946	2 1947	3 1948	4 1949
tiples plateaux; presses à plateau ou autres, servant à gaufrer à chaud ou à froid; machines à multicopier, de toutes descriptions et de tous formats, automatiques ou margées à la main: — Platen presses, Card presses; Envelope presses, Silk ribbon printing presses; Pin ticket presses, Seal presses; Platen presses with web attachement; Multiple platen presses; Platen or other type presses used for hot or cold embossing; Multi-copying machines of every size and description, — whether automatic or hand fed:				
Compagnon pressier — Journeyman pressman	.66	.68	.70	.72
Margeur sur presses ci-dessus — Feeder on above presses	.49	.51	.53	.55
Presses rotatives pouvant imprimer papier sur bobine de moins de 36 pouces de largeur; Presses à imprimer, à gaufrer et à découper en une opération continue; Presses cylindriques à marbre horizontale ou vertical, une couleur — tous formats, automatiques ou margées à la main: — Rotary presses capable of printing paper rolls less than 36 in. in width; Machines for power printing, die embossing and die cutting in one continuous operation: Flat bed cylinder presses, one colour — all sizes; whether automatic or hand fed:				
Compagnon pressier — Journeyman pressman	.78	.80	.82	.84
Assistant-pressier — Assistant-pressmen	.66	.68	.70	.72
Margeur sur presses ci-dessus — Feeder on above presses	.57	.59	.61	.63
Presses rotatives pouvant imprimer papier sur bobine de 36" et plus; Presses "Tubular" de 16 pages ou toutes autres rotatives de même calibre; Presses rotatives margeant papier à feuilles mobiles; Presses rotatives à deux couleurs; Presses cylindriques à marbre horizontal ou vertical, à deux couleurs; Presses cylindriques à marbre horizontal ou vertical, avec attachement pour 2ème couleur; Presses à retiration automatiques ou margées à la main: — Rotary presses capable of printing paper rolls 36 inches and over; Tubular rotary presses — 16 pages or any rotary press of same capacity Rotary presses, sheet fed; two-colour rotary presses; Two-colour flat bed cylinder presses; flat bed cylinder presses with special attachment for 2nd colour; Perfecting presses; whether automatic or hand fed:				
Compagnon pressier — Journeyman pressman	.82	.84	.86	.88
Assistant-pressier ou margeur sur presses ci-dessus — Assistant pressman or feeder on above presses	.66	.68	.70	.72
C — Atelier de reliure et finition — Finishing department:				
Compagnon relieur — Journeyman Bookbinder	.78	.80	.82	.84
Opérateur de: — Operator on:				
Machines à couper le papier et la toile avec couteaux ordinaires ou dentelés; Machines à régler (plumes ou disques) — Paper and cloth-cutting machines, whether using straight or serrated knives; Ruling machines — pen and/or disk	.78	.80	.82	.84
Opérateur de — Operator on:				
Machines à plier; Machines à assembler automatiques; Machines à couper le carton; Machines rotatives à couper la toile; Machines à biseauter le carton ou le cuir; Machines à faire les couvertures; Machines à coller les dos et à garnir; Machines à endosser; Machines à frapper et à gaufrer; Machines à encaisser (pas plus de 2 aides par machine); Machines à empreintes servant à fabriquer des couvertures en relief; Machines à arrondir; Machines à coller de plus de 24 pouces de largeur; — Folding Machines; Automatic Gathering machines; Shearboard cutters; Rotary linen cutters; Board or leather bevelling machines; Case-making machines; Back lining machines; Casing-in-machines (not more than two helpers per machine); Backing machines; Stamping machines — Automatic or hand; Power machines as used in the embossing or making of book covers; Rounding machines; Pasting machines over 24 inches in width:	.78	.80	.82	.84
Opérateur sur Rogneuses — Operator on:				
jusqu'à 25 pouces. — Paper trimmer and chopper up to 25 inches;	.53	.55	.57	.59
Apprenti — tous les départements — Apprentice: All Departments				
Les taux de salaires des apprentis se sont établis comme suit: — Rates of wages of apprentices shall be governed as follows:				
1ère année 1er semestre — 1st year 1st six months	.26	.27	.28	.29
2ème semestre 2nd six months	.27	.28	.29	.30

	ZONE II Taux horaires minimum de gages Minimum Hourly Rates of wages Colonne — Column 1	2	3	4
	1946	1947	1948	1949
2ème année 1er semestre — 2nd year 1st six months	.28	.29	.30	.31
2ème semestre 2nd six months	.30	.31	.32	.33
3ème année 1er semestre — 3rd year 1st six months	.37	.38	.39	.40
2ème semestre 2nd six months	.40	.41	.42	.43
4ème année 1er semestre — 4th year 1st six months	.43	.44	.45	.47
2ème semestre 2nd six months	.48	.50	.52	.54
5ème année 1er semestre — 5th year 1st six months	.58	.60	.62	.64
2ème semestre 2nd six months	.63	.65	.67	.69
6ème année 1er semestre — 6th year 1st six months	.67	.69	.71	.73
2ème semestre 2nd six months	.71	.73	.75	.77
Aide inexpérimenté (masculin) tous les départements — Helper (male) unskilled. All Départements				
Les taux de salaires des aides se sont établis comme suit; — Rates of wages of helpers shall be governed as follows:				
1ère année 1er semestre — 1st year 1st six months	.29	.30	.31	.32
Subséquemment: — Thereafter:	.34	.35	.36	.37
Main d'œuvre féminine — Female help:				
Fille, femme ou homme lorsque celui-ci remplacent celle-là, dans les établissements d'imprimerie, de reliure ou de lithographie — opérations manuelle de toutes descriptions considérées comme travail féminin: — Female employees, and males when replacing females, in any class of employment in printing, bookbinding and lithographing establishments — hand operations of every description considered as women's work:	.40	.41	.42	.43
Margeuse sur — Feeding:				
Machines à régler; machines à estamper; machines à plier: — Ruling machines; folding machines; stamping machines:	.40	.41	.42	.43
Operatrice sur — Operating:				
Machines à poinçonner; machines à brocher; machines à coudre; machines à poser les œillets; machines à numéroter; machines à perforer; tables à assembler; machines à faire les coins ronds aux couvertures remployées; machines à poser les feuillards de calendriers; machines à coller de moins de 24 pouces de largeur: — Punching machines; stitching machines; sewing machines; eyeletting machines; numbering machines; perforating machines; gathering tables; roundcornering machines as used on book cases or covers; tinning machines; pasting machines size smaller than 24 inches in width:	.40	.41	.42	.43
Apprentie féminin — Apprentice (Female):				
Le nombre d'apprenties ne doit pas excéder le tiers du nombre total des salariées Toute personne ayant moins de 24 mois d'expérience sera considérée comme apprentie. Les taux de salaires des apprenties seront établis comme suit: — The number of apprentices shall not exceed one third (⅓) of the total number of female employees. Any person having lessthan twenty-four months (24) experience at the trade shall be considered as an apprentice. Rates of wages of apprentices shall be governed as follows;				
1ère année 1re semestre — 1st year 1st six months	.25	.26	.27	.28
2ème semestre 2nd six months	.29	.30	.31	.32
2ème année 1er semestre — 2nd year 1st six months	.35	.36	.37	.38
2ème semestre 2nd six months	.38	.39	.40	.41
3ème année 1er semestre — 3rd year 1st six months	.40	.41	.42	.43
	ZONE III			
A — Atelier de composition — Composing room:				
Compagnon typographe : — Journeyman compositor:	.74	.76	.78	.80
Compagnon operateur de clavier: — Journeyman Machine Keyboard operator:	.74	.76	.78	.80
Correcteur d'épreuves — Proof readers:				
(employé précédemment comme compagnon-typographe avant d'être appelé à remplir les fonctions de correcteur d'épreuves) — (Who has been employed as journeyman compositor before being assigned to proof reading);	.74	.76	.78	.80
Compagnon opérateur de fondeuses — Casterman:				
doit pouvoir prendre charge complète des fondeuses et claviers, sans qu'il soit nécessaire d'être opérateur de claviers:				
(must be capable of taking complete charge of casters and keyboards, but need not be keyboard operators):	.74	.76	.78	.80

	ZONE III *Taux horaires minimun de gages* *Minimun Hourly Rates of Wages* *Colunne Column*			
	1	2	3	4
Aide sur fondeuses — Caster runner:				
Les taux de salaires des aides sur fondeuses sont établis comme suit: — Rate of wages of caster runners shall be governed as follows:				
1ère année 1er semestre — 1st year 1st six months	.25	.26	.27	.28
2ème semestre 2nd six months	.26	.27	.28	.29
2ème année 1er semestre — 2nd year 1st six months	.27	.28	.29	.30
2ème semestre 2nd six months	.28	.29	.30	.31
3ème année 1er semestre — 3rd year 1st six months	.34	.35	.36	.37
2ème semestre 2nd six months	.36	.37	.38	.39
Après 3 années révolues, les aides sur fondeuses seront rémunérés selon les conditions convenues entre salariés et employeurs, mais en aucun cas le salaire ne devra être inférieur à celui fixé pour un apprenti de 3ème année 2ème semestre. — Thereafter, a caster runner will be paid at rate agreed upon between employer and employee, but not less than the rate set for a 3rd year 2nd six months' apprentice				
B — Atelier d'impression — Press room:				
Presse à plateau; presses à cartes; presses à enveloppes; presses à ruban de soie; presses à étiquettes agrafes; presses à étiquettes; presses à plateau pouvant imprimer papier sur bobine; presses à multiples plateaux; presses à plateau ou autres, servant à gaufrer à chaud ou à froid; machines à multicopier, de toutes descriptions et de tous formats-automatiques ou margées à la main; — Platen presses; Card presses; envelope presses, Silk ribbon printing presses; Pin ticket presses, Seal presses; Platen presses with web attachment; Multiple platen presses; Platen or other type presses used for hot or cold embossing; Multi-copying machines of every size and description, — whether automaic or hand fed;				
Compagnon pressier — Journeyman pressman	.63	.65	.67	.69
Margeur sur presses ci-dessus — Feeder on above presses	.47	.49	.51	.53
Presses rotatives pouvant imprimer papier sur bobine de moins de 36 pouces de largeur; Presses à imprimer, à gaufrer et à découper en une opération continue; Presses cylindriques à marbre horizontal ou vertical, une couleur — tous formats — automatiques ou margées à la main: — Rotary presses capable of printing paper rolls less than 36 in. in width; Machines for power printing, die embossing and die cutting in one continuous operation: Flat bed cylinder presses, one colour — all sizes, whether automatic or hand fed;				
Compagnon pressier — Journeyman pressman	.74	.76	.78	.80
Assistant pressier — Assistant-pressman	.63	.65	.67	.69
Margeur sur presses ci-dessus — Feeder on above presses	.54	.56	.58	.60
Presses rotatives pouvant imprimer papier sur bobine de 36" et plus; Presses "Tubular" de 16 pages ou toutes autres rotatives de même calibre; Presses rotatives margeant papier à feuilles mobiles; Presses rotatives à deux couleurs; Presses cylindriques à marbre horizontal ou vertical, à deux couleurs; Presses cylindriques à marbre horizontal ou vertical, avec attachement pour 2ème couleur; Presses à retiration — automatiques ou margées à la main: — Rotary presses capable of printing paper rolls 36 inches and over; Tubular rotary presses — 16 pages or any rotary presses of same capacity; Rotary presses, sheet fed; two-colour rotary presses; two -colour flat bed cylinder presses; flat bed cylinder presses with special attachment for 2nd colour; Perfecting presses — whether automatic or hand fed:				
Compagnon pressier — Journeyman pressman	.78	.80	.82	.84
Assistant-pressier ou margeur sur presses ci-dessus — Assistant-pressman or feeder on above presses	.63	.65	.67	.69
C — Atelier de reliure et de finition — finishing department				
Compagnon relieur — Journeyman Bookbinder	.74	.76	.78	.80
Opérateur de — Operator on:				
Machines à couper le papier et la toile avec couteaux ordinaires ou dentelés; Machines à régler (plumes ou disques) — Paper and cloth-cutting machines, whether using straight or serrated knives. Ruling machines — pen and/or disk	.74	.76	.78	.80
Opérateur de: — Operator or:				
Machines à plier; Machines à assembler automatiques; Machines à couper le carton; Machines rotatives à couper la toile; Machines à biseauter le carton ou le cuir; Machines à faire les couvertures; Machines à coller les dos et à garnir; Machines à endosser; Machines à				

	ZONE III Taux horaires minimum de gages Minimum Hourley Rates of wages Colonne — Column			
	1 1946	2 1947	3 1948	4 1949
frapper et à gaufrer; Machines à encaisser (pas plus de 2 aides par machine); Machines à empreintes servant à fabriquer des couvertures en relief; Machines à arrondir; Machines à coller de plus de 24 pouces de largeur: — Folding machines; Automatic Gathering machines; Shearboard cutters; Rotary linen cutters; Board or leather bevelling machines; Case-making machines; Back lining machines; Casing-in-machines (not more than two helpers per machine); Backing machines; Stamping machines — automatic or hand; Power machines as used in the embossing or making of book-covers; Rounding machines; Pasting machines over 24 inches in width:	.74	.76	.78	.80
Opérateur sur Rogneuses — Operator on:				
jusqu'à 25 pouces. — Paper trimmers and choppers up to 25 inches.	.51	.53	.55	.57
Apprenti — Tous les départements — Apprentice (All Department):				
Les taux de salaires des apprentis sont établis comme suit: — Rates of wages of apprentices shall be governed as follows:				
1ère année 1er semestre — 1st year 1st six months	.25	.26	.27	.28
2ème semestre 2nd six months	.26	.27	.28	.29
2ème année 1er semestre — 2nd year 1st six months	.27	.28	.29	.30
2ème semestre 2nd six months	.28	.29	.30	.31
3ème année 1er semestre — 3rd year 1st six months	.34	.35	.36	.37
2ème semestre 2nd six months	.36	.37	.38	.39
4ème année 1er semestre — 4th year 1st six months	.41	.42	.43	.44
2ème semestre 2nd six months	.46	.47	.49	.51
5ème année 1er semestre — 5th year 1st six months	.54	.56	.58	.60
2ème semestre 2nd six months	.59	.61	.63	.65
6ème année 1er semestre — 6th year 1st six months	.63	.65	.67	.69
2ème semestre 2nd six months	.67	.69	.71	.73
Aide inexpérimenté (masculin) — Tous les départements — Helper (male) unskilled — All Departments:				
Les taux de salaires des aides sont établis comme suit: — Rates of wages of helpers shall be governed as follows:				
1ère année 1er semestre — 1st year 1st six months	.27	.28	.29	.30
Subséquement — Thereafter	.32	.33	.34	.35
Main d'œuvre féminine — Female help:				
Filles, femmes ou hommes lorsque ceux-ci remplacent celles-là, dans les établissements d'imprimerie, de reliure ou de lithographie — opérations manuelles de toutes descriptions considérées comme travail féminin: — Female employees, and males when replacing females, in any class of employment in printing, bookbinding and lithographing establishmens — hand operations of every description considered as women's work:	.38	.39	.40	.41
Margeuse sur — Feeding:				
Machines à régler ; machines à estamper ; machines à plier: — Ruling machines ; folding machines; stamping machines	.38	.39	.40	.41
Opératrice sur — Operating:				
Machines à poinçonner; machines à brocher; machines à coudre; machines à poser les oeillets; machines à numéroter; machines à perforer; tables à assembler; machines à faire les coins ronds aux couvertures remployées; machines à poser les feuillards de calendriers; machines à coller de moins de 24 pouces de largeur: — Punching machines, stitching machines; sewing machines; eyeletting machines, numbering machines; perforating machines, gathering tables; round-cornering machines as used on book cases or covers; tinning machines; pasting machines size smaller than 24 inches in width	.38	.39	.40	.41
Apprentie — Apprentice (females):				
Le nombre d'apprenties ne doit pas excéder le tiers du nombre total des salariées. Toute personne ayant moins de 24 mois d'expérience est considérée comme une apprentie. Les taux de salaire des apprenties sont établis comme suit :—The number of apprentices shall not exceed one third (⅓) of the total number of female employees. Any person having less than twenty-four months (24) experience at the trade shall be considered as an apprentice. Rates of wages of apprentices shall be governed as follows:				
1ère année 1er semestre — 1st year 1st six months	.23	.24	.25	.26
2ème semestre 2nd six months	.28	.29	.30	.31
2ème année 1er semestre — 2nd year 1st six months	.32	.33	.34	.35
2e semestre — 2nd six months	.35	.36	.37	.38
3ème année 1er semestre — 3rd year 1st six months	.38	.39	.40	.41

XX.— Lors de la ratification de la présente convention, le Comité Paritaire existant, formé pour surveiller l'application du décret antérieur dans la juridiction territoriale déterminée par le présent décret, demeure en fonction et surveille la mise à exécution du présent décret jusqu'à ce qu'un nouveau comité soit formé. Ce nouveau comité succède à l'ancien et est investi de tous les actifs et droits dudit comité; il assume également toutes les dettes de l'ancien comité, en vertu dudit décret antérieur.

XXI. Le présent décret abroge le décret numéro 987 du 24 avril 1941 et tous ses amendements.

XXII. *Durée du décret:* Le présent décret est valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur pendant une période d'un an à compter de cette date. Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant l'expiration du terme original ou avant l'expiration de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

Cependant, il est stipulé qu'à compter de la date de la publication du présent décret dans la *Gazette officielle de Québec* jusqu'au 31 décembre 1946, les dispositions susmentionnées spécifiées pour l'année 1946 sont applicables; subséquemment, les dispositions spécifiées ci-dessus pour es années 1947, 1948 et 1949 sont applicables, lselon le cas.

A. MORISSET,
15276-o Greffier du Conseil Exécutif.

XX.— On the ratification of the present agreement, the existing Parity Committee organized to carry out the previous decree in the territorial jurisdiction contemplated by the present decree, shall remain in office and supervise the carrying out of the present decree until a new committee is formed which shall succeed to and be vested with all the assets and rights of the former committee; it shall assume all the liabilities of the former committee under the said previous decree.

XXI. The present decree repeals decree number 987 of the 24th of April 1941 and all the amendments thereto.

XXII. *Duration of the decree:* The present decree comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remains in force during a period of one year thereafter. It then renews itself automatically from year to year, thereafter, unless one of the contracting parties notify the other in writing to the contrary within a delay not to exceed sixty (60) days, nor to be less than thirty (30), prior to the expiry of the original term or prior to the expiry of any subsequent year. Such notice must also be sent to the Minister of Labour.

However, it is stipulated that from the date of the publication of the present decree in the *Quebec Official Gazette* until the 31st of December, 1946, the above mentioned provisions specified for the year 1946 are applicable; subsequently, the provisions specified above for the years 1947 1948 and 1949 are applicable, as the case may be.

A. MORISSET,
15276-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 3085

Québec, le 7 août 1946.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la boîte de carton dans la province.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Comité paritaire de l'Industrie de la Boîte de Carton de la province de Québec a présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier le décret numéro 2202, du 8 juin 1945, relatif à l'industrie de la boîte de carton;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 15 juin 1946;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre ladite requête;

ATTENDU QUE les modifications proposées dans ladite requête ont été approuvées par le Conseil régional du Travail en date du 16 juillet 1946;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 2202, soit modifié de la façon suivante:

1° L'article II est remplacé par le suivant:

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCI

Number 3085

Quebec, August 7, 1946.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments of the decree relating to the paper box industry in the province of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendements), the Joint Committee of the Paper Box Industry of the Province of Quebec has submitted to the Minister of Labour a request to amend the decree number 2202, of June 8, 1945, relating to the paper box industry.

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of June 15, 1946

WHEREAS no objection has been made against the approval of the said request;

WHEREAS the Regional Labour Board, on July 16, 1946, has approved the amendments proposed in the said request;

IT IS ORDAINED, therefore, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour;

THAT the said decree, number 2203, be amended in the following manner:

1. Section II is replaced by the following:

"Zone I

Taux de salaires et conditions de travail

II. *Salaire minima:* Le salaire minimum des salariés affectés à la fabrication des boîtes, des chauffeurs de bouilloires, des mécaniciens de machines fixes et des salariés préposés à l'expédition, à la livraison, à l'entretien ou à la réparation des immeubles et machines est le suivant pour les catégories respectives de salariée mentionnées ci-après:

a. Salariées:	*Taux horaires minima*
Contremaîtresse	$0.38
Travailleuse à la main, 1ère classe	0.32
Mécanicienne de machine S. & S.	0.32
Mécanicienne de machine à poser les dessus	0.32
Mécanicienne de machine à couvrir	0.32
Mécanicienne de machine à renforts	0.32
Attacheuse	0.32
Piqueuse à la machine	0.32
Mécanicienne de gommeuse filée à la main	0.28
Fileuse de machine à renforts à quatre coins	0.32
Salariées non classifiées	0.25

Apprentie:

1er semestre: 20% de moins que le minimum.

2ième semestre: 10% de moins que le minimum.

Le nombre des apprenties ne doit pas dépasser 20% du nombre total des salariées au travail sur les opérations classifiées ci-haut mentionnées.

Nonobstant la cédule de salaire précédente, le salaire minimum moyen des salariées, y compris les apprenties, ne doit pas être inférieur à $0.32 par heure; aux fins de calcul de cette moyenne, les salaires plus élevés que le minimum ne doivent être considérés que dans la mesure où où ils ne dépassent pas les maxima suivants:

Salariées:	*Taux horaires maxima*
Contremaîtresse	$0.53
Travailleuse à la main, 1ère classe	0.45
Mécanicienne de machine S. &. S.	0.44
Mécanicienne de machine à poser les dessus	0.44
Mécanicienne de machine à couvrir	0.44
Mécanicienne de machine à renforts	0.44
Attacheuse	0.44
Piqueuse à la machine	0.44
Mécanicienne de gommeuse filée à la main	0.41
Fileuse de machine à renfort à quatre coins	0.44
Salariées non classifiées	0.44

b. Salariés: (Sexe masculin)	*Taux horaires minima*
Contremaître	0.68
Mécanicien de marqueur-mitrailleuse	$0.60
Mécanicien de guillotine	0.53
Mécanicien de monteuses, simple et double	0.48
Mécanicien de machine "Brightwood"	0.54
Fileur de machine "Brightwood"	0.35
Mécanicien de machine à renfort à quatre coins	0.54
Fileur de machine à renfort à quatre coins	0.35
Bobineur	0.43
Presseur de rebuts	0.45
Mécanicien de machine emporte-pièce	0.40
Expéditeur	0.52
Chauffeur de camions	0.40
Machiniste	0.68
Préposé à l'entretien et à la réparation	0.45

"Zone I

Wage rates and working conditions

"II. *Minimum wage rates:* The minimum wages of the employees working in the manufacturing of boxes, of boiler firemen, stationary enginemen, those working in the shipping and delivery departments, building and machinery repair and maintenance men, shall be the following for the respective categories of employees hereinafter mentioned:

a) Female employees:	*Minimum hourly rates*
Forelady	$0.38
Handwork, first class	0.32
S & S Machine Operator	0.32
Top-Piece Machine operator	0.32
Covering Machine operator	0.32
Staying Machine operator	0.32
Tier	0.32
Stitcher	0.32
Hand-Fed Table Gummer	0.28
Four-corner Machine feeder	0.32
Non-classified help	0.25

Apprentice:

1st six months: 20% less than minimum rate.

2nd six months: 10% less than minimum rate.

The number of female apprentices shall not exceed 20% of the total number of employees engaged on the above classified operations.

Notwithstanding the preceeding wage schedule, the average minimum wages of female employees, including apprentices, shall not be less than $0.32 per hour; for the purposes of computing that average, that part of the wages exceeding the following rates shall not be considered:

Female employees:	*Maximum hourly rates*
Forelady	$0.53
Handwork, first class	0.45
S & S Machine operator	0.44
Top Piece Machine operator	0.44
Covering Machine operator	0.44
Staying Machine operator	0.44
Tier	0.44
Stitcher	0.44
Hand-Fed Table Gummer	0.41
Four-corner machine feeder	0.44
Non-classified Help	0.44

b) Male employees:	*Minimum hourly rates*
Foreman	$0.68
Scorer	0.60
Cutter on knife	0.53
End-Piece operator, single and double	0.48
Brightwood Machine operator	0.54
Brightwood Machine Feeder	0.35
Four-corner Stayer operator	0.54
Four-Corner Stayer feeder	0.35
Slitter operator	0.43
Bale press operator	0.45
Punch operator	0.40
Shipper	0.52
Truck driver	0.48
Machinist	0.60
Maintenance and repair man	0.45

Préposé à la scie circulaire	0.43	Circular saw operator	0.43
Faiseur de matrices	0.68	Die maker	0.68
Assistant-faiseur de matrices	0.45	Assistant die maker	0.45
Presseur "presse cylindre à découper"	0.55	Cylinder box press operator	0.55
Fileur "presse cylindre à découper"	0.41	Cylinder box press feeder	0.41
Presseur "presse Colt"	0.52	Colt press operator	0.52
Fileur "presse Colt"	0.41	Colt press feeder	0.41
Mécanicien de machine automatique à coller	0.54	Automatic glueing machine operator	0.54
Éplucheur	0.30	Stripper	0.30
Mécaniciens de machines fixes:		Stationary enginemen:	
Chef-mécanicien de seconde classe: $42.95 par semaine		Chief-engineman, Second class: $42.95 per week	
Chef-mécanicien de troisième classe: $36.95 par semaine		Chief-engineman, Third class: $36.95 per week	
2ième classe	0.68	2nd class	0.68
3ième classe	0.57	3rd class	0.57
4ième classe	0.52	4th class	0.52
Chauffeur de bouilloires	0.42	Boiler fireman	0.42
Salariés non-classifiés	0.30	Non-classified Help	0.30

Apprenti:
1er semestre: 20% de moins que le minimum.
2ième semestre: 10% de moins que le minimum.
Le nombre des apprentis ne doit pas dépasser 20% du nombre total des salariés au travail sur les opérations classifiées ci-haut mentionnées, excepté pour les chauffeurs de bouilloires et les mécaniciens de machines fixes.

Nonobstant la cédule précédente de salaire, le salaire minimum moyen des salariés, y compris les apprentis, ne doit pas être inférieur à $0.50 de l'heure; aux fins de calcul de cette moyenne, les salaires plus élevés que le minimum ne doivent être considérés que dans la mesure où ils ne dépassent pas les maxima suivants:

Apprentice:
1st six months: 20% less than minimum rate.
2nd six months: 10% less than minimum rate.
The number of male apprentices shall not exceed 20% of the total number of male employees engaged on the above classified operations, except stokers and stationary enginemen.

Notwithstanding the preceding wage schedule, the average minimum wages of male employees, including apprentices, shall not be less than $0.50 per hour; for the purposes of computing that average, that part of the wages exceeding the follwing rates shall not be considered:

Salariés (Sexe masculin):	*Taux horaires minima*	*Male employees:*	*Maximum hourly rates*
Contremaître	$0.95	Foreman	$0.95
Mécanicien de marqueur-mitrailleuse	0.78	Scorer	0.78
Mécanicien de guillotine	0.75	Cutter on knife	0.75
Mécanicien de monteuses, simple et double	0.68	End-Piece Operator, single and double	0.68
Mécanicien de machine "Brightwood"	0.74	Brightwood Machine operator	0.74
Fileur de machine "Brithtwood"	0.45	Brightwood Machine feeder	0.45
Mécanicien de machine à renfort à quatre coins	0.74	Four-Corner Stayer operator	0.74
Fileur de machine à renfort à quatre coins	0.45	Four-Corner Stayer feeder	0.45
Bobineur	0.60	Slitter operator	0.60
Presseur de rebuts	0.62	Bale press operator	0.62
Mécanicien de machine emporte-pièce	0.60	Punch operator	0.60
Expéditeur	0.75	Shipper	0.75
Chauffeur de camion	0.58	Truck driver	0.58
Machiniste	0.95	Machinist	0.95
Préposé à l'entretien et à la réparation	0.64	Maintenance and repair man	0.64
Préposé à la scie circulaire	0.53	Circular Saw operator	0.53
Faiseur de matrices	0.90	Die maker	0.90
Assistant-faiseur de matrices	0.65	Assistant die maker	0.65
Presseur "presse cylindre à découper"	0.75	Cylinder Box press operator	0.75
Fileur "presse cylindre à découer"	0.56	Cylinder Box press feeder	0.56
Presseur "presse Colt"	0.72	Colt Press operator	0.72
Fileur "presse Colt"	0.56	Colt Press feeder	0.56
Mécanicien de machine automatique à coller	0.74	Automatic glueing machine operator	0.74
Éplucheur	0.55	Stripper	0.55
Chauffeur de bouilloires	0.63	Stoker	0.63
Mécanicien de machines fixes	0.78	Stationary engineman	0.78
Salariés non-classifiés	0.78	Non-classified Help	0.78

c. Un salarié appelé à travailler durant le cours d'une semaine à divers travaux pour lesquels des taux horaires différents sont spécifiés dans ce décret, est considéré comme appartenant à la catégorie des salariés les plus rémunérés et doit être payé au taux de cette catégorie durant toute la semaine."

c) An employee called upon to work during the course of one week at various operations for which different rates of wages are specified in this decree shall be considered as belonging to the highest paid class and shall be pair accordingly for that week."

2° Le premier alinéa de l'article IV est remplacé par le suivant:

2. The first paragraph of section IV is replaced by the following:

"IV. *Jours de fêtes chômés:* Tout travail exécuté durant les jours de fête ci-après mentionné doit être rémunéré au taux de salaire double."

A. MORISSET,
15278-o Greffier du Conseil Exécutif.

"IV. *Days kept as holidays:* Any work performed during the holidays hereinafter mentioned shall be paid for at the rate of double time."

A. MORISSET,
15278-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 3086

Québec, le 7 août 1946.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux travailleurs en fourrure, commerce de détail, du district de Montréal.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective rendue obligatoire par le décret numéro 2944, du 3 août 1940, et amendements, relatif aux travailleurs en fourrure — commerce de détail — dans l'Ile de Montréal, et un rayon de cinquante milles de ses limites, ont présenté au ministre du Travail, une requête à l'effet de modifier ledit décret;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 11 mai 1946;

ATTENDU que des objections ont été formulées contre ladite requête et qu'elles ont été soumises à l'appréciation des parties contractantes;

ATTENDU que le Conseil régional du Travail a approuvé, avec certaines modifications, les changements proposés aux salaires et à la durée du travail, par une ordonnance en date du 26 juin 1946, complétée par une nouvelle ordonnance en date du 23 juillet 1946;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

Que ledit décret numéro 2944, soit modifié de la façon suivante:

1. Le paragraphe "b" de l'article I est remplacé par le suivant:

"*b*) Dans ce décret, le mot "apprenti" désigne un salarié qui n'a pas travaillé effectivement pendant trente (30) mois dans l'établissement d'un maître-fourreur; l'employeur peut lui demander n'importe quelle sorte de travail pourvu qu'il ne soit pas habituellement employé à des travaux d'une classe supérieure à celle pour laquelle il est payé. Tout apprenti, employé plus de la moitié de son temps chaque semaine à des travaux d'une classe supérieure à la sienne, doit être rémunéré pour chaque heure au taux de la classe dans laquelle il travaille. L'apprenti doit avoir 16 ans révolus."

2. Le paragraphe "c" de l'article I est remplacé par le suivant:

"*c*) Pour devenir un "coupeur qualifié", l'apprenti-coupeur ou garnisseur doit avoir travaillé effectivement au moins trois (3) ans dans ce genre de travail. Si, après cette période d'apprentissage, l'apprenti n'a pas acquis l'adresse requise pour devenir un coupeur qualifié, il peut demander au Comité paritaire la permission de continuer ce travail pendant douze mois additionnels, au salaire dont le Comité paritaire décidera."

3. La dernière phrase de l'alinéa "l" du paragraphe "a" de l'article II est remplacé par la suivante:

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 3086

Quebec, August 7, 1946.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree relating to fur workers, retail trade, of the district of Montreal.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by decree number 2944, of August 3rd, 1940, and amendments, relating to the fur workers — retail trade — in the Island of Montreal and a radius of fifty miles from its limits, have submitted, to the Minister of Labour, a request to amend the said decree;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* of May 11, 1946;

WHEREAS objections have been made against the said request and have been submitted to the contracting parties for consideration;

WHEREAS the Regional War Labour Board has approved, with certain alterations, the proposed changes respecting wages and the duration of labour, by an ordinance dated June 26, 1946, completed by a new ordinance dated July 23, 1946;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree number 2944, be amended in the following manner:

1. Subsection "b" of section I is replaced by the following:

"*b*) In this decree, the work "apprentice" means an employee who has not effectively worked during thirty (30) months in the establishment of a master-furrier; the employer may request from him the execution of any kind of work provided he is not habitually employed in operations of a higher class than that for which he is paid. Any apprentice employed more than half the working time each week in operations of a higher class than his, shall receive the hourly rate of the class in which he is working. The apprentice must have completed his sixteenth year.

2. Subsection "c" of section I is replaced by the following:

"*c*) To become a "qualified cutter", the apprentice-cutter or trimmer must have effectively worked at least three (3) years in such operation. If, after the said apprenticeship period, the apprentice has not acquired the skill required bo become a qualified cutter, he may request from the Parity Committee an authorization to carry on such work during twelve additional months with a rate of pay determined by the said Committee."

3. The last sentence of paragraph l, subsection "a" of section II, is replaced by the following:

"Tous les salariés, ouvriers qualifiés, de même que les apprentis de sexe masculin ou féminin, sont sous le contrôle du Comité paritaire formé suivant les dispositions de la loi et du présent décret."

4. Les mots: "à vol d'oiseau" sont ajoutés à la fin du paragraphe "b" de l'article II.

5. Le deuxième alinéa du paragraphe "a" de l'article III est remplacé par le suivant:

"Tout travail exécuté en dehors de ces heures de travail est considéré comme travail supplémentaire et rémunéré à raison de salaire et demi, à l'exception des mois de septembre, octobre, novembre et décembre où il est permis à un employeur de faire travailler ses salariés une semaine de quarante-quatre (44) heures au taux régulier, en deça des heures indiquées plus haut."

6. Le paragraphe "b" de l'article III est remplacé par le suivant:

"*b*) Cependant, les employeurs faisant affaire en dehors de l'Ile de Montreal ont droit à la semaine de travail de quarante-quatre (44) heures, aux taux réguliers, mais demeurent assujettis à toutes les autres dispositions du présent article en ce qui concerne les heures de travail de leurs salariés. Durant les mois de septembre, octobre, novembre et décembre, il est permis aux dits employeurs de faire travailler leurs salariés une semaine de quarante-huit (48) heures, aux taux réguliers."

7. L'article VI est remplacé par le suivant:

"VI. *Taux de salaires: a*) Les taux minima de salaires suivants doivent être payés:

	par heure	*par semaine*
Tailleur (classe A)	$1.30	$52.00
Tailleur (classe B)	1.12	44.80
Couturier à la machine (classe A)	1.02	40.80
Couturier à la machine (classe B)	.84	33.60
Finisseur (classe A)	.91	36.40
Finisseur (classe B)	.75	30.00
Bloqueur (classe A)	.82	32.80
Bloqueur (classe B)	.60	24.00
Couturière à la machine (classe A)	.80	32.00
Couturière à la machine (cl. B)	.65	26.00
Finisseuse (classe A)	.80	32.00
Finisseuse (classe B)	.65	26.00

Les fermeuses de manteaux doivent recevoir le salaire de 0.80 l'heure; $32.00 par semaine.

Les faiseuses de doublures qui coupent et cousent doivent recevoir le salaire de 0.75 l'heure; $30.00 par semaine.

Les finisseuses contremaîtresses, les finisseuses qui distribuent l'ouvrage aux personnes préposées à la finition, ou encore les finisseuses qui sont seules à faire l'ouvrage de finition dans un atelier et qui le font au complet, doivent recevoir le salaire de 0.85 l'heure: $34.00 par semaine.

b) Apprentis des deux sexes: Les deux années d'apprentissage sont divisées en cinq (5) périodes de six (6) mois et les taux de salaires minima sont les suivants:

	par heure	*par semaine*
1ère année, 1er semestre	$0.28	$11.20
1ère année, 2ème semestre	0.33	13.20
2ème année, 1er semestre	0.38	15.20
2ème année, 2ème semestre	0.44	17.60
3ème année, 1er semestre	0.50	20.00

Apprentis-coupeurs ou garnisseurs: Les taux de salaires minima et la division des périodes sont les suivantes:

"All employees, qualified workers, as well as male and female apprentices, will be under the control of the Parity Committee formed pursuant to the provisions of the Act and of the present decree."

4. Subsection "b" of section II will be amended by adding the following words thereto: "in straight line."

5. The second paragraph of subsection 'a" of section III is replaced by the following:

"Any work performed outside these hours of work is considered as overtime work and paid for at the rate of time and one half, with the exception of the months of September, October, November and December during which it is permitted for an employer to have his employees work a forty-four (44) hour week at the regular rate of pay within the hours above mentioned."

6. Subsection "b" of section III is replaced by the following:

b) However, the employers doing business outside the Island of Montreal are entitled to the 44-hour week at the regular rates but shall remain subject to all the other provisions of the present section, inasmuch as the working hours of their employees are concerned.

During the months of September, October, November and December, it is permitted for the said employers to have their employees work a forty-eight (48) hour week, at the regular rates of pay."

7. Section VI is replaced by the following:

"VI. *Rates of wages: a*) The following minimum rates of wages shall be paid:

	Per hour	*Per week*
Cutter (class A)	$1.30	$52.00
Cutter (class B)	1.12	44.80
Operator (class A)	1.02	40.80
Operator (class B)	0.84	33.60
Finisher (class A)	0.91	36.40
Finisher (class B)	0.75	30.00
Blocker (class A)	0.82	32.80
Blocker (class B)	0.60	24.00
Female operator (class A)	0.80	32.00
Female operator (class B)	0.65	26.00
Female finisher (class A)	0.80	32.00
Female finisher (class B)	0.65	26.00

Female coat closers shall receive $0.80 per hour: $32.00 per week.

Lining makers who cut and sew shall receive $0.75 per hour: $30.00 per week.

Finisher-foreladies and female finishers who distribute work to persons committed to finishing work, or female finishers who execute themselves finishing work in a shop and who do it entirely, shall receive $0.85 per hour, $34.00 per week.

b) *Male and female apprentices:* The two years of apprenticeship are divided in five (5) periods of six months (6) and the minimum wage rates are the following:

	Per hour	*Per week*
1st year, 1st six months	$0.28	$11.20
1st year, 2nd six months	0.33	13.20
2nd year, 1st six months	0.38	15.20
2nd year, 2nd six months	0.44	17.60
3rd year, 1st six months	0.50	20.00

Apprentice-cutters or trimmers: The minimum wage rates and the distribution of the periods are the following:

	par heure	*par semaine*
1ère année, 1er semestre	0.83	33.20
1ère année, 2ème semestre. . .	0.86	34.40
2ème année, 1er semestre. . . .	0.89	35.60
2ème année, 2ème semestre....	0.92	36.80
3ème année, 1er semestre. . . .	0.95	38.00
3ème année, 2ème semestre....	1.05	42.00

c) Dispositions concernant les détaillants à l'extérieur de l'Ile de Montréal: Les salaires des ouvriers qualifiés, dans tout établissement situé en dehors de l'Ile de Montréal, dans une ville de moins de 25,000 âmes comprise dans la juridiction territoriale définie au paragraphe "b" de l'article II, doivent être déterminés d'après les taux ci-dessus mentionnés, avec une réduction de quinze pour cent (15%) des dits taux. Il est entendu que cette réduction ne doit affecter d'aucune manière les apprentis qui doivent recevoir leur salaire complet, d'après les échelles établies par le présent décret.

d) Toute succursale d'un établissement faisant affaires dans les limites de l'Ile de Montréal, ouverte au cours de la durée du présent décret, ne bénéficiera pas de la réduction de 15% dans les tarifs de salaires, prévue au paragraphe précédent."

8. Le troisième alinéa du paragraphe "e" de l'article VII est radié.

9. L'article XI est remplacé par le suivant:

"XI. *Paiement du salaire:* Les salaires doivent être payés en argent à la fin de chaque semaine.

L'employeur doit cependant indiquer sur une feuille séparée dans l'enveloppe ou sur l'enveloppe, les heures de travail, le taux de salaire horaire ainsi que toutes les déductions de salaire."

10. L'article XIII est remplacé par le suivant:

"XIII. *Durée du décret:* Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 1er mai 1947. Il se renouvellera automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 1er mai de l'année 1947 ou avant le 1er mai de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

A. MORISSET,
15279-o Greffier du Conseil Exécutif.

	Per hour	*Per week*
1st year, 1st six months	$0.83	$33.20
1st year, 2nd six months.	0.86	34.40
2nd year, 1st six months.	0.89	35.60
2nd year, 2nd six months	0.92	36.80
3rd year, 1st six months	0.95	38.00
3rd year, 2nd six months.	1.05	42.00

c) Provisions concerning the retailers outside the Island of Montreal: The wages of qualified workmen in any shop located outside the island of Montreal, in a town of less than 25,000 souls, comprised in the territorial jurisdiction determined in subsection "b" of section II, shall be fixed according to the hereinabove given rates, with a reduction of 15% on the said rates. It is understood that this reduction shall not affect, in any way, the apprentices who shall receive their full wages according to the schedules established in this decree.

d) Any branch office of an establishment operating within the limits of the Island of Montreal, newby founded in the course of the existence of the present decree, shall not benefit by the 15% reduction in wage rates, as stipulated in the preceding subsection."

8. The third paragraph of subsection "e" of section VII in striken off.

9. Section XI is replaced by the following:

"XI. *Payment of wages:* The wages shall be paid in cash at the end of each week.

The employer shall however indicate on a separate sheet in the envelope, or on the envelope itself, the hours of labour, the hourly rate of pay and all wage deductions."

10. Section XIII is replaced by the following:

"XIII. *Duration of the decree:* The present decree remains in force until May 1st 1947.

It shall renew itself automatically from year to year, thereafter, unless one of the parties notify the other in writing to the contrary, within a delay which must not exceed sixty (60) days, nor be of less than thirty (30) days, prior to May 1st 1947 or prior to May 1st of any subsequent year. Such a notice must also be given to the Minister of Labour."

A. MORISSET,
15279-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 3084

Québec, le 7 août 1946.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT la constitution en corporation, sous la Loi de l'Aide à l'Apprentissage, de la Commission d'Apprentissage du métier d'Horloger de Montréal et l'approbation des règlements qui la régissent.

ATTENDU que la cité de Montréal a été reconnue comme centre d'apprentissage de l'industrie de l'horlogerie dans l'Ile de Montréal, par l'arrêté en conseil numéro 1010 du 21 mars 1946, pris en exécution de la Loi de l'Aide à l'Apprentissage;

ATTENDU que les seize (16) signataires de la requête annexée à la proposition de l'honorable ministre du Travail, demandent au lieutenant-gouverneur en conseil d'être constitués en cor-

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 3084

Quebec, August 7, 1946.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the incorporation, under the Apprenticeship Assistance Act, of the Apprenticeship Commission of the Clock making Trade of Montreal, and the approval of the by-laws which govern same.

WHEREAS the city of Montreal has been recognized as the apprenticeship center for the clockmaking industry in the Island of Montreal, by Order in Council number 1010 of March 21st, 1946, passed under the Apprenticeship Assistance Act;

WHEREAS the sixteen (16) persons who have signed the petition annexed to the recommendation of the Honourable Minister of Labour, beg the Lieutenant-Governor in Council to

poration, sous le nom français de "La Commission d'Apprentissage du Métier d'Horloger de Montréal" et sous le nom anglais de "The Apprenticeship Commission of the Clockmaking Trade of Montreal";

ATTENDU que ladite requête est conforme aux dispositions de l'article 6 de ladite Loi;

ATTENDU que les requérants soumettent en même temps que ladite requête, les règlements qui doivent régir la Commission et que lesdits règlements sont conformes aux dispositions de la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

QUE la requête desdites personnes d'être constituées en corporation pour aider à l'apprentissage des ouvriers, à l'adaptation et à la réadaptation des infirmes, des accidentés du travail et des blessés de guerre dans tout le territoire comprenant l'Ile de Montréal, soit agréée;

QUE lesdits règlements de la Commission conformes aux dispositions de l'article 8 de la Loi, soient approuvés;

QU'enfin, les requérants soient constitués en corporation avec tous les pouvoirs inhérents à cette qualité sous le nom français de "La Commission d'Apprentissage du Métier d'Horloger de Montréal" et sous le nom anglais de "The Apprenticeship Commission of the Clockmaking Trade of Montréal" et que les règlements qui régissent ladite Commission deviennent en vigueur conformément à l'article 9 de la Loi de l'Aide à l'Apprentissage, à compter de la date de la publication du présent arrêté dans la *Gazette officielle de Québec*.

A. MORISSET,
15288-o Greffier du Conseil Exécutif.

WHEREAS the said request is in conformity with the provisions of section 6 of the said Act;

WHEREAS the petitioners are submitting, together with the said request, the by-laws which shall govern the Commission and whereas the said by-laws are in conformity with the provisions of the Act;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the petition of the said persons to be incorporated to give assistance in the apprenticeship of workers, in the adaptation and readaptation of the infirm, of the injured through industrial accidents, and of the wounded in war in all the territory comprising the Island of Montreal, be granted;

THAT the said by-laws of the Commission, in conformity with the provisions of section 8 of the Act, be approved;

THAT the petitioners be incorporated with all the powers inherent in such quality under the French name of "La Commission d'Apprentissage du Métier d'Horloger de Montréal" and under the English name of "The Apprenticeship Commission of the Clockmaking Trade of Montreal" and that the by-laws which govern the said Commission come into force pursuant to section 9 of the Apprenticeship Assistance Act, on and from the date of the publication of the present Order-in-Council in the *Quebec Official Gazette*.

A. MORISSET,
15288-o Clerk of the Executive Council.

Actions en séparation de biens

Province de Québec, district de St-François, cour supérieure, N° 5374, Sedie L. Corey, épouse commune en biens de Oscar R. Bowen, postillon, domicilié dans le village de North Hatley, district de St-François, demanderesse, vs son dit mari, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour.

Coaticook, ce 30 juillet 1946.

Les Procureurs de la demanderesse,
15240-o SAMSON & GÉRIN.

Canada, province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, N° 246223. Dame Antoinette Durocher, demanderesse, vs Conrad Clouette, défendeur.

Dame Antoinette Durocher, épouse dudit Conrad Clouette, marchand des cité et district de Montréal, a formé contre son mari, une demande en séparation de biens.

Montréal, le 29 juillet 1946.

Les Procureurs de la demanderesse,
15241-o MEUNIER & HÉBERT.

Actions for separation as to property

Province of Quebec, district of St-Francis, in the Superior Court, No. 5374. Sedie L. Corey wife common as to property of Oscar R. Bowen, mail driver, domiciled in the village of North Hatley, district of St. Francis, plaintiff, vs Her said husband, defendant,

An action in separation as to property has been instituted this day.

Coaticook, July 30th 1946.

SAMSON & GÉRIN,
15240-o Attorneys for plaintiff.

Canada, province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 246223. Dame Antoinette Durocher, plaintiff; vs Conrad Clouette, defendant.

Dame Antoinette Durocher, wife of the said Conrad Clouette, merchant, of the city and district of Montreal, has instituted an action, for separation as to property, against her husband.

Montreal, July 29, 1946.

MEUNIER & HÉBERT.
15241 Attorneys for plaintiff.

Avis divers

Avis est donné au public conformément à l'article 35 de la Loi du régime des eaux courantes, que Brown Corporation, de la Cité de Québec, dans le comté de Québec, se propose de faire les travaux de construction d'une écluse de flottage

Miscellaneous Notices

Public notice is hereby given, in accordance with section 35 of the Water-Course Act, that Brown Corporation of the City of Quebec, in the County of Quebec intends to execute the following work — Driving Dam on Wabano River

sur la rivière Wabano, Branche Ouest, Canton Berlinguet, Comté de Roberval.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin accompagnée des plans et devis indiquant la nature de l'ouvrage, et les terrains qui seront affectés par ces travaux, a été transmise au ministre des terres et forêts, et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au bureau de la division d'enregistrement de Lac St. Jean Ouest à Roberval.

BROWN CORPORATION,
15242-o J. A. COTÉ.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une fédération de syndicats professionnels, sous le nom de "La Fédération de l'U.C.C. de Québec Sud", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 29 juillet 1946.

Le siège social de la fédération précitée est situé à Beauceville, comté de Beauce.

Le Sous-secrétaire de la Province,
15243-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est, par les présentes, donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Les Loisirs", en date du 6 juin 1946, dont le siège social est situé à Sainte-Anne-de-la-Pocatière, comté de Kamouraska, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 12 juillet 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
15244-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Biencourt", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 17 juin 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Biencourt, comté de Rimouski.

Le Sous-secrétaire de la Province,
15245-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Rollet", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 12 juillet 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Rollet, comté de Rouyn-Noranda.

Le Sous-secrétaire de la Province,
15246-o JEAN BRUCHÉSI.

West Branch — in Berlinguet Township, County of Roberval.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications showing the nature of the work and the land which will be affected by such work, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests, and that a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the registry office of the registration division of Lake St. John West at Roberval.

BROWN CORPORATION,
15242-o J. A. COTÉ.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "La Fédération de l'U.C.C. de Québec Sud", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on July 29, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Beauceville, county of Beauce.

JEAN BRUCHÉSI,
15243 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Les Loisirs" under date the sixth day of June, 1946, whereof the head office is at Sainte-Anne-de-la Pocatière, county of Kamouraska, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of July, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,
15244 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Biencourt" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on June 17, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Biencourt, county of Rimouski.

JEAN BRUCHÉSI,
15245 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Rollet", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on July 12, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Rollet, county of Rouyn-Noranda.

JEAN BRUCHÉSI,
15246 Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Roch-de-L'Achigan", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession a été autorisée par le Secrétaire de la province le 23 juillet 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à St-Roch-de-l'Achigan, comté de L'Assomption.

Le Sous-secrétaire de la Province,
15247-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Valentin", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 30 avril 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Valentin, comté de Saint-Jean.

Le Sous-secrétaire de la Province,
15248-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est, par les présentes, donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation de syndicat coopératif "La Productive Coopérative de Production", en date du dix-huitième jour de juillet 1946, dont le siège social est situé à Trois-Rivières, comté des Trois-Rivières et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 25 juillet 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
15255-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St.Marc", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le premier août 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Marc-de-Figuery, comté d'Abitibi Est.

Le Sous-secrétaire de la Province,
15256-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des Syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Côteau-du-Lac", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 18 juillet 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Côteau-du-Lac, comté de Soulanges.

Le Sous-secrétaire de la Province,
15267-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Roch-de-l'Achigan", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on July 23, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at St-Roch-de-l'Achigan, county of l'Assomption.

JEAN BRUCHÉSI,
15247 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Valentin", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on April 30, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint-Valentin, county of Saint-Jean.

JEAN BRUCHÉSI,
15248 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Productive Coopérative de Production", under date the eighteenth day of July, 1946. where of the head office is at Trois-Rivières, county of Trois-Rivières, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-fifth day of July, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,
15255 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Marc" for the study, defence and promotion of the, economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on August 1, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint-Marc-de-Figuery, county of Abitibi-East.

JEAN BRUCHÉSI,
15256 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Côteau-du-Lac", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on July 18, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Côteau-du-Lac, county of Soulanges.

JEAN BRUCHÉSI,
15267 Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Magog", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 10 juillet 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Magog, comté de Stanstead.

Le Sous-secrétaire de la Province,
15268-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Magog", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on July 10, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Magog, county of Stanstead.

JEAN BRUCHÉSI,
15268 Under Secretary of the Province.

WEDICO CORPORATION OF CANADA, LIMITED

Extrait du règlement N° XVII pourvoyant à la distribution de l'actif de la compagnie.

Le règlement N° XVII, passé par les directeurs et confirmé par les actionnaires de la compagnie le 1er jour de décembre 1945, pourvoit, après paiement ou dispositions pour le paiement de toutes dettes ou obligations de la compagnie, que le résidu de l'actif de la compagnie sera distribué en espèces au pro rata entre ses actionnaires

Montréal, 6 août 1946.

WEDICO CORPORATION OF CANADA, LIMITED,
Le Secrétaire,
15272 G. H. HEUER.

WEDICO CORPORATION OF CANADA, LIMITED

Summary of By-Law No. XVII, providing for the distribution of the assets of the Company.

By-Law No. XVII, passed by the directors and confirmed by the shareholders of the Company on the 1st day of December 1945, provides that, after payment or provision for payment of all debts or obligations of the Company, the remaining assets of the Company shall be distributed in kind rateably among its shareholders.

Montreal, August 6th, 1946.

WEDICO CORPORATION OF CANADA, LIMITED,
G. H. HEUER,
15272-o Secretary.

Charte — Abandon de

FREMSHAW INVESTMENTS, LIMITED

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie Fremshaw Investments, Limited s'adressera au Procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce, en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, pour obtenir l'abandon de sa charte et son annulation à compter d'une date qui sera fixée par les dits Procureur général et ministre.

Daté à Montréal, ce 3ième jour d'août 1946.

Le Secrétaire-trésorier,
15266 E.-A. TOBIAS.

REVENUE FOUNDERS CORPORATION

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie Revenue Founders Corporation a l'intention de s'adresser immédiatement au Procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce de la Province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte et aussi obtenir la dissolution de ladite compagnie.

Daté à Montréal, P. Q., ce 7ième jour d'août 1946.

(Sceau) Le Secrétaire,
15286 G. D. ROSS.

Charter — Surrender of

FREMSHAW INVESTMENTS, LIMITED

Notice is hereby given that Fremshaw Investments, Limited will make application to the Attorney-General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce, under the provisions of the Quebec Companies' Act, for acceptance of the surrender of its Charter and the cancellation thereof upon and from a date to be fixed by the said Attorney-General and Minister.

Dated at Montreal this 3rd day of August, 1946.

E.-A. TOBIAS,
15266-o Secretary-Treasurer.

REVENUE FOUNDERS CORPORATION

Notice is hereby given that Revenue Founders Corporation intends forthwith to apply to the Attorney-General and Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce, of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter and for the dissolution of said company.

Dated at Montreal, P. Q., this 7th day of August, 1946.

(Seal) G. D. ROSS,
15286-o Secretary.

Commission du Salaire Minimum

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes que l'or-

Minimun Wage Comission

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Ordinance

donnance d'amendement, dont le texte suit, adoptée par la Commission du salaire minimum le 16 juillet 1946, à l'effet d'amender l'ordonnance numéro 4, 1942, de ladite Commission, a été approuvée par l'arrêté en conseil numéro 2999 du 31 juillet 1946.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

Ordonnance N° 4, 1942

Ordonnance générale

Ordonnance d'amendement

La Commission du salaire minimum, en exécution de la Loi du salaire minimum (S.R.Q., 1941 c. 164),

Ordonne et décrète par la présente ordonnance d'amendement, ce qui suit:

1. *Ordonnance N° 4, 1942, modifiée:* L'ordonnance N° 4, 1942, de la Commission du salaire minimum, étant une ordonnance générale, adopté le 17 février 1942 et amendée le 21 mars 1942, approuvée telle qu'amendée par le lieutenant-gouverneur en conseil le 2 avril 1942 par arrêté portant le numéro 805, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* le 11 avril 1942, et postérieurement modifiée, est de nouveau modifiée comme suit:

A) L'article 3 de la dite ordonnance est modifié en remplaçant les quatre derniers paragraphes par les suivants:

"*Exception:* Les taux de salaire minimum fixés par les articles 8 à 27 et 29 à 50 ni les articles 52 à 68 et 75 à 78 ne s'appliquent aux salariés qui travaillent dans un territoire en dehors de la juridiction d'une corporation municipale locale, pour le temps où s'y fait leur travail.

Population: Le chiffre de la population d'une municipalité sera celui indiqué dans le volume des statistiques municipales publié par le ministère des affaires municipales de la province de Québec et, pour chaque année de calendrier, dans l'édition de ces statistiques qui, au premier janvier de telle année, sera la dernière alors publiée."

B) Les articles 8, 9, 10 et 11 de la dite ordonnance sont remplacés par les suivants, savoir:

"8. *Classes et pourcentage:* Les salariés de cette catégorie I, à l'exclusion des apprentis et des surnuméraires, doivent être répartis comme suit:

Classe A: 75%
Classe B: 25%

La classification par pourcentage se fait suivant les règles des articles 63 et suivants.

9. *Taux de salaire à l'heure:*

	Zone I	*Zone II*	*Zone III*	*Zone IV*
Classe A	35c	32c	28c	25c
Classe B	30c	28c	24c	20c

10. *Apprentis ou inexpérimentés:* Soit les salariés ayant moins de six mois d'expérience (a. 75 et s.):

Zone I	*Zone II*	*Zone III*	*Zone IV*
27c	25c	21c	18c

11. *Surnuméraires: a*) salariés travaillant pas plus de deux jours en une semaine dans des établissements industriels ou commerciaux:

	Zone I	*Zone II*	*Zone III*	*Zone IV*
taux à l'heure	30c	28c	24c	20c

b) salariés, en sus du personnel régulier, travaillant au moins trente heures en une semaine du 1er novembre au 31 décembre dans des établissements commerciaux:

of amendment, the text of which follows, passed by the Minimum Wage Commission on July 16th, 1946, to amend Ordinance No. 4, 1942 of the said Commission on July, 1946, to amend in Council No. 2999 of July 31st, 1946.

MINIMUM WAGE COMMISSION

Ordinance No. 4, 1942

General Ordinance

Ordinance of amendment

The Minimum Wage Commission, under the Minimum Wage Act (R.S.Q., 1941, c. 164),

Orders and decrees by the present Ordinance of amendment, the following:

1. *Ordinance No. 4, 1942, amended:* Ordinance No. 4, 1942, of the Minimum Wage Commission, being a general ordinance, passed on the 17th of February 1942 and amended on the 21st of March 1942, approved as amended by the Lieutenant Governor in Council on the 2nd of April 1942 by Order in Council No. 805, published in the *Quebec Official Gazette* on the 11th of April 1942, and subsequently amended, is again amended as follows:

A) Section 3 of the said Ordinance is amended by replacing the four last subsections by the following:

"*Exception:* The minimum wage rates fixed by sections 8 to 27 and 29 to 50 and the provisions of sections 52 to 68 and 75 to 78 do not apply to employees working in a territory outside the jurisdiction of a local municipal corporation, during the time their work is done in said territory.

Population: The population of a municipality shall be that which is shown in the book of municipal statistics published by the Department of Municipal Affairs of the Province of Quebec and, for each callendar year, that which is shown in the issue of such book of statistics which, as at the first of January of any given year, shall be the latest edition."

B) Sections 8, 9, 10 and 11 of the said Ordinance are replaced by the following, to wit:

"8. *Classes and class percentage:* The employees of the present category I, excepting apprentices and temporary employees, shall be classed as follows:

Class A: 75%
Class B: 25%

Classification by percentage is made according to the provisions of sections 63 et seq.

9. *Hourly wage rates:*

	Zone I	*Zone II*	*Zone III*	*Zone IV*
Class A:	35c	32c	28c	25c
Class B:	30c	28c	24c	20c

10. *Apprentices or inexperienced employees:* Employees having less than six months' experience (sections 75 et seq.):

Zone I	*Zone II*	*Zone III*	*Zone IV*
27c	25c	21c	18c

11. *Temporary employees: a*) employees working not more than two days in one week in industrial or commercial establishments:

	Zone I	*Zone II*	*Zone III*	*Zone IV*
Hourly wage rates:	30c	28c	24c	20c

b) employees, in addition to the regular staff, working at least thirty hours in one week from November 1st to December 31st in commercial establishments:

	Zone I	Zone II	Zone III	Zone IV
taux à l'heure	30c	28c	24c	20c

Le présent article ne s'applique pas aux messagers ni aux autres salariés dont les taux de salaire sont fixés par les dispositions d'une autre catégorie que la présente".

C) L'article 12 de la dite ordonnance est modifié en retranchant au paragraphe a, les mots "sauf quant aux messagers de banque engagés à l'année à un minimum d'au moins $600".

D) L'article 15 de la dite ordonance est modifié en retranchant à la fin de l'article, les mots suivants; "messagers de banque (voir article 12-a)".

E) L'article 24 de la dite ordonnance est modifié en retranchant les mots: "apprentis (voir a. 75 et suivants): Les taux ci-dessus diminués de 10%".

F) L'article 53 de la dite ordonnance est remplacé par le suivant:

"53. *Définition:* Tout salarié, employé à un travail quelconque, manuel ou non manuel, et dont le salaire ou les heures ou autres conditions de travail ne sont pas autrement déterminés par la présente ou par une autre ordonnance:

	Zone I	Zone II	Zone III	Zone IV
taux à l'heure	30c	28c	24c	20c

Semaine normale:
Zones I et II 54 heures,
Zones III et IV 60 heures."

G) L'article 58 de la dite ordonnance est modifié en remplaçant au dernier paragraphe la lettre C par la lettre B.

H) L'article 63 de la dite ordonnance est modifié en remplaçant le premier paragraphe par le suivant:

"63. *Liste des classes:* Tout employeur professionnel doit dans ses livres, dresser la liste des salariés de son ou de ses établissements qui forment respectivement les classes A (75%) et B (25%) conformément au tableau de pourcentages N° 22 qui fait partie de l'ordonnance."

I) L'article 76 de la dite ordonnance est modifié en en remplaçant le paragraphe c par le suivant:

"c) aux salariés de la catégorie IV (a. 24 à 30)";

2. *Entrée en vigueur:* La présente ordonnance d'amendement entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec.*

Fait et passé en la cité de Montréal, ce seizième jour du mois de juillet mil neuf cent quarante-six.

Le Président, (Signé) F. X. LACOURCIÈRE,
Le Vice-président, " CANDIDE ROCHEFORT,
Les Commissaires, " THOS. AUBRY,
" EUGÈNE DUSSAULT,
" H. C. LEBRUN.

(Sceau)
Copie conforme,
Le Secrétaire général,
J.-E. SIMARD. 15275-o

	Zone I	Zone II	Zone III	Zone IV
Hourly wage rates:	30c	28c	24c	20c

This section does not apply to messengers or other employees whose wage rates are fixed by the provisions of a category other than the present one."

C) Section 12 of the said Ordinance is amended by striking out of subsection a the words: "except for bank messengers hired by the year at a minimum of $600.00 at least".

D) Section 15 of the said Ordinance is amended by striking off, at the end of the said section, the following words:

"Bank messengers: See section 12a."

E) Section 24 of the said Ordinance is amended by striking off the words: "Apprentices (see s. 75 et seq.): Said wage rates, less 10%."

F) Section 53 of the said Ordinance is replaced by the following:

"53. *Definition:* Employees occupied at any work, manual or not, and for whom wage rates, hours or other conditions of work are not specially fixed by any other provision of the present or of another ordinance:

	Zone I	Zone II	Zone III	Zone IV
Hourly wage rates:	30c	28c	24c	20c

Regular workweek:
Zones I and II: 54 hours,
Zones III and IV: 60 hours."

G) Section 58 of the said Ordinance is amended by replacing the letter C by the letter B, in the last subsection thereof.

H) Section 63 of the said Ordinance is amended by replacing the first subsection thereof by the following:

"63. *Class record:* A professional employer must in his registration system, draw up the list of the employees of his establishment or establishments who are respectively in classes A (75%) and B (25%), said classification to be according to table of class percentages No. 22 which forms part of the present Ordinance."

I) Section 76 of the said Ordinance is amended by replacing subsection "c" thereof by the following:

"c) employees of category IV (sections 24 to 30)."

2. *Coming into force:* The present Ordinance of amendment shall come into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette.*

Passed and signed in the city of Montreal, this sixteenth day of the month of July, in the year one thousand nine hundred and forty-six.

(Signed) F.-X. LACOURSIÈRE, President,
" CANDIDE ROCHEFORT, Vice-President,
" THOS. AUBRY,
" EUGÈNE DUSSAULT,
" H.-C. LEBRUN, Members.

(Seal)
True copy.
J.-E. SIMARD,
General Secretary. 15275-o

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

Tableau officiel de pourcentage N° 22

Pour le groupement des salariés en classes A (75%) et B (25%).

1. *Un seul salarié:*
les premiers six mois d'emploi dans la classe B, ensuite dans la classe A;
2. *Deux salariés:*
un dans la classe A, l'autre dans la classe B;
3. *Trois salariés:*
deux dans la classe A et un dans la classe B;

MINIMUM WAGE COMMISSION

Official table of percentages No. 22

For the grouping of employees into classes A (75%) and B (25%).

1. *One employee only:*
the first six months of employment in class B, afterwards in class A;
2. *Two employees:*
one in class A, the other in class B;
3. *Three employees:*
two in class A, the third one in class B;

4. Quatre salariés et plus: Total des salariés	Classe A	Classe B	4. Four employees and more: Total of employees	Class A	Class B
4	3	1	4	3	1
5	4	1	5	4	1
6	4	2	6	4	2
7	5	2	7	5	2
8	6	2	8	6	2
9	7	2	9	7	2
10	7	3	10	7	3
11	8	3	11	8	3
12	9	3	12	9	3
13	10	3	13	10	3
14	10	4	14	10	4
15	11	4	15	11	4
16	12	4	16	12	4
17	13	4	17	13	4
18	13	5	18	13	5
19	14	5	19	14	5
20	15	5	20	15	5
21	16	5	21	16	5
22	16	6	22	16	6
23	17	6	23	17	6
24	18	5	24	18	6
25	19	6	25	19	6
26	19	7	26	19	7
27	20	7	27	20	7
28	21	7	28	21	7
29	22	7	29	22	7
30	22	8	30	22	8
31	23	8	31	23	8
32	24	8	32	24	8
33	25	8	33	25	8
34	25	9	34	25	9
35	26	9	35	26	9
36	27	9	36	27	9
37	28	9	37	28	9
38	28	10	38	28	10
39	29	10	39	29	10
40	30	10	40	30	10
41	31	10	41	31	10
42	31	11	42	31	11
43	32	11	43	32	11
44	33	11	44	33	11
45	34	11	45	34	11
46	34	12	46	34	12
47	35	12	47	35	12
48	36	12	48	36	12
49	37	12	49	37	12
50	37	13	50	37	13
51	38	13	51	38	13
52	39	13	52	39	13
53	40	13	53	40	13
54	40	14	54	40	14
55	41	14	55	41	14
56	42	14	56	42	14
57	43	14	57	43	14
58	43	15	58	43	15
59	44	15	59	44	15
60	45	15	60	45	15
61	46	15	61	46	15
62	46	16	62	46	16
53	47	16	63	47	16
64	48	16	64	48	16
65	49	16	65	49	16
66	49	17	66	49	17
67	50	17	67	50	17
68	51	17	68	51	17
69	52	17	69	52	17
70	52	18	70	52	18
71	53	18	71	53	18
72	54	18	72	54	18

Total des salariés	*Classe A*	*Classe B*	*Total of employees*	*Class A*	*Class B*
73	55	18	73	55	18
74	55	19	74	55	19
75	56	19	75	56	19
76	57	19	76	57	19
77	58	19	77	58	19
78	59	20	78	58	20
79	59	20	79	59	20
80	60	20	80	60	20
81	61	20	81	61	20
82	61	21	82	61	21
83	62	21	83	62	21
84	63	21	84	63	21
85	64	21	85	64	21
86	64	22	86	64	22
87	65	22	87	65	22
88	66	22	88	66	22
89	67	22	89	67	22
90	67	23	90	67	23
91	68	23	91	68	23
92	69	23	92	69	23
93	70	23	93	70	23
94	70	24	94	70	24
95	71	24	95	71	24
96	72	24	96	72	24
97	73	24	97	73	24
98	73	25	98	73	25
99	74	25	99	74	25
100	75	25	100	75	25
101	76	25	101	76	25
102	76	26	102	76	26
103	77	26	103	77	26
104	78	26	104	78	26

5. Le classement pour un total supérieur à 104 s'obtient en additionnant:
a) le classement donné par le présent tableau pour le chiffre 100 ou, s'il s'agit de multiples de 100, autant de fois le classement de 100 que le total à classifier comporte de centaines;

b) le classement donné par le présent tableau pour le chiffre total à classifier qui est inférieur à la centaine; cependant, si ce résidu est inférieur à 5, il faut prendre le classement donné pour 104, 103, 102 ou 101, suivant le cas.

6. Toute répartition en classes de salariés d'un employeur peut être faite conformément au présent tableau; mais aucune répartition ne peut comprendre dans la classe B, plus de salariés que le chiffre mentionné sur le présent tableau pour cette classe et pour le total à répartir.

Québec, ce vingt-quatrième jour de juillet mil neuf cent quarante-et-un.

LA COMMISSION DE SALAIRE MINIMUM.
Copie conforme,
(Sceau)
Le Secrétaire général,
15275-o J. E. SIMARD.

5. The classification for a total superior to 104 is obtained by adding:
a) the classification given in the present table for the figure 100 or, in case of multiples of 100, as many times the classification of 100 as there are hundreds in the total to be classified;
b) the classification given in the present table for the figure of the total to be classified which is lower than the hundred, however, if the remainder is lower than 5, the classification given for 104, 103, 102 or 101, must be taken, as the case may be.

6. Any distribution of employees of an employer into classes may be made according to the present table; but no distribution shall include in class B, more employees than the number mentioned in the present table for such class and the total to be divided.

Quebec, this twenty fourth day of July one thousand nine hundred and forty-one.

MINIMUM WAGE COMMISSION,
True copy.
(Seal)
J. E. SIMARD,
15275-o General Secretary.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

Ordonnance N° 4, 1942
ordonnance générale

Liste des Municipalités des zones I, II, III et IV.

Période: du 10 août 1946
au 31 décembre 1946

MINIMUM WAGE COMMISSION

Ordinance No. 4, 1942
General Ordinance

List of municipalities forming part of zones I, II, III and IV.

Period: from the 10th of August 1946 up to the 31th December 1946.

ZONE I

A) Sur l'île de Montréal
(On the Island of Montreal):

	Cités (Cities),	Lachine, Montréal, Outremont, Verdun, Westmount;
	Villes (Towns),	Baie d'Urfé, Beaconsfield, Dorval, Hampstead, Lasalle, Montréal-Est (Montreal-East), Montréal-Nord (Montreal-North), Montréal-Ouest (Montreal-West), Mont-Royal (Mount-Royal), Pointe-aux-Trembles, Pointe-Claire, Roxboro, Ste-Anne-de-Bellevue, St-Laurent, St-Léonard-de-Port-Maurice, St-Michel, St-Pierre;
	Villages,	Côte St-Luc, Ste-Geneviève-de-Pierrefonds, Saraguay, Senneville;
	Paroisses (Parishes),	La Présentation-de-la-Ste-Vierge, Ste-Anne-du-Bout-de-l'Ile, Ste-Geneviève, St-Jean-de-Dieu, St-Laurent, St-Léonard-de-Port-Maurice;
	Municipalités (Municipalités),	Dollard-des-Ormaux, Pointe-Claire, Rivière-des-Pariries.
B) En dehors de l'Ile de Montréal (Outside the Island of Montreal):		
	Cités (Cities),	Longueuil, St-Lambert;
	Villes (Towns),	Laprairie, Laval-des-Rapides.

ZONE II

	Cités (Cities),	Cap-de-la-Madeleine, Chicoutimi, Drummondville, Granby, Hull, Joliette, Lévis, Québec, Salaberry-de-Valleyfield, Shawinigan-Falls, Sherbrooke, Sorel, St-Hyacinthe, St-Jean, Thetford-Mines, Trois-Rivières;
	Villes (Towns),	Iberville, Jonquière, Kénogami, Québec-Ouest (Quebec-West), Rouyn, St-Jérôme.

ZONE III

Districts électoraux (Electoral Districts)		
Abitibi-Est (Abitibi-East):	Villes (Towns),	Amos, Malartic, Val d'Or.
Abitibi-Ouest (Abitibi-West):		Aucune (None).
Argenteuil:	Ville (Town),	Lachute;
	Village,	Brownsburg;
	Canton (Township),	Chatham.
Arthabaska:	Ville (Town),	Victoriaville.
Bagot:	Ville (Town),	Action Vale.
Beauce:	Paroisse (Parish),	St-Martin;
	Municipalité (Municipality),	Aubert-Gallion;
	Canton (Township),	Shenley.
Beauharnois:	Ville (Town),	Beauharnois.
Bellechasse:	Paroisses (Parishes),	St-Cagétan-d'Armagh, St-Damien-de-Buckland.
Berthier:	Ville (Town),	Berthier;
	Paroisse (Parish),	St-Barthélémy-de-Dusablé.
Bonaventure:	Paroisse (Parishes),	St-Bonaventure-de-Hamilton, St-Jean-l'Évangeliste;
	Municipalité (Municipality),	Paspébiac;
	Cantons (Townships),	Maria, New-Richmond.
Brôme:		Aucune (None).
Chambly:	Paroisses (Parishes),	St-Antoine-de-Longueuil, St-Hubert.
Champlain:	Paroisse (Parish),	St-Narcisse.
Charlevoix:	Villages,	Baie St-Paul, La Malbaie.
Châteauguay:		Aucune (None).
Chicoutimi:	Cité (City),	Arvida;
	Ville (Towns),	Bagorville, Port-Alfred;
	Village,	St-Alexis-de-la-Grande-Baie;
	Paroisses (Parishes),	St-Dominique-de-Jonquière, St-Hozoré;
	Canton (Township),	Chicoutimi.
Compton:	Ville (Town),	East-Angus.
Deux-Montagnes:	Village,	St-Eustache-sur-le-Lac;
	Municipalité (Municipality)	St-Eustache.
Dorchester:	Paroisse (Parish),	Ste-Germaine-du-Lac-Etchemin;
	Municipalités (Municipalities),	St-Prosper, St-Zacharie.

Drummond:	Ville (Town),	St-Joseph-de-Grantham;
	Municipalités (Municipalities),	St-Jean-Baptiste, St-Siméon-de-Drummond.
Frontenac:	Ville (Town),	Mégantic;
	Paroisse (Parish),	St-Gédéon.
Gaspé-Nord (Gaspe-North):	Municipalité (Municiplity),	Ste-Anne-des-Monts.
Gaspé-Sud (Gaspe-South):	Municipalités (Municipalities),	Newport, Rivière-au-Renard.
Gatineau:	Ville (Town),	Aylmer;
	Village,	Maniwaki.
Hull:	Village,	Pointe-à-Gatineau.
Huntingdon:	Ville (Town),	Huntingdon.
Iberville:		Aucune (None).
Iles-de-Madeleine:	Municipalités (Municipalities),	Hâvre-Aubert, L'Étang-du-Nord.
Joliette:		Aucune (None).
Kamouraska:	Paroisse (Parish),	St-Alexandre;
	Municipalité (Municipality),	Ste-Anne-de-la-Pocatière.
Labelle:	Village,	Mont-Laurier.
Lac St-Jean:	Ville (Town),	St-Joseph d'Alma.
L'Assomption:	Ville (Town),	L'Assomption;
	Paroisse (Parish),	St-Henri-de-Mascouche.
Laval:	Municipalité (Municipality),	St-Vincent-de-Paul.
Laviolette:	Cité (City),	Grand'Mère;
	Villes (Towns),	La Tuque, St-Tite;
	Village,	St-Thècle.
Lévis:	Ville (Town),	Lauzon;
	Village,	Charny;
	Paroisse (Parish),	St-Romuald-d'Etchemin.
L'Islet:	Paroisses (Parishes),	St-Jean-Port-Joli, St-Pamphile, Ste-Perpétue;
	Municipalité (Municipality),	L'Islet.
Lotbinière:	Paroisse (Parish),	St-Édouard-de-Lotbinière.
Maskinongé:	Ville (Town),	Louiseville.
Matane:	Villes (Towns),	Matane, Mont-Joli;
	Village,	Price.
Matapédia:		Aucune (None).
Mégantic:	Ville (Town),	Black-Lake;
	Village,	Plessisville.
Missisquoi:	Villes (Towns),	Cowansville, Farnham;
	Canton (Township),	Dunham.
Montcalm:		Aucune (None).
Montmagny:	Ville (Town),	Montmagny;
	Municipalités (Municipalities),	Cap-St-Ignace, St-Thomas-de-la-Pointe-à-la-Caille.
Montmorency:	Paroisse (Parish),	Château-Richer.
Napierville-Laprairie:		Aucune (None).
Nicolet:	Ville (Town),	Nicolet.
Papineau:	Ville (Town),	Buckingham;
	Village,	Gatineau.
Pontiac:	Municipalité (Municipality),	Clarendon.
Portneuf:	Ville (Town),	Donnacona;
	Village,	St-Raymond;
	Paroisse (Parish),	St-Basile;
	Municipalité (Municipality),	St-Raymond.
Québec, comté de Quebec County):	Villes (Towns),	Beauport, Courville;
	Villages,	Charlesbourg, Giffard, Loretteville, Montmorency;
	Paroisses (Parishes),	L'Ancienne-Lorette, Ste-Foy.
Québec-Ouest (Quebec-West):	Paroisse (Parish),	St-Colomb-de-Sillery.
Richelieu:	Ville (Town),	St-Joseph-de-Sorel.
Richmond:	Villes (Towns),	Asbestos, Richmond, Windsor.
Rimouski:	Ville (Town),	Rimouski;
	Paroisses (Parishes),	St-Fabien, St-Gabriel.
Rivière-du-Loup:	Cité (City),	Rivière-du-Loup;
	Ville (Town),	Trois-Pistoles;
	Paroisse (Parish),	St-Hubert;
	Municipalité (Municipality),	L'Ile-Verte;
	Canton (Township),	Bégon.

Roberval:	Villes (Towns), Municipalité (Municipality), Canton (Township),	Dolbeau, Roberval; St-Félicien; Normandin.
Rouyn-Noranda:	Ville (Town),	Noranda.
Rouville:	Ville (Town),	Marieville.
Saguenay:	Ville (Town), Cantons (Townships),	Baie-Comeau; Les Sept-Dantons-Unis-du-Saguenay (The Seven United Saguenay Townships).
Shefford:	Ville (Town),	Waterloo.
Sherbrooke:	Ville (Town),	Lennoxville.
Stanstead:	Villes (Towns), Municipalité (Municiaplity),	Coaticook, Magog; Barnston.
St-Hyacinthe:		Aucune (None).
St-Jean:		Aucune (None).
St-Maurice:	Village,	Almaville.
St-Sauveur:		Aucune (None).
Témiscamingue:	Ville (Town),	Témiscamingue.
Témiscouata:	Paroisse (Parishes),	Notre-Dame-du-Lac, Ste-Rose-du-Dégelé.
Terrebonne:	Villes (towns),	Ste-Agathe-des-Monts, Ste-Thérèse, Terbonne;
	Paroisse (Parish), Municipalité (Municipality),	Ste-Thérèse-de-Blainville; St-Jérôme-de-Rivière-du-Nord.
Trois-Rivières:		Aucune (None).
Vaudreuil-Soulanges:		Aucune (None).
Verchères:	Ville (Town),	Belœil.
Wolfe:		Aucune (None).
Yamaska:		Aucune (None).

ZONE IV

Toutes les autres municipalités
(All other municipalities).

Québec, ce 5 août 1946.
Quebec, this 5th of August 1946.

La Commission du salaire minimum
Minimum Wage Commission.

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que l'ordonnance d'amendement, dont le texte suit, adoptée par la Commission du salaire minimum le 29 juillet 1946, à l'effet d'amender l'ordonnance générale numéro 4, 1942, de ladite Commission, a été approuvée par l'arrêté en conseil numéro 3082 du 7 août 1946.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

Ordonnance N° 4, 1942

Ordonnance générale

Ordonnance d'amendement

La Commission du salaire minimum, en exécution de la Loi du salaire minimum (S.R.Q., 1941, c. 164),

Ordonne et décrète par la présente ordonnance d'amendement, ce qui suit, savoir:

1° *Ordonnance N° 4, 1942, modifiée:* L'ordonnance N° 4, 1942, de la Commission du salaire minimum, étant une ordonnance générale, adoptée le 17 février 1942 et amendée le 21 mars 1942, approuvée telle qu'amendée par le Lieutenant-gouverneur en conseil le 2 avril 1942 par arrêté portant le numéro 805, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* le 11 avril 1942, et postérieurement modifiée, est de nouveau modifiée comme suit:

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the ordinance of amendment, the text of which follows, passed by the Minimum Wage Commission on July 29th, 1946, to amend the general Ordinance No. 4, 1942, of the said Commission, has been approved by Order in Council number 3082 of August 7th, 1946.

MINIMUM WAGES COMMISSION

Ordinance No. 4, 1942

General Ordinance

Ordinance of amendment

The Minimum Wage Commission, under the Minimum Wage Act (R.S.Q., 1941, c. 164),

Orders and decrees by the present Ordinance of amendment, the following, to wit:

1. *Ordinance No. 4, 1942, amended:* Ordinance No. 4, 1942 of the Minimum Wage Commission, being a general ordinance, adopted on the 17th of February 1942 and amended on the 21st of March 1942, approved as amended by the Lieutenant-Governor in council on the 2nd of April 1942 by order in council number 805, published in the *Quebec Official Gazette* on the 11th of April 1942, and subsequently amended, is again amended as follows:

a) L'article 2 de la dite ordonnance est modifié en en retranchant le paragraphe "*g*";

b) Le paragraphe "*b*" de l'article 6 de ladite ordonnance, déjà modifié par ordonnance d'amendement du 12 décembre 1942, est de nouveau modifié en en retranchant à la fin de ce paragraphe phe, les mots: "les corporations municipales et scolaires, les fabriques paroissiales et toute autre corporation publique";

c) Le paragraphe "*d*" de l'article 12 de ladite ordonnance est modifié en en retranchant les mots: "les corporations publiques, excepté pour ceux de leurs salariés autrement régis";

d) Le sous-titre précédant immédiatement l'article 34 de ladite ordonnance est modifié en en retranchant le mot "certains";

e) Ladite ordonnance est modifiée en ajoutant après l'article 39, l'article suivant:

"39-A. *Autres salariés des corporations municipales, des corporations scolaires ou d'autres corporations publiques:* Les salariés des corporations municipales, des corporations scolaires ou d'autres corporations publiques, dont les taux de salaire ne sont pas fixés par une autre disposition de la présente ordonnance, ont droit aux taux de salaire prévus à l'article 53, tel qu'introduit par ordonnance d'amendement du 16 juillet 1946.

La semaine normale de travail, desdits salariés est de 54 heures, à l'exception de ceux pour lesquels la présente ordonnance établit une autre semaine normale de travail."

Entrée en vigueur: La présente ordonnance d'amendement entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Fait et passé en la cité de Québec, ce vingt-neuvième jour du mois de juillet mil neuf cent quarante-six.

Le Président, (Signé) F.-X. LACOURSIÈRE,
Le Vice-président, " CANDIDE ROCHEFORT,
Les Commissaires, " THOS. AUBRY,
" EUGÈNE DUSSAULT,
" H.-C. LEBRUN.

(Sceau)
Copie conforme,
Le Secrétaire-général,
J.-E. SIMARD. 15280-o

a) Section 2 of the said Ordinance is amended by striking off subsection "*g*";

b) Subsection "*b*" of section 6 of the said Ordinance, previously amended by an ordinance of amendment of the 12th of December 1942, is again amended by striking out, at the end of the above mentioned subsection, the words: "municipal and school corporations, parish fabriques and any other public corporation";

c) Subsection "*d*" of section 12 of the said Ordinance is amended by striking off the words: "public corporations excepting their employees governed by another section determining a different regular workweek";

d) The sub-title immediately preceding section 34 of the said Ordinance is amended by striking off the word: "certain";

e) The said Ordinance is amended by adding, after section 39, the following section:

"39-A. *Other employees of municipal corporations, school corporations or of any other public corporations:* Employees of municipal corporations, school corporations or of other public corporations, whose wage rates are not fixed by another provision of the present Ordinance, are entitled to the wage rates prescribed by section 53, as introduced by an ordinance of amendment of July 16, 1946.

The regular workweek of the said employees consists of 54 hours, excepting those for whom another regular workweek is established by the present Ordinance."

2. *Coming into force:* The present Ordinance of amendment shall come into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Passed and signed in the city of Quebec, this twenty-nineth day of July in the year one thousand nine hundred and forty-six.

(Signed) F.-X. LACOURSIÈRE, President,
" CANDIDE ROCHEFORT, Vice-President,
" THOS. AUBRY,
" EUGÈNE DUSSAULT,
" H.-C. LEBRUN, Members.

(Seal)
True copy.
J.-E. SIMARD,
General Secretary. 15280-o

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que l'ordonnance d'amendement, dont le texte suit, adopté par la Commission du salaire minimum le 30 juillet 1946, à l'effet d'amender l'ordonnance générale numéro 4, 1942, de ladite Commission, a été approuvée par l'arrêté en conseil numéro 3083 du 7 août 1946.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

Ordonnance N° 4, 1942

Ordonnance générale
Ordonnance d'amendement

La Commission du salaire minimum, en exécution de la Loi du salaire minimum (S.R.Q., 1941, c. 164),

Ordonne et décrète par la présente ordonnance d'amendement, ce qui suit, savoir:

1. *Ordonnance N° 4, 1942, modifiée:* L'ordonnance N° 4, 1942, de la Commission du salaire minimum, étant une ordonnance générale, adoptée le 17 février 1942 et amendée le 21 mars 1942, approuvée telle qu'amendée par le lieutenant-

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the ordinance of amendment, the text of which follows, passed by the Minimum Wage Commission on July 30th, 1946, to amend the general Ordinance No. 4, 1942, of the said Commission, has been approved by Order in Council number 3083 of August 7th, 1946.

MINIMUM WAGE COMMISSION

Ordinance No. 4, 1942

General Ordinance

Ordinance of amendment

The Minimum Wage Commission, under the Minimum Wage Act (R.S.Q., 1941, c. 164),

Orders and decrees by the present Ordinance of amendment, the following, to wit:

1. *Ordinance No. 4, 1942, amended:* Ordinance No. 4, 1942, of the Minimum Wage Commission, being a general ordinance, adopted on the 17th of February 1942 and amended on the 21st of March 1942, approved as amended by the Lieu-

gouverneur en conseil le 2 avril 1942 par arrêté portant le numéro 805, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* le 11 avril 1942, et postérieurement modifiée, est de nouveau modifiée comme suit:

a) L'article 14 de ladite ordonnance est remplacé par le suivant, savoir:

"14. Taux de salaire:

Classe A: salariés d'au moins deux ans d'expérience;

Classe B: salariés de moins de deux ans d'expérience:

	Zones			
	I	*II*	*III*	*IV*
Taux à l'heure				
Classe A	35c	32c	28c	25c
Classe B				
a) de moins de six mois d'expérience:	20c	18c	15c	15c
b) de six mois, mais de moins de douze mois d'expérience:	25c	23c	18c	18c
c) d'un an, mais de moins de deux ans d'expérience:	30c	28c	24c	20c

Expérience désigne la période durant laquelle un salarié a travaillé comme employé de bureau, soit chez son employeur, soit chez tout autre."

b) L'article 17 de ladite ordonnance est modifié en y remplaçant les taux prévus pour le groupe "*b*" par les suivants:

	Zones			
	I	*II*	*III*	*IV*
Taux à l'heure	35c	32c	28c	25c"

c) L'article 17 de ladite ordonnance est modifié en y remplaçant les taux prévus pour le groupe C, par les suivants:

	"*Zones*			
	I	*II*	*III*	*IV*
Taux à l'heure	40c	37c	33c	30c

d) L'article 17 de ladite ordonnance est modifié en y remplaçant les taux prévus pour le groupe D, par les suivants:

	"*Zones*			
	I	*II*	*III*	*IV*
Taux à l'heure	30c	28c	24c	20c

e) L'article 20 de ladite ordonnance est modifié en y remplaçant les taux de salaire y prévus, par les suivants:

"Taux de salaire à l'heure: Toutes zones 15c"

f) L'article 20 de ladite ordonnance est modifié en y remplaçant à la fin du second paragraphe les mots: "deux cents (2c)" par les mots: "cinq cents (5c)".

g) L'article 22 de ladite ordonnance est modifié en y remplaçant les taux de salaire y prévus, par les suivants:

	"*Zones*			
	I	*II*	*III*	*IV*
Taux de salaire à l'heure:	40c	37c	33c	30c"

h) L'article 31 de ladite ordonnance est modifié en y remplaçant les taux de salaire y prévus, par les suivants:

	"*Zones*			
	I	*II*	*III*	*IV*
Taux de salaire à l'heure:	30c	28c	24c	20c

i) L'article 37 de ladite ordonnance est modifié en y remplaçant au paragraphe "*a*" le chiffre "$300" par le chiffre "$600".

j) L'article 37 de ladite ordonnance est modifié en y remplacant au paragraphe "*b*" les taux de salaire y prévus, par les suivants:

tenant-Governor in council on the 2nd of April 1942 by order in council number 805, published in the *Quebec Official Gazette* on the 11th of April 1942, and subsequently amended, is again amended as follows:

a) Section 14 of the said Ordinance is replaced by the following, to wit:

"14. Wage rates:

Class A: employees of at least two years' experience;

Class B: employees of less than two years' experience:

	Zones			
	I	II	III	IV
Hourly wage rates:				
Class A.	35c	32c	28c	25c
Class B:				
a) of less than six months' experience	20c	18c	15c	15c
b) of six, but of less than twelve months' experience	25c	23c	18c	18c
c) if one, but of less than two years' experience.	30c	28c	24c	20c

Experience means the period during which an employee has worked whether for his employer or for any other one, as office employee."

b) Section 17 of the said Ordinance is amended by replacing the wage rates provided for group B, by the following:

	Zones			
Hourly wage rates.	35c	32c	28c	25c"

c) Section 17 of the said Ordinance is amended by replacing the wage rates provided for group C, by the following:

	"*Zone*			
	I	II	III	IV
Hourly wage rates.	40c	37c	33c	30c"

d) Section 17 of the said Ordinance is amended by replacing the wage rates provided for group D, by the following:

	"*Zones*			
	I	II	III	IV
Hourly wage rates.	30c	28c	24c	20c"

e) Section 20 of the said Ordinance is amended by replacing the wage rates provided therein, by the following:

"Hourly wage rate: Any zone 15c"

f) Section 20 of the said Ordinance is amended by replacing at the end of the second sub-section, the words: "two cents (2c)" by the following: "five cents (5c)".

g) Section 22 of the said Ordinance is amended by replacing the wage rates provide therein, by the following:

	"*Zone*			
	I	II	III	IV
Hourly wage rates.	40c	37c	33c	30c"

h) Section 31 of the said Ordinance is amended by replacing the wage rates provided therein, by the following:

	"*Zones*			
	I	II	III	IV
Hourly wage rates.	30c	28c	24c	20c"

i) Section 37 of the said Ordinance is amended by replacing in sub-section *a*, the wage rate "$300", by the wage rate "$600".

j) Section 37 of the said Ordinance is amended by replacing in sub-section *b*, the wage rates provided therein, by the following:

	"Zones I	II	III	IV
Taux de salaire à l'heure:	30c	28c	24c	20c"

k) L'article 42 de ladite ordonnance est abrogé.

l) L'article 62 de ladite ordonnance est abrogé.

2. *Entrée en vigueur:* Le présente ordonnance d'amendement entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Fait et passé en la cité de Québec, ce trentième jour du mois de juillet mil neuf cent quarante-six.

Le Président, (Signé) F. X. LACOURSIÈRE,
Le Vice-président, " CANDIDE ROCHEFORT.
Les Commissaires, " THOS. AUBRY,
" EUGÈNE DUSSAULT,
" H.-C. LEBRUN.

(Sceau)

Copie conforme,
Le Secrétaire général,
J.-E. SIMARD. 15281-o

	"Zones I	II	III	IV
Hourly wage rates	30c	28c	24c	20c"

k) Section 42 of the said Ordinance is repealed.

l) Section 62 of the said Ordinance is repealed.

2. *Coming into force:* The present Ordinance of amendement shall come into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Passed and signed in the city of Quebec, this thirtieth day of the month of July in the year one thousand nine hundred and forty-six.

(Signed) F.-X. LACOURSIÈRE, President,
" CANDIDE ROCHEFORT, Vice-President,
" THOS. AUBRY,
" EUGÈNE DUSSAULT,
" H.-C. LEBRUN, Members.

(Seal)

True copy.
J.-E. SIMARD,
General Secretary. 15281-o

Compagnie dissoute

"CONSTRUCTION ET PLACEMENT, LIMITÉE"

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Construction et Placement, Limitée", dont le siège social était situé à Québec, district de Québec, a été dissoute le douze juillet 1946, conformément aux dispositions de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social (S.R.Q., 1941, ch. 278) telles qu'amendées par la loi 6 George VI, ch. 62.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 15 juillet 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
15277-o JEAN BRUCHÉSI.

Company Dissolved

"CONSTRUCTION ET PLACEMENT, LIMITÉE"

Notice is hereby given that the company "Construction et Placement, Limitée", whose head office was situate at Quebec, district of Quebec, was dissolved on the twelfth of July, 1946, in conformity with the provisions of the Winding-up Act (R.S.Q., 1941, chap. 278) as amended by the Act 6 George VI, chap. 62.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of July, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,
15277 Under Secretary of the Province.

Département des Affaires municipales

Le soussigné donne avis que tel que demandé par une résolution du conseil de St-Juste-de-Bretenières, comté de Montmagny, en date du 2 juillet 1946, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a autorisé, en date du 2 août 1946 que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de ladite corporation, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se fassent, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en conformité de l'article 131 du Code municipal. (10 George VI, chapitre 55, section 2).

Québec, le 2 août 1946.

Le Ministre des Affaires municipales,
15251-o BONA DUSSAULT.

Department of Municipal Affairs

The undersigned gives notice that, as requested by a resolution of the Council of St-Juste-de-Bretenières, county of Montmagny, on the 2nd day of July, 1946, and pursuant to the provisions of article 130 of the Municipal Code, he has authorized, under date of August 2, 1946, that publications of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the said corporation, save those required in the *Quebec Official Gazette*, be for the future, in the French Language only.

The present notice is published in conformity with article 131 of the Municipal Code (10 George VI, chapter, 55, section 2).

Quebec, August 2, 1946.

BONA DUSSAULT,
15251 Minister of Municipal Affairs.

Département de l'Instruction publique

Je donne avis de l'érection de la commission scolaire centrale protestante pour le comté de Stanstead, par arrêté en conseil N° 3100, en date du 7 août 1946, conformément à la Loi 8 Geo. VI, chapitre 15, division 1, article 6.

Cette commission scolaire sera connue comme étant la commission scolaire centrale protestante du comté de Stanstead. Les commissions scolaires locales comprises dans le territoire seront:

Department of Education

I give notice of the erection of the Protestant Central School Board for the County of Stanstead by Order-in-Council No. 3100, dated August 7th, 1946, in accordance with the Act 8 Geo. VI, Chapter 15, Division 1, Section 6.

This Board shall be known as the Stanstead County Protestant Central School Board. The local boards comprised in the territory shall be:

Les commissaires d'écoles protestantes d'Ayer's Cliff.

Les commissaires d'écoles protestantes de Barnston.

Les commissaires d'écoles protestantes de Beebe Plain.

Les syndics d'écoles protestantes de Coaticook.

Les commissaires d'écoles protestantes de Dixville.

Les commissaires d'écoles protestantes du village Hatley.

Les commissaires d'écoles protestantes de Hatley Ouest.

Les syndics d'écoles protestantes du canton Magog.

Les commissaires d'écoles protestantes de ville Magog.

Les commissaires d'écoles protestantes du village North Hatley.

Les syndics d'écoles protestantes de Ste-Catherine de Hatley.

Les commissaires d'écoles protestantes du canton Stanstead.

Les commissaires d'écoles protestantes du village Stanstead.

Les syndics d'écoles protestantes d'Orford (comté de Sherbrooke).

Les commissions suivantes seront exclues de ce territoire:

Les syndics d'écoles protestantes de Barford.

Les commissaires d'écoles protestantes de Rock Island.

Les membres de la commission centrale seront nommés comme suit:

Un membre sera élu par les délégués des commissaires d'écoles ou syndics des commissions scolaires protestantes des municipalités scolaires de Ayer's Cliff, canton Stanstead, Ste-Catherine de Hatley;

Un membre sera élu par les délégués des commissaires d'écoles ou syndics des commissions scolaires protestantes des municipalités scolaires de Coaticook, Barnston, Dixville;

Un membre sera nommé par une résolution des commissions scolaires protestantes des commissaires ou syndics d'écoles de Magog, canton Magog, Orford (district de Cherry River);

Un membre sera élu par les délégués des commissaires d'écoles ou syndics des commissions scolaires protestantes du village Stanstead et Beebe Plain;

Un membre sera élu par les délégués des commissaires d'écoles des commissions scolaires protestantes de North Hatley, Hatley Ouest, village Hatley.

Québec, 7 août, 1946.

Par le Surintendant,
W. P. PERCIVAL.

15284

The Protestant School Commissioners of Ayer's Cliff.

The Protestant School Commissioners of Barnston.

The Protestant School Commissioners of Beebe Plain.

The Protestant School Trustees of Coaticook.

The Protestant School Commissioners of Dixville.

The Protestant School Commissioners of Hatley Village.

The Protestant School Commissioners of Hatley West.

The Protestant School Trustees of Magog Canton.

The Protestant School Commissioners of Magog Ville.

The Protestant School Commissioners of North Hatley Village.

The Protestant School Trustees of Ste. Catherine de Hatley.

The Protestant School Commissioners of Stanstead Township.

The Protestant School Commissioners of Stanstead Village.

The Protestant School Trustees of Orford (Sherbrooke County).

The following boards will be excluded from this territory:

The Protestant School Trustees of Barford.

The Protestant School Commissioners of Rock Island.

The members of the Central School Board shall be appointed as follows:

One member shall be elected by delegates of the Protestant boards of school commissioners or trustees of the school municipalities of Ayer's Cliff, Stanstead Township, Ste. Catherine de Hatley;

One member shall be elected by delegates of the Protestant boards of school commissionners of trustees of the school municipalities of Coaticook, Barnston, Dixville;

One member shall be appointed by resolution of the Protestant boards of school commissioners or trustees of Magog, Magog Township, Orford (Cherry River District);

One member shall be elected by delegates of the Protestant boards of school commissioners or trustees of Stanstead Village and Beebe Plain;

One member shall be elected by delegates of the Protestant boards of school commissioners of North Hatley, Hatley West, Hatley Village.

Québec, August 7, 1946.

W. P. PERCIVAL,
For Superintendent.

15284-o

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre Officiel de la paroisse de St-Martin
Division d'enregistrement de Laval.

Avis est par la présente donné que le lot N° 154-2 est annulé conformément aux dispositions de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 1er août 1946.

Ministère des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

15283-o

Department of Lands and Forests

NOTICE

Official Cadastre of the Parish of St-Martin,
Registration Division of Laval.

Notice is hereby given that lot N° 154-2 is cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, August 1st, 1946.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

15283-o

AVIS

Cadastre Officiel de la paroisse de Ste-Thérèse de Blainville,
Division d'enregistrement de Terrebonne.

Avis est par la présente donné que les lots 554-1 à 554-7 sont annulés conformément au dispositions de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 1er août 1946.

Ministère des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

15282-o

NOTICE

Official Cadastre of the Parish of Ste-Thérèse de Blainville,
Registration Division of Terrebonne

Notice is hereby given that lots 554-1 to 554-7 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, August 1st, 1946.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

15282-o

Département du Travail

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, et ce, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), qu'une requête lui a été présentée par l'Association des Marchands détaillants de St-Joseph d'Alma, à l'effet d'être acceptée comme partie cocontractante à la convention collective de travail relative aux employés de commerce et de bureau, dans la cité d'Arvida et les villes de Jonquière, Kénogami, St-Joseph d'Alma et un rayon de deux (2) milles de leurs limites, rendue obligatoire par le décret numéro 810, du 10 mars 1945.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous ministre adjoint du Travail,
J. O'CONNELL-MAHER.

Ministère du Travail,
Québec, le 10 août 1946. 15252-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire du commerce de gros de Sherbrooke, établi en exécution du décret numéro 2210, du 8 juin 1945, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté-en-conseil numéro 3601, du 31 juillet 1946, le tout conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant le mode et le taux ci-après:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent réglement dans la *Gazette officielle de Québec* au 16 juin 1947; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au Comité paritaire, une somme équivalente à ½ de 1% des salaires fixes, boni et pourcentage payés à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi dans le décret pour

Department of Labour

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, Chapter 163 and amendments), that a request has been presented to him by "l'Association des Marchands détaillants de St-Joseph d'Alma" to be treated as co-contracting party to the collective labour agreement relating to trade and office employees in the city of Arvida and the Towns of Jonquière, Kénogami, St. Joseph d'Alma and a radius of two (2) miles from their limits, rendered obligatory by the decree number 810, of March 10, 1945.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections against the said request which the interested parties may wish to set forth.

J. O'CONNELL-MAHER,
Associate Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, August 10, 1946. 15252-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Wholesale Trade of Sherbrooke, formed under decree number 2210, of June 8, 1945, has been authorized by a by-law, approved by Order-in-Council number 3001 of July, 31, 1946, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the following method and rate:

1. *Levy*

The period of levy shall extend from the date of publication of the present by-law in the *Quebec Official Gazette* to June 16, 1947, and apply as hereinafter mentioned:

a) The professional employers governed by the decree, shall pay to the Parity Committee, a sum equivalent to ½ of 1% of the regular wages, bonuses and percentages paid to their employees subject to the said decree.

b) All the artisans busject to the decree must also pay to the Parity Committee, a sum equivalent to ½ of 1% of the lowest wages established

le commis le moins rémunéré, soit $23.00 par semaine.

c) Tous les salariés assujettis au décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur salaire fixe, boni et pourcentage.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles ceux-ci doivent indiquer les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit voir à ce que des rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire régulièrement à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine à même la rémunération de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au Comité paritaire et les faire parvenir lui-même au Comité.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le 10 de chaque mois.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit transmettre un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 30 septembre et 31 décembre 1946, 31 mars et 30 juin 1947.

Ci-annexé un état des recettes et des dépenses probables du Comité paritaire du commerce de gros de Sherbrooke, pour la période se terminant le 16 juin 1947.

COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE GROS DE SHERBROOKE

Budget pour la période se terminant le 16 juin 1947.

Recettes:		
Cotisations (½ de 1%):		
Employeurs professionnels	$1,500.00	
Salariés	1,500.00	$3,000.00
Déboursés:		
Salaires: secrétaire-inspecteur	$1,560.00	
Frais de déplacement	135.00	
Loyer du bureau	300.00	
Papeterie	150.00	
Téléphone et timbres	90.00	
Vérification des livres	115.00	
Divers et imprévu	400.00	
Frais légaux	250.00	$3,000.00

Le Sous-ministre adjoint du Travail,
J. O'CONNELL-MAHER.

Ministère du Travail,
Québec, ce 10 août, 1946. 15253-o

in the decree for clerks, namely, $23.00 per week.

c) The employees governed by the decree, shall pay to the Parity Committee, a sum equivalent to ½ of 1% of their regular wages, bonuses and percentages.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall furnish the professional employers with printed return forms indicating the hours of labour, the money collected during the week and the sums sent to the Parity Committee.

The professional employer shall have these forms filled and returned to the Parity Committee regularly every month.

The professional employer shall collect at the end of each week from the wages of every one of his employees, the sums owed by the Parity Committee, and send same himself to the said Committee.

The report of every professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. This committee will have the right to exact sworn reports every time it deems it advisable.

The report, together with levies, shall be sent to the Parity Committee on or before the 10th day of each month.

3. Financial report

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following dates: September 30th and December 31st, 1946. March 31st and June 30th, 1947.

An estimate of the probable receipts and disbursements of the Parity Committee of the Wholesale Trade of Sherbrooke for the period ending June 16, 1947.

PARITY COMMITTEE OF THE WHOLESALE TRADE OF SHERBROOKE

Budget for the period ending June 16, 1947.

Receipts:		
Assessments, ½ of 1%:		
Professional Employers	$1,500.00	
Employees	1,500.00	$3,000.00
Disbursements:		
Salaries of the Secretary and Inspector	$1,560.00	
Travelling expenses	135.00	
Office rent	300.00	
Stationery	150.00	
Telephone and stamps	90.00	
Audition of books	115.00	
Miscellaneous, unforeseen expenses	400.00	
Legal fees	250.00	$3,000.00

J. O'CONNELL-MAHER,
Associate Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, August 10, 1946. 15253-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendments), que les parties contractantes à la convention collective de travail ratifiée par le décret numéro 1823, du 10 juillet 1943, relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région de Valleyfield lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ledit décret. On demande:

1° Que la juridiction territoriale soit amendée de la façon suivante:

"Zone II. La ville de Beauharnois et le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de ses limites."

2° Que l'alinéa intitulé "Dans les salons de coiffure et de beauté (Zone I):" apparaissant au paragraphe "*a*" de l'article III soit remplacé par les suivants:

"*Zone I: Dans les salons de coiffure et de beauté:* Les lundi, mardi, mercredi, et vendredi: de 9.00 a.m. à 10.00 p.m. Le jeudi: de 9.00 a.m. à midi. Le samedi: de 9.00 a.m. à 6.00 p.m.

Du 15 au 31 décembre inclusivement, de même que la veille des jours de fête chômés: de 9.00 a.m. à 10.00 p.m.

Le travail commencé avant l'expiration de la durée des heures de travail peut être terminé, mais ce temps supplémentaire ne doit jamais dépasser une demi-heure."

"Zone II: *Dans les salons de coiffure et de beauté:* Les lundi, mercredi, vendredi et samedi: de 9.00 a.m. à 10. p.m. Le mardi: de 9.00 a.m. à midi. Le jeudi: de 9.00 a.m. à 7.00 p.m.

Du 15 au 31 décembre inclusivement, de même que la veille des jours de fête chômés: de 9.00 a.m. à 10.00 p.m.

Le travail commencé avant l'expiration de la durée des heures de travail peut être terminé, mais ce temps supplémentaire ne doit jamais dépasser une demi-heure."

3° Que l'article VI soit remplacé par le suivant:

"VI. Taux de salaire minima: Les taux de salaire minima sont les suivants:

a. Zones I, II, III et IV: Dans les salons de barbier: Les compagnons barbiers réguliers doivent recevoir $21.00 par semaine, plus 50% des recettes de leur travail au delà de $30.00 par semaine. Les compagnons barbiers surnuméraires doivent recevoir $0.35 pour chaque heure de travail, plus 10% des recettes de leur travail.

b. Zones I, II, III et IV: *Dans les salons de coiffure et de beauté:* Les compagnons coiffeurs ou coiffeuses réguliers doivent recevoir $21.00 par semaine, plus 20% des recettes de leur travail au délà de $30.00 par semaine. Les compagnons coiffeurs ou coiffeuses surnuméraires doivent recevoir $0.35 pour chaque heure de travail, plus 10% des recettes de leur travail."

4° Que le paragraphe "*i*" de l'article VIII soit remplacé par le suivant:

"*i. Salaire minima des apprentis barbiers, coiffeurs ou coiffeuses:*

Le salaire hebdomadaire des apprentis est le suivant:

Premier semestre	$ 4.00
Deuxième semestre	8.00
Troisième semestre	12.00
Quatsième semestre	15.00"

5° Que le paragraphe suivant soit ajouté à l'article VIII:

NOTICE OF MODIFICATION

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the Collective Agreement rendered obligatory by decree number 1823, of July 10, 1943, relating to the barber and male and female hairdresser trades in the district of Valleyfield, have submitted to him a petition to amend the said decree. It is requested:

1° That the territorial jurisdiction be amended as follows:

"Zone II. The town of Beauharnois and a radius of five (5) miles from its limits."

2. That the paragraph entitled "In hairdressing and beauty parlors:", section III, subsection "*a*", be replaced by the following ones:

"In hairdressing and beauty parlors: On Monday, Tuesday, Wednesday and Friday: from 9.00 a.m. to 10.00 p.m. On Thursday: from 9.00 a.m. to 12.00 (noon). On Saturday: from 9.00 a.m. to 6.00 p.m.

From December 15th to December 31st, inclusively, as well as on holiday eves: from 9.00 a.m. to 10.00 p.m.

Work begun before the expiration of the working hours herein determined may be finished, but such overtime shall never exceed one half-hour."

"Zone II: In hairdressing and beauty parlors: On Monday, Wednesday, Friday and Saturday: from 9.00 a.m. to 10.00 p.m. On Tuesday: from 9.00 a.m. to 12.00 (noon). On Thursday: from 9.00 a.m. to 7.00 p.m.

From December 15th to December 31 inclusively, and on holiday eves: from 9.00 a.m. to 10.00 p.m.

Work begun before the expiration of the working hours herein determined may be finished, but such overtime shall never exceed one half-hour."

3. That section VI be replaced by the following:

"VI. Minimum rates of wages: The minimum rates of wages shall be the following:

a. Zones I, II, III and IV: In barber shops: Regular journeymen barbers shall receive $21.00 per week, plus 50% of the receipts of their work in excess of $30.00. Supernumerary journeymen barbers shall receive $0.35 for each working hour, plus 10% of the receipts of their work.

b. Zones I, II, III and IV: In hairdressing and beauty parlors: Regular journeymen hairdressers, male and female, shall receive $21.00 per week, plus 20% of the receipts of their work in excess of $30.00 per week. Supernumerary male and female journeymen hairdressers shall receive $0.35 for each working hour, plus 10% of the receipts of their work."

4. That subsection "*i*" of section VIII be replaced by the following:

"*i.* Minimum wages of apprentices (barbers, hairdressers):

The weekly wages of apprentices shall be the following:

First six months	$ 4.00
Second six months	8.00
Third six months	12.00
Fourth six months	15.00"

5. That the following subsection be added to section VIII:

"1. Avant d'être admis à subir son examen en vue de l'obtention du certificat de qualification, tout candidat doit avoir fait son apprentissage tel que décrit dans l'article VIII du présent décret."

6° Que le paragraphe suivant soit ajouté à l'article IX:

"*Dispositions générales:* Il est interdit à tout compagnon, artisan ou employeur de louer ou sous-louer soit une chaise ou plusieurs chaises ou partie du matériel ou soit un espace composant un salon de barbier, de coiffure ou de beauté, pour l'exécution d'une ou de plusieurs opérations du métier visé assujetties au décret."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre adjoint du Travail,
J. O'CONNELL-MAHER.

Ministère du Travail,
Québec, ce 10 août 1946. 15254-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la Convention Collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), qu'il a l'intention de recommander l'approbation des modifications suivantes au décret numéro 1715, du 23 avril, 1940, et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans le comté de Terrebonne, à la suite d'une décision rendue par le Conseil Régional du Travail pour la Province de Québec en date du 30 juillet 1946:

1° L'article III sera remplacé par le suivant:

"III. *Taux minima de salaires:* Les taux minima de salaires sont les suivants pour chacun des métiers ci-après:

Métiers	*Salaires horaires*
Charpentiers-menuisiers	.85
Mécaniciens	.85
Poseurs de "Weatherstrips"	.85
Couvreurs: amiante, ardoise et tuile	.85
Poseurs de tuiles	.80
Finisseurs de ciment	.85
Manœuvres (aides plâtriers, briqueteurs et maçons)	.65
Journaliers	.60
Peintres	.80
Décorateurs	.85
Tapissiers	.85
Vitriers	.80
Vaporisateurs	.85
Finisseurs de planchers (boutique ou chantiers)	.80
Plâtriers	1.05
Poseurs de lattes métalliques	.85
Poseurs de lattes en bois (tentest, gyproc ou autre)	.85
Electricien: entrepreneurs (services personnels)	1.05
Electricien: compagnons	.90
Maçons (compris tailleurs sur chantiers)	1.05
Briqueteurs	1.05
Finisseurs de planchers (grattés à la machine ou à la main)	.90
Couvreur (composition)	.85
Ouvriers tôliers (boutique ou chantier)	.85
Ferblantiers-couvreurs	.80
Mécaniciens en tuyauterie, plombiers et	

"1. Before being admitted to undergo the examination for the obtainment of the certificate of competency, every candidate shall have served his apprenticeship as described in section VIII of the present decree."

6. That the following subsection be added to section IX:

"*General provisions:* Any journeyman, artisan or employer is prohibited from letting or subletting either one or several chairs or a part of the material or equipment or a space within a barber shop, hairdressing or beauty parlor, for the purpose of performing one or several operations of the trade referred to, if the operations in question are governed by the decree."

During the thirty days following the date of the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections which the interested parties may wish to make against the said petition.

J. O'CONNELL-MAHER,
Associate Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, August 10, 1946. 15254-o

NOTICE OF MODIFICATION

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), thathe iennds to recommend the approval of the following amendmentsto decree number 1715, of the 23rd of April, 1940, and amendments, relating to the building in dustry in the County of Terrebonne, following a decision taken by the Regional War Labour Board for Quebec on July 30th, 1946:

1. Section III shall be replaced by the following:

'III. *Minimum rates of wages:* The minimum rates of wages for each of the under-mentioned trades shall be as follows:

Trades	*Hourly rates*
Carpenters-joiners	.85
Millwrights	.85
Weatherstrippers	.85
Roofers (asbestos, slate and tile)	.85
Tile setters	.80
Cement finishers	.85
Labourers (plasterers, bricklayers and masons' helpers)	.65
Common labourers	.60
Painters	.80
Decorators	.85
Wall-paper hangers	.85
Glaziers	.80
Sprayers	.85
Floor finishers (shop or job)	.80
Plasterers	1.05
Lathers (metal)	.85
Lathers (wood), "tentest", gyproc or any other related trade	.85
Electricians:	
Contractors (personal services)	1.05
Journeymen	.90
Masons (including cutters on the job)	1.05
Bricklayers	1.05
Floor finishers (hand or machine)	.90
Roofers (composition)	.85
Sheet metal workers (shop or job)	.85
Tinsmiths-roofers	.80
Pipe mechanics, plumbers and steam-	

poseurs d'appareils de chauffage, entrepreneurs (service personnels)	1.05
Compagnons	.90
Compagnons juniors	.80
Forgerons	.85
Aides-forgerons	.65
Foreurs (Jack hammer men)	.85
Porteurs d'eau	.55
Préposés aux malaxeurs à vapeur, à gazoline ou à l'électricité	.85
Préposés aux pelles à vapeur, à gasoline ou à l'électricité	.85
Mécaniciens de machines fixes ou portatives	.85
Chauffeurs (construction)	.80

Les contremaîtres d'une équipe de quatre (4) hommes et plus seront rémunérés au taux de dix sous ($0.10) de plus par heure que le salaire établi pour leur métier."

2° Le paragraphe "*d*" de l'article IIIa sera remplacé par le suivant:

"*d*) *Taux de salaires:* Les taux de salaires minima sont les suivants pour chacun des métiers ci-après:

Métiers	*Salaires horaires*
Peintres (fer structural)	.80
Travailleurs en fer structural (toutes catégories)	.95
Chaudronniers, monteurs et mécaniciens de machines génératrices à vapeur	.95
Aides chaudronniers, monteurs et mécaniciens de machines génératrices à vapeur	.70"

3° L'article III*b* sera radié.

4° Le paragraphe "*f*" de l'article XI sera remplacé par le suivant:

"*f*) Les taux de salaires minima des apprentis sont les suivants à l'exception de ceux mentionnés à l'article III*a*:

1. Pour les métiers nécessitant quatre (4) années d'apprentissage:

	Salaires horaires
1ère année	.40
2ième année	.50
3ième année	.55
4ième année	.65

2. Toutefois, les taux de salaires minima des apprentis charpentiers-menuisiers sont les suivants:

1ère année	.45
2ième année	.55
3ième année	.60
4ième année	.70

3. Pour les métiers nécessitant trois (3) années d'apprentissage:

1ère année	.40
2ième année	.50
3ième année	.55

5° Les taux de salaires établis pour les préposés à l'entretien, aux paragraphes "*b*" et "*c*" de l'article XII seront remplacés par les suivants:

"Compagnons	$30.00 par semaine
Apprentis	15.00 par semaine
Journaliers (ouvriers non qualifiés)	22.00 par semaine"

6° Le paragraphe "*g*" de l'article XII sera remplacé par le suivant:

"*g*) Les employeurs peuvent déduire du salaire de l'ouvrier préposé à l'entretien $5.00 par mois, par chambre, si tel ouvrier loge dans l'établissement. Une déduction maximum de trente-cinq (35) cents par repas est autorisée si l'ouvrier est nourri dans l'établissement."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette Officielle*

fitters: Contractors (personal services)	1.05
Journeymen	.90
Junior journeymen	.80
Blacksmiths	.85
Blacksmiths' helpers	.65
Drillers (Jack hammer men)	.85
Watermen	.55
Steam, electric or gas mixer operators	.85
Enginemen-steam, gasoline or electric-shovels	.85
Stationary or portable boiler enginemen	.85
Firemen (construction)	.80

Foremen supervising a shift of four (4) or more men shall be paid ten ($0.10) cents more per hour than the rates established for their trade."

2. Subsection "*d*" of section III*a* shall be replaced by the following:

"*d*) *Rates of wages:* The following are the minimum rates of wages for each one of the trades hereinafter mentioned:

Trades	*Hourly rates*
Painters (structural iron)	.80
Structural iron workers (all categories)	.95
Boiler-makers, erectors and steam generator mechanics	.95
Boiler-makers', erectors' and steam generator mechanics' helpers	.70"

3. Section III*b* shall be repealed.

4. Subsection "*f*" of section XI shall be replaced by the following:

"*f*) The minimum wage rates of apprentices shall be the following with the exception of those mentioned in section III*a*:

1. For trades requiring four (4) years of apprenticeship:

	Hourly rates
1st year	.40
2nd year	.50
3rd year	.55
4th year	.65

2. However the minimum wage rates for carpenters-joiners' apprentices shall be the following:

1st year	.45
2nd year	.55
3rd year	.60
4th year	.70

3. For trades requiring three (3) years of apprenticeship:

1st year	.40
2nd year	.50
3rd year	.55"

5. The rates of wages established, for maintenance men, in subsections "*b*" and "*c*" of section XII shall be replaced by the following:

"Journeymen	$30.00 per week
Apprentices	15.00 per week
Common labourers	22.00 per week"

6. Subsection "*g*" of section XII shall be replaced by the following:

"*g*) The employers may deduct from the wages of maintenance men $5.00 per month, per room, if such employees lodge in the establishment. A maximum deduction of thirty-five cents ($0.35) per meal is allowed if the worker is boarded in the establishment."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official*

de Québec, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourrontdésirer formuler contre les modifications mentionnées dans la susdite proposition.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 10 août, 1946. 15273-o

Gazette, the Honourable Minister of Labour will receive the objections which the interested parties may wish to make against the amendments mentioned in the aforesaid proposition.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, August 10th, 1946. 15273-o

Département du Trésor
Assurances

Avis est donné que les directeurs de "La Solidarité Compagnie d'assurance sur la vie" ont l'intention de s'adresser au lieutenant-gouverneur en conseil pour demander des lettres-patentes supplémentaires afin de porter le capital-actions de la compagnie de $1,000,000 à $2,000,000 par l'addition de 10,000 actions d'une valeur au pair de $100, le tout suivant règlement adopté par les directeurs de la compagnie et approuvé par les actionnaires en assemblée spéciale, le 30 juillet 1946, au siège social de la compagnie.

Les Procureurs des requérants,
15250-32-4-o PAGER, LESPÉRANCE & DANSEREAU

Treasury Department
Insurance

Notice is hereby given that the directors of the company "La Solidarité Compagnie d'assurance sur la vie" intend to apply to the Lieutenant-Governor in Council for supplementary letters patent for the purpose of increasing the capital stock of the company from $1,000,000 to $2,000,000 by the addition of 10,000 shares of a par value of $100, the whole according to a by-law adopted by the directors of the company and approved by the shareholders in special meeting, the 30th of July, 1946, at the head office of the company.

PAGER, LESPÉRANCE & DANSEREAU,
15250-32-4 Attorneys for petitioner.

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

Avis est donné par les présentes que la Compagnie Bonnier Frères Assurance Funéraire, Limitée a demandé et obtenu le renouvellement de son permis et de son enregistrement pour l'année commençant le 1er juillet 1946 et finissant le 30 juin 1947.

Donné au bureau du Service des assurances ce 5ième jour d'août 1946.

Pour le Trésorier de la Province.
GEORGES LAFRANCE,
15258-o Surintendant des Assurances.

NOTICE OF ISSUE OF LICENCE AND CERTIFICATE OF REGISTRY

Notice is hereby given that the company Bonnier Frères Assurance Funéraire Limitée has made application for and obtained the renewal of its license and registration for the year beginning on the 1st day of July 1946 and ending on the 30th day of June 1947.

Given at the office of the Insurance Department this 5th day of August 1946.

For the Treasurer of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
15258-o Superintendent of Insurance.

Erratum

ERRATUM

Dans le décret numéro 3003, du 31 juillet 1946, relatif à l'industrie de la chaussure, publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 3 août 1946, à la page 2088, les mots "Classe A" apparaissant deux fois dans l'article 18 — Contremaître — paragraphe "*b*", doivent se lire "Classe 1".

15270

ERRATUM

Dans la version française du décret numéro 3002, du 31 juillet 1946, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal, publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 3 août 1946, à la page 2100, la deuxième phrase du paragraphe "*f*" de l'article XXI doit se lire de la façon suivante:

"Tout travail urgent ou spécial qui, pour des raisons jugées suffisantes, ne peut être exécuté sur une base d'un (1) apprenti par trois (3) ouvriers qualifiés, peut être fait sur la base d'un (1) apprenti par équipe de trois (3) ouvriers qualifiés ou fraction de telle équipe."

15271

Erratum

ERRATUM

In Decree number 3003 of July 31st, 1946, relating to the shoe industry, published in the *Quebec Official Gazette* on August 3rd, 1946, page 2088, the words "Class A" mentioned twice in section 18, subsection "*b*", should read "Class 1".

15270

ERRATUM

In the French version of decree number 3002, of July 31st, 1946, relating to the construction industry and trades in the Montreal District, published in the *Quebec Official Gazette* on August 3rd, 1946, page 2100, the second sentence of subsection "*f*" of section XXI, should read as follows:

"Tout travail urgent ou spécial qui, pour des raisons jugées suffisantes, ne peut être exécuté sur la base d'un (1) apprenti par trois (3) ouvriers qualifiés, peut être fait sur la base d'un (1) apprenti par équipe de trois (3) ouvriers qualifiés ou fraction de telle équipe."

15271

Examen des Agronomes — Agronomists Examination

LA CORPORATION DES AGRONOMES DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

ASPIRANTS A L'ETUDE DE L'AGRONOMIE

CANDIDATES TO THE STUDY OF AGRICULTURE

TABLEAU contenant les noms, prénoms, âge et domicile des aspirants à l'étude de l'agronomie, ainsi que le nom des institutions où ils ont étudié.

TABLE containing the names, surnames, age and residence of candidates to the study of Agriculture and also the name of the institutions where they have studied.

Noms et prénoms — Name and surnames	Résidence — Domicile	Age	Institutions
Allard, Gaston	St-Paulin (Maskinongé)	17	Institut Agricole d'Oka.
Allard, Sylvio	759, ave Mont-Royal est, Montréal	21	Institut Arbique.
Arsenault, Bruno	373, ave Grant, Longueuil	27	École Supérieure St-Stanislas.
Beauchesne, Auguste	St-Jacques de Parisville (Lotbinière)	21	Institut Agricole d'Oka.
Beauregard, Théoldule	256, Metcalfe ave, Westmount	26	École de L'Annonciation.
Bélanger, Alphonse	801, rue des Seigneurs, Montréal	18	Ecole Supérieure St-Henri.
Bergeron, Jacques	3439, rue Evelyn, Verdun	17	Ecole Supérieure Richard.
Bertrand, Ernest	3463, St-André, Montréal	19	Ecole Sup. du Plateau.
Bigelow, Robert S.	Ste-Anne de Bellevue	28	Standard Union School.
Bishop, Harding Ernest	1a St. Etienne st., Ste-Anne de Bellevue	17	Macdonald High School.
Blais, Jérôme	St-Chrysostôme	22	Institut Agricole d'Oka.
Bois, Pierre	St-Bruno (Chambly)	22	Collège Jean-de-Brébeuf.
Boisvert, M.-Jacques	46, 1ère rue, Shawinigan	30	Séminaire de Philosophie de Montréal.
Bourget, Sylvio	Rang du Fort No 2, Lévis	16	École Supérieure St-François-Xavier, Lévis.
Brisbane, Ian W. Gandle	4095 Oxford Avenue, Montreal	19	McGill College.
Brassard, Denis	15, rue du Boulevard, Laprairie	22	Institut Agricole d'Oka.
Bryson, Joseph W.	Ormstown (Chateauguay)	25	Sir George Williams College.
Chabot, Jean	10, rue St-Joachim, Pointe-Claire	18	Ecole Supérieure St-Henri.
Charron, Roger	Brownsburg (Missisquoi)	20	Institut Agricole d'Oka.
Chartier, Yves	49, rue de Montmorency, Québec	22	Collège St-Charles Garnier.
Chenier, Louis-Paul	5281, rue Chabot, Montréal	19	Ecole Supérieure St-Stanislas.
Comte, Pierre	3556, rue Jeanne-Mance, Montréal	17	Collège Mont St-Louis.
Comtois, Pierre	Pierreville (Yamaska)	21	Séminaire de Nicolet.
Conroy, James Francis	Ste-Anne de Bellevue	26	Macdonald High School.
Côté, Léopold	Mistassini (Roberval)	21	Institut Agricole d'Oka.
Couture, Claude	1, rue Mgr Gosselin, Lévis	18	Institut des Frères Maristes de Lévis.
Couturier, Paul-Emile	1683, rue Beaudry, Montréal	18	Ecole Supérieure Chomedy de Maisonneuve.
Crête, René	149, rue Galt, Verdun	18	École Supérieure Richard.
D'Amours, Lionel	Trois-Pistoles	22	Séminaire de Rimouski.
Deniger, Lucien	2497, Blvd Gouin ouest, Montréal	25	Université de Montréal.
Deniger, Paul-Eugène	2402, rue Chapleau, Montréal	20	Externat Classique Ste-Croix.
Deslandes, Christian	St-Valérien (Shefford)	24	Séminaire de St-Hyacinthe.
Dionne, Roger	171, 5e rue, Québec	18	Ecole Supérieure St-Fidèle, Québec.
Duchesne, Gérard	1421, rue Bishop, Montréal	18	Ecole Supérieure St-Stanislas.
Dulude, Joseph	Ste-Martine (Châteauguay)	22	Séminaire de Valleyfield.
Eastwood, Robert D.	249, Portland Ave, Ville Mont-Royal	18	Mount-Royal High School.
Flamand, André	St-Patrice-de-Beaurivage, (Lotbinière)	21	Collège du Sacré-Cœur, Victoriaville.
Gagné, Léonidas	St-Eugène de L'Islet	24	Ecole Normale Laval.
Garneau, Louis-Charles	140, rue de Montmorency, Québec	18	Ecole Ouellet, Québec.
Hamel, Maurice	41, rue Marie-Rollet, Québec	21	Ecole Supérieure Montcalm.
Harkness, G. Eric	Iroquois, Ont.	18	Iroquois High School.
Héroux, Sylvio	Fortierville	20	Académie Commerciale de Québec.
Hodge, Bernard-G.	Cookshire	17	Cookshire High School.
Hudon, Marcel	6832, des Erables, Montréal	20	École Supérieure St-Viateur.
Jutras, Jean-Gilles	St-Hubert (Chambly)	19	Ecole Achille Rousseau.
Jutras, Pierre	4486, ave Melrose	17	D'Arcy McGee High School.
Kelly, P.-E.	574, 5e avenue, Rosemont, Montréal	19	Ecole Supérieure St-Stanislas.
Kilgour, R.-W.	114, 1ère rue est, Cornwall, Ont.	17	Cornwall Collegiate High School.
Lanoix, Léon	1650, rue Sicard, Viauville, Montréal	18	Ecole Supérieure Chomedy de Maisonneuve.
Latulippe, Lucien	240, de la Ronde, Québec	22	Externat Classique St-Jean-Eudes.
Laurent, Marc-Aurèle	612, rue Guizot, Montréal	20	Ecole Supérieure St-Viateur.
Laverdière, Camille	68, 6e rue, Québec	18	Ecole Supérieure St-Fidèle, Québec.
Leblond, Julien	St-Lazare (Bellechasse)	23	Séminaire du Sacré-Cœur, St-Victor de Beauce.
Leduc, Guy	8324, Foucher, Montréal	19	Ecole Supérieure St-Stanislas.
Léger, Paul	829, rue Outremont, Montréal	21	Collège Jean-de-Brébeuf.
Lemay, Hermann	278, rue Wolfe, Bienville	20	Ecole Ouellet.
Lemay, Jean-Marc	Lotbinière	22	Institut Thomas, Québec.
Lemieux, J.-P.-P.-Adjutor	Mont-Louis (Gaspé)	27	Institut Agricole d'Oka.
Liddell, Donald	5219, Grenier ave, Montréal	17	West Hill High School.
Martin, Jacques	Châteauguay Bassin	17	Ecole Sup. St-Henri.
Martineau, André	164, rue Bellechasse, Montréal	18	Ecole Supérieure St-Viateur.
Martineau, Réal	St-Apollinaire (Lotbinière)	25	Grand Séminaire de Québec.
Mercier, F.-Germain	Sherbrooke, sub. No 7	16	Ecole Supérieure du Sacré-Cœur.
Moore, Ralph Eric	11, rue Ste-Anne, Ste-Anne-de-Bellevue	25	Westmount High School.
Muirhead R. C.	547 Brock Street Kingston	31	Kingston College
Paradis, Rodolphe	St-Bernard (Dorchester)	22	Collège de Lévis.
Paquin, Jean-Guy	St-Paulin (Maskinong)	17	Ecole Supérioure Immaculée-Conception, Shawinigan.
Pellerin, M.-André	34, rue Préfontaine, Ste-Agathe-des-Monts	20	Académie Roussin.
Perron, Henri-Wilfrid	460, ave Wiseman, Outremont	17	Strathcona Academy.

Phaneuf, L.-Philippe	11,650, rue Hénault, Montréal	17	Ecole Supérieure St-Stanislas.
Piquette, Réal	St-Jacques (Montcalm)	17	Institut Agricole d'Oka.
Robitaille, Paul	St-Romuald (Lévis)	23	Institut Agricole d'Oka.
Rondeau, Guy	398, rue St-Cyrille, Québec	21	Institut Agricole d'Oka.
Roy, Zachée	Cap-Chat (Gaspé)	20	Ecole Normale Laval.
Sauvageau, Jean-Léon	Grondines (Portneuf)	25	Séminaire de Philosophie de Montréal.
Simard, Jacques	14, avenue du Lac, Strathmore	20	Institut Agricole d'Oka.
Soly, Jean-Guy	1252, est, rue Beaubien, Montréal	21	Externat Classique Ste-Croix.
St-Jacques, Ernest	113, rue Charlotte, Ottawa	21	Université d'Ottawa.
Thompson, H.-Spencer	Frelighsburg (Missisquoi)	17	Bedford High School.
Tittley, E.-Antoine	97, rue L'Annonciation, Oka	37	École Normale de Laprairie.
Toutant, Jean	5187, de Lorimier, Montréal	21	Externat Classique Ste-Croix.
Tully, John R.	Athelstan (Huntingdon)	18	Huntingdon High School.
Vernier, André	112, rue Gordon, Verdun	21	Collège Jean-de-Brébeuf.
Vézina, Claude	Oka	20	Séminaire de Philosophie de Montréal.
Villeneuve, J.-Louis	826, 1e avenue, Québec	19	Ecole Supérieure de St-Fidèle.
Wilkinson, L.-Pomeroy	5221, ave Saranac, Montréal	17	West Hill High School.

Montréal, le 1er août 1946.— Montreal, August 1st, 1946.

Le Secrétaire-trésorier,

RENE MONETTE,
Secretary-Treasurer.

15274-32-2-o

Minutes de notaires

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par Me Jean Brossard, notaire, demeurant et pratiquant à Saint-Rémi, district judiciaire d'Iberville, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Me Pacôme G.-Coupal, en son vivant notaire à Saint-Rémi, district judiciaire d'Iberville, et des greffes dont ce dernier était cessionnaire, savoir; Me Antoine Goyer, Me Charles Bédard, Me Louis-Albert Bédard, Me Georges E.-Merizzi, Me Louis-Philippe Merizzi et Me Maximilien Coupal.

Québec, le 8 juillet 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

14846-28-5-o

Avis est, par le présent, donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil par Me Charles-Édouard Villeveuve, notaire, demeurant et pratiquant au village de Gentilly, district judiciaire de Nicolet, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Me David-Hercule Rhéault, en son vivant du village de Gentilly, et du greffe de feu le notaire Joseph-Ludger Tourigny, dont Me Rhéault est cessionnaire.

Québec, le 17 juillet 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

14940-29-5-o

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, par monsieur Louis-Albert St-Pierre, notaire, demeurant et pratiquant à Saint-Pascal, dans le district judiciaire de Kamouraska, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Me Antoine Gaspard Ouellet, notaire décédé, qui pratiquait aussi à Saint-Pascal, dans le district judiciaire de Kamouraska.

Québec, ce sept août 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

15285-32-5-o

Notarial Minutes

Notice is hereby given, pursuant to the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council, by Me Jean Brossard, notary, residing and practising at Saint-Rémi, judicial district of Iberville, whereby he asks for the transfre, in his favour, of the minutes, repertory and index of Me Pacôme G. Coupal, in his lifetime a notary at Saint-Rémi, judicial district of Iberville, and the records of which the latter was assignee, namely: Me Antoine Goyer, Me Charles Bédard, Me Louis-Albert Bédard, Me Georges E. Merizzi, Me Louis-Philippe Merizzi and Me Maximilien Coupal.

Quebec, July 8, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

14846-28-5

Notice is given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council by Me Charles-Édouard Villeneuve, notary, residing and practising in the village of Gentilly, judicial district of Nicolet, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of Me David-Hercule Rhéault in his lifetime of the village of Gentilly, and the records of the late notary Joseph-Ludger Tourigny, whereof Me Rhéault was assignee.

Quebec, July 17, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

14940-29-5

Notice is hereby given, pursuant to the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. Louis-Albert St-Pierre, notary, residing and practising at Saint-Pascal, judicial district of Kamouraska, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of Me Antoine-Gaspard Ouellet, deceased notary, who also practised at Saint-Pascal, in the judicial district of Kamouraska.

Quebec, this seventh day of August, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

15285-32-5

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de nommer par lettres patentes sous le grand sceau de la province, au nom de Sa Majesté, les peronnes dont les noms suivent, savoir:

Québec, 10 juillet 1946.

M. J.-Olier Renaud, avocat et recorder, domicilié à Pointe-aux-Trembles et pratiquant dans la cité de Montréal, membre du Barreau de la province: conseil en loi du Roi.

Québec, 17 juillet 1946.

MM. Roger Lacoste, 221, ouest, rue Saint-Jacques, Montréal, et Jean-R. Piette, 500, rue Notre-Dame, Joliette, membres du Barreau de la province: conseils en loi du Roi.

—

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, 17 juillet 1946.

Major Jean Duclos, surintendant au district des Trois-Rivières à l'emploi du Service de l'Aide à la Jeunesse: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire des Trois-Rivières.

MM. Jean-Marie Landry, préposé au personnel, et D. R. Stevens, ingénieur, à l'emploi de l'Anglo Canadian Pulp and Paper Mills Limited, Forestville, Cté Saguenay: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Saguenay.

MM. Ernest Lalande, cantonnier, de Saint-Placide, Cté Deux-Montagnes: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Terrebonne; Adélard Belanger, commis, 44 rue Guertin, Hull: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Hull; Elmer J. Duffy, cultivateur, de South Durham: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire d'Arthabaska, et Joseph Gosselin, cultivateur, de Saint-Méthode, Cté Roberval: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Roberval.

MM. Donat Grandmaître, ouvrier, 8 rue Dufresne, Hull: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Hull; C.-Bruno Grondin, officier de douanes, département des réclamations, 3949 rue St-Antoine, Montréal: juge de paix avec juridiction sur toute la province de Québec; Edgar Raymond, secrétaire-gérant de la Caisse populaire et secrétaire-trésorier de la Commission scolaire de Notre-Dame-du-Bon-Conseil, Cté Drummond: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire d'Arthabaska; Louis Lévesque, marchand, Évariste Chatel, commis, tous deux de Ste-Famille-d'Aumont, Henri Taché, mesureur, Jos. Bennette, gérant, tous deux de Maniwaki, Oscar St-Jacques, marchand, de Messines, Jos. Dessureault, commerçant, de Bouchette, J.-L. Lemieux, cultivateur, de Ste-Cécile-de-Masham, Albert Joly, cantonnier, et Fabien Nault, cultivateur, tous deux de Montcerf, Raoul Lafrenière, inspecteur,de Gracefield, et Martin Perrier, rentier, d'Aylmer Est: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Labelle, et Claude-Evans Beaumont, employé de Canadian Car & Foundry Limited, 2161 avenue Prud'homme, appt. 4, Notre-Dame-de-Grâce, Montréal: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal: — Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe, le

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to appoint by letters patent under the Great Seal of the Province, in the name of His Majesty, the persons whose names follow, to wit:

Quebec, July 10, 1946.

Mr. J. Olier Renaud, advocate and recorder, domiciled at Pointe-aux-Trembles and practising in the city of Montreal, member of the Bar of the Province: King's Counsel.

Quebec, July 17, 1946.

Messrs. Roger Lacoste, 221 Saint-James Street West, Montreal, and Jean-R. Piette, 500 Notre-Dame Street, Joliette, members of the Bar of the Province: King's Counsel.

—

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Concil, and by Commission, to make the following appointments:

Quebec, July 17, 1946.

Major Jean Duclos, superintendent for the district of Trois-Rivières in the employment of the Youth Training Plan: to be a Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Trois-Rivières.

Messrs. Jean-Marie Landry, chief of staff, and D. R. Stevens, engineer, employed by the Anglo Canadian Pulp and Paper Mills Limited, Forestville, county of Saguenay: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Saguenay.

Messrs. Ernest Lalande, section man, of Saint-Placide, county of Two Mountains: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Terrebonne; Adélard Bélanger, clerk, 44 Guertin Street, Hull: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Hull; Elmer J. Duffy, farmer, of South Durham: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Arthabaska, and Joseph Gosselin, farmer, of Saint-Méthode, county of Roberval; to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Roberval.

Messrs. Donat, Grandmaître, workman, 8 Dufresne Street, Hull: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Hull; C. Bruno Grondin, custom officer, department of claims, 3949 St. Antoine Street, Montreal: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the whole Province of Quebec; Edgar Raymond, secretary-manager of "La Caisse Populaire" and secretary-treasurer of the School Commission of Notre-Dame-du-Bon-Conseil, county of Drummond: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Arthabaska; Louis Lévesque, merchant, Évariste Chatel, clerk, both of Ste-Famille-d'Aumont, Henri Taché, scaler, Jos. Bennett, manager, both of Maniwaki, Oscar St-Jacques, merchant, of Messines, Jos. Dessureault, trader, of Bouchette, J. L. Lemieux, farmer, of Ste-Cécile-de-Masham, Albert Joly, section man, and Fabien Nault, farmer, both of Montcerf, Raoul Lafrenière, inspector, of Gracefield, and Martin Perrier, annuitant, of East Aylmer: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Labelle, and Claude-Evans Beaumont, employee of the Canadian Car & Foundry Limited, 2161 Prud'homme Avenue, apt. 4, Notre-Dame-de-Grâce, Montreal: to be a Justice of the Peace with

sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, ch. 15).

15290-o

jurisdiction over the judicial district of Montreal: — The Justices of the Peace named in the present paragraph, are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chap. 15).

15290

Proclamations

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant procureur général suppléant, C.-E. CANTIN.

ATTENDU que l'honorable Ministre des terres et forêts de Notre Province de Québec a fait préparer, sous sa direction, conformément aux dispositions de la Loi du cadastre (Statuts Refondus de Québec, 1941, article 2, chapitre 320), un plan d'une partie du canton de Varin, division d'enregistrement de Rimouski, et comprenant les lots 1 à 39 du Rang I, les lots 16 à 39 du Rang II, les lots 16 à 39 du rang III, les lots 1 à 39 du Rang IV, les lots 1 à 39 du Rang V, les lots 2 à 39 du Rang VI, des lots 2 à 27 du Rang VII et leurs subdivisions respectives;

ATTENDU qu'un livre de renvoi officiel relatif à ce plan mentionné ci-dessus a aussi été préparé, conformément aux dispositions de l'article 2167 du Code civil de Notre province de Québec;

ATTENDU que ce plan et livre de renvoi officiels, dressés jusqu'à la date qui y est spécifiée, font maintenant partie des archives du bureau du Ministère des terres et forêts;

ATTENDU que conformément aux dispositions des articles 2166 et 2167 du Code civil, des copies exactes de ce plan et livre de renvoi officiels ont été déposées au bureau de la division d'enregistrement de Rimouski;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil exécutif,

Nous donnons avis du dépot de ce plan et livre de renvoi officiels mentionnés ci-dessus au bureau de la division d'enregistrement qu'il appartient, lequel est mentionné ci-dessus, etc,

Nous fixons à la date de la publication de cette proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, le jour auquel les dispositions de l'article 2168 du Code civil de Notre Province de Québec deviendront en force, relativement à cette partie du canton de Varin, division d'enregistrement de Rimouski et comprenant les lots 1 à 39 du Rang I, les lots 16 à 39 du Rang II, les lots 16 à 39 du Rang III, les lots 1 à 39 du Rang IV, les lots 1 à 39 du Rang V, les lots 2 à 39 du Rang VI, les lots 2 à 27 du Rang VII et leurs subdivisons respectives, et

Nous invitons toute personne intéressée, à peine de perdre la priorité conférée par le Code civil

Proclamations

Canada,
Province of Quebec.
[L. S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defendor of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

GREETING.

PROCLAMATION

C.-E. CANTIN, *Assistant Deputy Attorney General.*

WHEREAS The Honourable the Minister of Lands and Forests of Our Province of Quebec has had prepared, under his direction, pursuant to the provisions of the Cadastre Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, section 2, chapter 320), a plan of a part of the township of Varin, Registration Division of Rimouski, and comprising lots 1 to 39 of Range I, lots 16 to 39 of Range II, lots 16 to 39 of Range III, lots 1 to 39 of Range IV, lots 1 to 39 of Range V, lots 2 to 39 of Range VI, lots 2 to 27 of Range VII, and their respective subdivisions;

WHEREAS an official book of reference respecting the said plan mentioned above has also been prepared, in conformity with the provisions of article 2167 of the Civil Code of Our Province of Quebec;

WHEREAS the said official plan and book of reference, made up to the date specified therein now remain of record in the office of the Minister of Lands and Forests;

WHEREAS, pursuant to the provisions of articles 2166 and 2167 of the Civil Code, exact copies of the said official plan and book of reference were filed in the office of the Registration Division of Rimouski,

THEREFORE, with the advice and consent or Our Executive Council.

We give notice of the filing of the said official plan and book of reference above mentioned in the office of the Registration Division to which it belongs, which is mentioned above, and,

WE fix the date of the publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*, the day on which the provisions of article 2168 of the Civil Code of Our Province of Quebec shall come into force, respecting that part of the township Varin, Registration Division of Rimouski and comprising lots 1 to 39 of Range 1, lots 16 to 39 of Range II, lots 16 to 39 of Range III, lots 1 to 39 of Range IV, lots 1 to 39 of Range V, lots 2 to 39 of Range VI, lots 2 to 27 of Range VII and their respective subdivisions, and

We invite all interested persons, on pain of forfeiture of priority provided in the Civil Code

de Notre Province de Québec, à se conformer aux dispositions de l'article 2172 du Code civil de Notre Province de Québec et à renouveler, dans les deux ans qui suivent la date fixée ci-dessus, l'enregistrement de tous droits réels sur un lot de terre compris dans le territoire désigné ci-dessus, tel enregistrement devant être renouvelé en la manière prescrite en l'article 2168 de Notre Code civil et en observant les autres formalités prescrites dans l'article 2131 de Notre Code civil pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Le Major-Général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre Province de Québec, ce douzième jour de juillet, en l'année mil neuf cent quarante-six de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dixième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,
15261-o JEAN BRUCHÉSI.

of Our Province of Quebec, to comply with the provisions of article 2172 of the Civil Code of Our Province of Quebec and to renew, within the two years following the date fixed as aforesaid, the registration of any real right on a lot of land comprised in the territory above designated, such registration to be renewed in the manner prescribed in article 2168 of Our Civil Code and upon observing the other formalities prescribed in article 2131 of Our Civil Code for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

OF ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others, whom these present may concern, are hereby required to take note and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D. S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this TWELFTH day of JULY, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and forty-six and the tenth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,
15261 Under Secretary of the Province.

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général, L. DÉSILETS.

ATTENDU que l'honorable Ministre des terres et forêts de Notre Province de Québec a fait préparer, sous sa direction, conformément aux dispositions de la Loi du cadastre (Statuts Refondus de Québec, 1941, article 2, chapitre 320), un plan du canton de Villebon, dans la division d'enregistrement de l'Abitibi;

ATTENDU qu'un livre de renvoi officiel relatif à ce plan mentionné ci-dessus a aussi été préparé, conformément aux dispositions de l'article 2167 du Code civil de Notre province de Québec;

ATTENDU que ce plan et livre de renvoi officiels, dressés jusqu'à la date qui y est spécifiée, font maintenant partie des archives du bureau du Ministère des terres et forêts;

ATTENDU que conformément aux dispositions des articles 2166 et 2167 du Code civil, des copies exactes de ce plan et livre de renvoi officiels ont été déposées au bureau de la division d'enregistrement de l'Abitibi;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil exécutif,

Nous donnons avis du dépôt de ce plan et livre de renvoi officiels mentionnés ci-dessus au bureau

Canada,
Province of Quebec.
[L. S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, *Deputy Attorney General.*

WHEREAS the Honourable Minister of Lands and Forests of Our Province of Quebec, has caused to be prepared, under his superintendence, pursuant to the provisions of the Cadastre Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, section 2, chapter 320), a plan of the township of Villebon, in the Registration Division of Abitibi;

WHEREAS an official book of reference respecting the said plan mentioned above has also been prepared, pursuant to the provisions of article 2167 of the Civil Code of Our Province of Quebec;

WHEREAS the said plan and book of reference made up to the date specified therein, now remain of record in the office of the Department of Lands and Forests;

WHEREAS pursuant to the provisions of articles 2166 and 2167 of the Civil Code, an exact copy of the said plan and of the book of reference has been filed in the office of the Registration Division of Abitibi;

THEREFORE with the advice and consent of Our Executive Council,

We give notice of the filing of the said official plan and book of reference above mentioned in

de la division d'enregistrement qu'il appartient, lequel est mentionné ci-dessus, et,

Nous fixons à la date de la publication de cette proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, le jour auquel les dispositions de l'article 2168 du Code civil de Notre province de Québec deviendront en force, relativement aux lots compris dans le canton de Villebon, dans la division d'enregistrement de l'Abitibi, et

Nous invitons toute personne intéressée, à peine de perdre la priorité conférée par le Code civil de Notre province de Québec, à se conformer aux dispositions de l'article 2172 du Code civil de Notre province de Québec, et à renouveler, dans les deux ans qui suivent la date fixée ci-dessus, l'enregistrment de tous droits réels sur un lot de terre compris dans le territoire désigné ci-dessus, tel enregistrement devant être renouvelé en la manière prescrite en l'article 2168 de Notre Code civil et en observant les autres formalités prescrites dans l'article 2131 de Notre Code civil pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Le Major-Général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre Province de Québec, ce douzième jour de juillet en l'année mil neuf cent quarante-six de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dixième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

15263-o

Canada,
Province de Quebec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

Salut:

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général L. DÉSILETS.

ATTENDU que l'honorable Ministre des Terres et Forêts de Notre province de Québec a fait préparer, sous sa direction, conformément aux dispositions de la Loi du Cadastre (Statuts Refondus de Québec, 1941, article 2, chapitre 320), un plan d'une partie du canton de Laroche, division d'enregistrement de Rimouski, comprenant les lots 1 à 61 du rang I et leurs subdivisions, les lots 1 à 62 du rang II et leurs subdivisions, les lots numéros 1 à 62 du rang III et leurs subdivisions, les lots numéros 1 à 62 du rang IV et leurs subdivisions, les lots numéros 42 à 62 du rang V et leurs subdivisions les lots numéros 42 à 62 du rang VI et leurs subdivisions, de l'arpentage primitif;

the office of the Registration Division to which it belongs, as mentioned above, and

We fix the date of the publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*, the day upon which the provisions of article 2168 of the Civil Code of Our Province of Quebec will come into force respecting the township of Villebon, in the Registration Division of Abitibi, designated above, and

We invite all interested persons, on pain of forfeiture of the priority provided in the Civil Code of Our Province of Quebec, to comply with the provisions of article 2172 of the Civil Code of Our Province of Quebec and renew, within the two years following the date fixed as aforesaid, the registration of any real right on a lot of land comprised in the territory above mentioned, such registration to be renewed in the manner prescribed in article 2168 of Our Civil Code and by observing the other formalities prescribed in article 2131 of Our Civil Code for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

OF ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others, whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twelfth day of July, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and forty-six, and the tenth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

15263

Canada,
Province of Quebec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS *Deputy Attorney General*

WHEREAS the Honourable Minister of Lands and Forests, of Our Province of Quebec, has caused to be prepared, under his superintendence, pursuant to the provisions of the Cadastre Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, section 2, chapter 320), a plan of a part of the township Laroche, Registration Division of Rimouski, comprising lots 1 to 61 of range I and their subdivisions, lots 1 to 62 of range II and their subdivisions, lots numbers 1 to 62 of range III and their subdivisions, lots numbers 1 to 62 of range IV and their subdivisions, lots numbers 42 to 62 of range V and their subdivisions, lots numbers 42 to 62 of range VI and their subdivisions, of the primitive survey;

ATTENDU qu'un livre de renvoi officiel relatif à ce plan mentionné ci-dessus a aussi été préparé, conformément aux dispositions de l'article 2167 du Code civil de Notre province de Québec;

ATTENDU que ces plan et livre de renvoi officiels, dressés jusqu'à la date qui y est spécifiée, font maintenant partie des archives du bureau du Ministère des terres et forêts;

ATTENDU que conformément aux dispositions des articles 2166 et 2167 au Code civil, des copies exactes de ces plan et livre de renvoi officiels ont été déposées au bureau de la division d'enregistrement de Rimouski;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil exécutif,

Nous donnons avis du dépôt de ces plan et livre de renvoi officiels mentionnés ci-dessus au bureau de la division d'enregistrement qu'il appartient, lequel est mentionné ci-dessus, et,

Nous fixons à la date de la publication de cette proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, le jour auquel les dispositions de l'article 2168 du Code civil de Notre province de Québec deviendront en force, relativement à la partie du canton de Laroche, division d'enregistrement de Rimouski comprenant les lots 1 à 61 du rang I et leurs subdivisions, les lots 1 à 62 du rang II et leurs subdivisions, les lots numéros 1 à 62 du rang III et leurs subdivisions, les lots numéros 1 à 62 du rang IV et leurs subdivisions, les lots numéros 42 à 62 du rang V et leurs subdivisions, les lots numéros 42 à 62 du rang VI et leurs subdivisions, de l'arpentage primitif, désignée ci-dessus, et

Nous invitons toute personne intéressée, à peine de perdre la priorité conférée par le Code civil de Notre province de Québec, à se conformer aux dispositions de l'article 2172 du Code civil de Notre province de Québec et à renouveler, dans les deux ans qui suivent la date fixée ci-dessus, l'enregistrement de tous droits réels sur un lot de terre compris dans le territoire désigné ci-dessus, tel enregistrement devant être renouvelé en la manière prescrite en l'article 2168 de Notre Code civil et en observant les autres formalités prescrites dans l'article 2131 de Notre Code civil pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

Témoin: Notre très fidèle et bien-aimé Le Major-Général l'honorable Sir EUGÈNE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre Province de Québec, ce seizième jour de juillet en l'année mil neuf cent quarante-six de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dixième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,

15260-o JEAN BRUCHÉSI.

Canada,
Province de Québec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande Bretagne, d'Irlande et des territoires britaniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

WHEREAS an official book of reference respecting the said plan has also been prepared, pursuant to the provision of article 2167 of the Civil Code of Our Province of Québec.

WHEREAS the said official plan and book of reference made up to the date specified therein, now remain of record in the office of the Minister of Lands and Forests.

WHEREAS, pursuant to the provisions of articles 2166 and 2167 of the Civil Code, an exact copy of the said official plan and book of reference was filed in the office of the Registration Division of Rimouski;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council.

We give notice of the filing of the said official plan and book of reference above mentioned in the office of the Registration Division to which it belongs, as mentioned above, and

We fix the date of the publication of the present Proclamation in the *Quebec Official Gazette*, the day upon which the provisions of article 2168 of the Civil Code of Our Province of Quebec will come into force respecting that part of the township Laroche, Registration Division of Rimouski, comprising lots 1 to 61 of range I and their subdivisions, lots 1 to 62 of range II and their subdivisions, lots numbers 1 to 62 of range III and their subdivisions, lots numbers 1 to 62 of range IV and their subdivisions, lots numbers 42 to 62 of range V and their subdivisions, lots numbers 42 to 62 of range VI and their subdivisions, of the primitive survey, described above, and

We invite all interested persons, on pain of forfeiture of priority provided in the Civil Code of Our Province of Quebec, to comply with the provisions of article 2172 of the Civil Code of Our Province of Quebec and renew, within the two years following the date fixed as aforesaid, the registration of any real right on a lot of land comprised in the territory above mentioned, such registration to be renewed in the manner prescribed in article 2168 of Our Civil Code and by observing the other formalities prescribed in article 2131 of Our Civil Code for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

OF ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others, whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this SIXTEENTH day of JULY, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-six and the tenth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,

15260 Under Secretary of the Province.

Canada,
Province of Quebec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

Salut:

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS

ATTENDU que l'honorable Ministre des Terres et Forêts de Notre province de Québec a fait préparer, sous sa direction, conformément aux dispositions de la Loi du cadastre (Statuts Refondus de Québec, 1941, article 2, chapitre 320), un plan du canton de Desboues, dans la division d'enregistrement de l'Abitibi;

ATTENDU qu'un livre de renvoi officiel relatif à ce plan mentionné ci-dessus a aussi été préparé, conformément aux dispositions de l'article 2167 du Code civil de Notre province de Québec;

ATTENDU que ces plan et livre de renvoi officiels, dressés jusqu'à la date qui y est spécifiée, font maintenant partie des archives du bureau du Ministère des terres et forêts;

ATTENDU que conformément aux dispositions des articles 2166 et 2167 du Code civil, des copies exactes de ces plan et livre de renvoi officiels ont été déposées au bureau de la division d'enregistrement de l'Abitibi;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil exécutif,

Nous donnons avis du dépôt de ces plan et livre de renvoi officiels mentionnés ci-dessus au bureau de la division d'enregistrement qu'il appartient, lequel est mentionné ci-dessus, et,

Nous fixons à la date de la publication de cette proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, le jour auquel les dispositions de l'article 2168 du Code civil de Notre province de Québec deviendront en force, relativement au canton de Desboues, dans la division d'enregistrement de l'Abitibi, désignée ci-dessus, et

Nous invitons toute personne intéressée, à peine de perdre la priorité conférée par le Code civil de Notre province de Québec, à se conformer aux dispositions de l'article 2172 du Code civil de Notre province de Québec et à renouveler, dans les deux ans qui suivent la date fixée ci-dessus, l'enregistrement de tous droits réels sur un lot de terre compris dans le territoire désigné ci-dessus, tel enregistrement devant être renouvelé en la manière prescrite en l'article 2168 de Notre Code civil et en observant les autres formalités prescrites dans l'article 2131 de Notre Code civil pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN; Notre très fidèle et bien-aimé Le Major Général l'honorable Sir EUGÈNE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre Province de Québec, ce seizième jour de juillet en l'année mil neuf cent quarante-six de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dixième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,

15262-o JEAN BRUCHÉSI.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS
Deputy Attorney General.

WHEREAS the Honourable Minister of Lands and Forests of Our Province of Quebec, has caused to be prepared, under his superintendence, pursuant to the provisions of the Cadastre Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, section 2, chapter 320), a plan of the township of Desboues, in the Registration Division of Abitibi;

WHEREAS an official book of reference respecting the said plan mentioned above has also been prepared, pursuant to the provisions of article 2167 of the Civil Code of Our Province of Quebec;

WHEREAS the said plan and book of reference made up to the date specified therein, now remain of record in the office of the Department of Lands and Forests;

WHEREAS pursuant to the provisions of articles 2166 and 2167 of the Civil Code, an exact copy of the said plan and of the book of reference has been filed in the office of the Registration Division of Abitibi;

THEREFORE with the advice and consent of Our Executive Council,

We give notice of the filing of the said official plan and book of reference above mentioned in the office of the Registration Division to which it belongs, as mentioned above, and

We fix the date of the publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*, the day upon which the provisions of article 2168 of the Civil Code of Our Province of Quebec will come into force respecting the township of Desboues, in the Registration Division of Abitibi, designated above, and

We invite all interested persons, on pain of forfeiture of the priority provided in the Civil Code of Our Province of Quebec, to comply with the provisions of article 2172 of the Civil Code of Our Province of Quebec, within the two years following the date fixed as aforesaid, the registration of any real right on a lot of land comprised in the territory above mentioned, such registration to be renewed in the manner prescribed in article 2168 of Our Civil Code and by observing the other formalities prescribed in article 2131 of Our Civil Code for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

OF ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others, whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this sixteenth day of JULY, in the year of Our Lord One thousand nine hundred and forty-six and the tenth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,

15262 Under Secretary of the Province.

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner

SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant procureur général suppléant, C.-E. CANTIN.

ATTENDU que l'Honorable Ministre des terres et forêts de Notre Province de Québec a fait préparer, sous sa direction, conformément aux dispositions de la Loi du cadastre (Statuts Refondus de Québec, 1941, article 2, chapitre 320), un plan d'une partie du canton de Guillet, division d'enregistrement de Témiscamingue et comprenant le Bloc 29;

ATTENDU qu'un livre de renvoi officiel relatif à ce plan mentionné ci-dessus a aussi été préparé, conformément aux dispositions de l'article 2167 du Code civil de Notre Province de Québec;

ATTENDU que ce plan et livre de renvoi officiels, dressés jusqu'à la date qui y est spécifiée, font maintenant partie des archives du bureau du Ministère des terres et forêts;

ATTENDU que conformément aux dispositions des articles 2166 et 2167 du Code civil, des copies exactes de ce plan et livre de renvoi officiels ont été déposées au bureau de la division d'enregistrement de Témiscamingue;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil exécutif,

Nous donnons avis du dépôt de ce plan et livre de renvoi officiels mentionnés ci-dessus au bureau de la division d'enregistrement qu'il appartient, lequel est mentionné ci-dessus, et,

Nous fixons à la date de la publication de cette proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, le jour auquel les dispositions de l'article 2186 du Code civil de Notre Province de Québec deviendront en force, relativement à une partie du canton de Guillet, division d'enregistrement de Témiscaminque et comprenant le Bloc 29, et

Nous invitons toute personne intéressée, à peine de perdre la priorité conférée par le Code civil de Notre Province de Québec, à se conformer aux dispositions de l'article 2172 du Code civil de Notre Province de Québec, et à renouveler, dans les deux ans qui suivent la date fixée ci-dessus, l'enregistrement de tous droits réels sur un lot de terre compris dans le territoire designé ci-dessus, tel enregistrement devant être renouvelé en la manière prescrite en l'article 2168 de Notre Code civil et en observant les autres formalités prescrites dans l'article 2131 de Notre Code civil pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques,

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Le Major-Général l'honorable Sir EUGÈNE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Canada,
Province of Quebec.
[L. S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these present shall come or whom the same may concern.

GREETING.

PROCLAMATION

C.-E. CANTIN, *Assistant Deputy Attorney General.*

WHEREAS the Honourable Minister of Lands and Forests of Our Province of Quebec, has caused to be prepared, under this superintendence, pursuant to the provisions of the Cadastre Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, section 2, chapter 320), a plan of a part of the township Guillet, in the Registration Division of Témiscamingue and including Block 29;

WHEREAS an official book of reference respecting the said plan mentioned above has also been prepared, pursuant to the provisions of article 2167 of the Civil Code of Our Province of Quebec;

WHEREAS the said plan and book of reference made up to the date specified therein, now remain of record in the office of the Department of Lands and Forests;

WHEREAS pursuant to the provisions of articles 2166 and 2167 of the Civil Code, an exact copy of the said plan and of the book of reference has been filed in the office of the Registration Division of Témiscamingue;

THEREFORE with the advice and consent of Our Executive Council,

We give notice of the filing of the said official plan and book of reference above mentioned in the office of the Registration Division to which it belongs, as mentioned above, and,

We fix the date of the publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*, the day upon which the provisions of article 2168 of the Civil Code of Our Province of Quebec will come into force respecting a part of the township of Guillet, in the Registration Division of Témiscamingue and including Block 29, and

We invite all interested persons, on pain of forfeiture of the priority provided in the Civil Code of Our Province of Quebec, to comply with the provisions of article 2172 of the Civil Code of Our Province of Quebec and renew, within the two years following the date fixed as aforesaid, the registration of any real right on a lot of land comprised in the territory above mentioned, such registration to be renewed in the manner prescribed in article 2168 of Our Civil Code and by observing the other formalities prescribed in article 2131 of Our Civil Code for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

OF ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others, whom these presents my concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre Province de Québec, ce douzième jour de juillet en l'année mil neuf cent quarante-six de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dizième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,

15259-o JEAN BRUCHÉSI.

At Our Governmen. House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twelfth day of JULY, in the year of Our Lord One thousand nine hundred and forty-six and the tenth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,

15259 Under Secretary of the Province.

Sièges sociaux

Canada, province de Québec, district de Québec

SELECTA GIRDLE INC.

Avis est donné que Selecta Girdle Inc. constituée en corporation par lettres patentes émises sous le grand sceau de la Province de Québec, le 8 août 1945, ayant le principal siège de ses affaires en la cité de Québec, a établi son bureau principal au N° 45 de la rue Dorchester en la cité de Québec.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son domicile légal.

Donné en double à Québec, ce vingt-neuvième jour de juillet 1946.

Le Président,

15249-o A. J. PINSONNAULT,

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Monpas Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle), une compagnie constituée en corporation par lettres patentes en date du onzième jour d'avril 1946 et ayant son siège social à Montréal, P.Q., a établi son bureau à chambre 616, 159 ouest, rue Craig, Montréal, P.Qué.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 6ième jour de juillet 1946.

Le Secrétaire,

15257 JEAN NOEL.

Canada, Province de Québec, District de Québec

QUEBEC METAL PRESSING INC.

AVIS

Avis est, par les présentes, donné que la Compagnie "Quebec Métal Pressing Inc.", constituée en corporation par Lettres Patentes accordées le sixième jour d'avril, 1946, et enregistrées le deuxième jour de mai, 1946, et ayant son bureau principal dans la Cité de Québec, a établi son bureau au numéro 68½, 5ième Rue, en la Cité de Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son principal bureau d'affaires.

Donné à Québec, ce troisième jour de mai, 1946.

(Sceau) Le Président,

15269-o L.-P. LAPOINTE.

Head offices

Canada, Province of Quebec, District of Quebec

SELECTA GIRDLE INC.

Notice is hereby given that the company "Selecta Girdle Inc.", incorporated by letters patent issued under the Great Seal of the Province of Quebec, on August 8, 1945, having its head office in the city of Quebec, has established its head office at No. 45 Dorchester Street in the city of Quebec.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given in duplicate at Quebec, this twenty-ninth day of July, 1946.

A. J. PINSONNAULT,

15249 President.

Notice is hereby given that "Monpas Mines Limited", (No personal liability) a Company incorporated by Letters Patent on the eleventh day of April 1946 and having its head office in Montreal, P. Que., has established its office at Room 616, 159 Craig Street West, Montreal, P.Q.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 6th day of July 1946.

JEAN NOEL.

15257-o Secretary.

Canada, Province of Quebec, District of Quebec

QUEBEC METAL PRESSING INC.

NOTICE

Notice is hereby given that the company "Quebec Metal Pressing Inc.", incorporated by letters patent issued on the sixth day of April, 1946, and registered the second day of May, 1946, and having its head office in the City of Quebec, has established its office at No. 68½ 5th Street, in the City of Quebec.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, this third day of May, 1946.

(Seal) L.-P. LAPOINTE,

15269 President.

Soumission

LA CITÉ DE JOLIETTE

Avis public est, par les présentes, donné que des soumissions cachetées et endossées: "sou-

Tender

CITY OF JOLIETTE

Public notice is hereby given that sealed tenders and endorsed "tender for bonds", for

mission pour obligations", pour l'achat d'une émission d'obligations, en séries, lesquelles sont actuellement imprimées et rédigées en français et en anglais, au montant de $108,000.00, datées du 1er août 1946 et remboursables à vingt (20) ans, par fractions annuelles de capital, (coupures de $100. 500. et 1,000.) seront reçues par le soussigné, jusqu'au mardi, 3 septembre 1946, à huit (8) heures P.M., intérêt semi-annuel, le 1er août et le 1er février; fractions de capital, le 1er août de chaque année; payables au bureau principal de la Banque Canadienne Nationale à Montréal ou à l'une de ses succursales de Joliette ou de Québec; l'obligation pourra être enrégistrée quant au capital.

Objet de l'emprunt: Confection de travaux permanents et acquisition de biens mobiliers.

Le règlement comporte une clause de rachat.

Taux de l'intérêt annuel: deux et demi pour cent (2½).

Livraison à la succursale de la Banque Canadienne Nationale, à Joliette, le ou vers le 6 septembre 1946.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque certifié, égal à un pour cent (1%) du montant de l'emprunt, le dépot ne portant pas intérêt.

Toutes les soumissions devront comprendre les intérêts accrus et celles contenant des conditions autres que celles ci-dessus énumérées ne seront pas considérées.

La municipalité se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute, ni aucune des soumissions.

Joliette, ce 7 août 1946.

Le Secrétaire-trésorier,
15287-o CAMILLE BONIN.

the purchase of an issue of bonds, in series, the same are now printed and drawn up in French and English, for the amount of $108,000, dated from the 1st of August 1946, and redeemable in twenty (20) years, in annual fractions of the capital, (denominations of $100, $500 and $1,000) will be received by the undersigned up to Tuesday, September 3, 1946, at eight (8) o'clock in the evening; semi-annual interest the 1st of August and 1st of February; fractions of the capital, the 1st of August of each year; payable at the head office of the Banque Canadienne Nationale at Montreal or at one of its branches in Joliette or Quebec; the bond may be registered as to capital.

Object of the loan: Building of permanent works and acquisition of movable properties.

The by-law contains a redemption clause.

Rate of annual interest: two and one half per cent (2½).

Delivery at the branch of the Banque Canadienne Nationale, at Joliette, on or about the 6th of September, 1946.

Each tender must be accompanied by a certified cheque, equal to one per cent (1%) of the amount of the loan, this deposit does not bear interest.

All tenders must include accrued interest and tenders containing conditions other than those above enumerated will not be considered.

The Municipality does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Joliette, this 7th day of August, 1946.

CAMILLE BONIN,
15287 Secretary-treasurer.

Vente — Loi de faillite

Canada, Province de Québec, District de Montréal. N° 202

Dans l'affaire de: North Rivers Power Company Limited, une corporation dûment constituée, ayant sa place d'affaires en les cité et district de Montréal, en faillite.

Avis public est par les présentes donné que les biens immobiliers suivants, savoir:

Désignation: Certains lots de terre dans la Paroisse de Ste-Agathe des Monts, dans le quatrième rang du Canton de Beresford, connus et désignés comme étant partie des lots numéros un, deux, trois et quatre (P. Nos 1, 2, 3 & 4) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite Paroisse de Sainte-Agathe des Monts, lesquels lots un, deux, trois et quatre sont bornés comme suit:

Ledit lot numéro un, au nord par la ligne de division entre les quatrième et cinquième rangs dudit canton de Beresford, au sud par la ligne de division entre les quatrième et troisième rangs; à l'est par la ligne de division entre le canton Beresford et le canton Morin; à l'ouest par ledit lot N° 2, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Agathe des Monts, ledit lot N° 1 étant traversé par le chemin public et par la rivière du Nord.

Ledit lot numéro deux, au nord par la ligne de division entre les quatrième et cinquième rangs dudit canton; au sud par la ligne de division entre les quatrième et troisième rangs du même canton; à l'est par ledit lot No. 1 et à l'ouest par

Sale — Bankruptcy Act

Canada, Province of Quebec, District of Montreal. N° 202.

In the matter of: "North Rivers Power Company Limited", a body politic duly incorporated, having its Head Office and Principal Place of Business in the city and district of Montreal, in Bankruptcy.

Public Notice is hereby given that the following immoveable property to wit:

Description: Certain portions of the lots of land situate in the Parish of Ste. Agathe des Monts, in the Fourth Range of the Township of Beresford, known and designated as parts of Official Lots numbers One, Two, Three and Four of the Official Plan and Book of Reference of the Cadastre of the said Parish of Ste. Agathe des Monts, which said lots Nos. 1, 2, 3 and 4 are bounded as follows;to wit:

Said lot No. 1 to the north by the division line between the Fourth and Fifth ranges of the said Township of Beresford; to the south by the division line between the Fourth and Third Ranges; to the east by the division line between the Township of Beresford and the Township of Morin; to the west by said lot No. 2 on the Official Plan and Book of Reference for the said Parish of Ste Agathe des Monts, said lot No 1 being crossed by the Public Highway and by the North River.

Said lot No. 2 to the north by the division line between the Fourth and Fifth Ranges of said Township; to the south by the division line between the Fourth and Third Ranges of same; to the east by said lot No. 1 and to the west by lot

le lot N° 3, ledit lot étant traversé par le chemin public et par la rivière du Nord;

Ledit lot numéro trois, au nord par la ligne de division entre les quatrième et cinquième rangs dudit canton, au sud par la ligne de division entre les quatrième et troisième rangs du même canton, à l'est par ledit lot N° 2 et à l'ouest par ledit lot N° 4 et traversé par la rivière du Nord et par le chemin public.

Ledit lot numéro quatre, au nord par la ligne de division entre les quatrième et cinquième rangs dudit canton; au sud par la ligne de division entre les quatrième et troisième rangs du même canton; à l'est par le lot N° 3 et à l'ouest par le lot N° 5 dudit rang et traversé par la rivière du Nord et par le chemin public.

La partie du lot N° 1 appartenant au cédant autorisé est bornée au nord et à l'est par une autre partie dudit lot N° 1; au sud par la rivière du Nord et par une autre partie dudit lot N° 1 et à l'ouest par le lot N° 2 dudit rang.

La partie du lot N° 2 appartenant au cédant autorisé est bornée au nord par une autre partie du lot N° 2, à l'est partie par ledit lot N° 1 et partie par une autre partie dudit lot N° 2; au sud par une autre partie du lot N° 2 et à l'ouest par le lot N° 3 du même rang.

La partie du lot N° 3 appartenant au cédant autorisé est bornée au nord par une autre partie du lot N° 3, à l'est par ledit lot N° 2, au sud par une autre partie du lot N° 3 et à l'ouest par le lot N° 4 du même rang.

La partie dudit lot N° 4 appartenant au cédant autorisé est bornée au nord par une autre partie dudit lot N° 4, à l'est par ledit N° 3; au sud par une autre partie dudit lot N° 4, et à l'ouest par le lot N° 5 du même rang.

Les parties desdits lots appartenant au cédant autorisé sont plus particulièrement décrites comme étant contenues dans les limites suivantes: Partant d'un point sur la ligne de division entre les lots Nos 4 & 5 à une distance de neuf cents pieds au nord du centre de la Rivière du Nord, mesuré le long de la dite ligne de division, de là en ligne droite à un point sur la ligne de division entre les lots nos 2 et 3 dudit cadastre à une diseance de six cent cinquante pieds du centre de la dite Rivière du Nord, mesuré le long de la dite ligne de division, de là à travers ledit lot N° 2 à un point sur la ligne de division entre lesdits lots Nos 1 & 2 à mille pieds dans la direction Nord de la ligne du Canadian Pacific Railways, mesuré le long de ladite ligne de division, de là dans la direction sud le long de la dite ligne de division entre les lots Nos 1 & 2 à un point distant de cent pieds au nord du centre d'un petit ruisseau ou "wasteway", de là vers l'est ou le sud-est le long d'une ligne distante de cent pieds du centre dudit ruisseau ou "wasteway" jusqu'à ce qu'elle croise la rive nord de la Rivière du Nord, de là le long de la rive nord de la dite Rivière du Nord à un point distant de cent pieds au nord-ouest de l'embouchure du ruisseau, de là vers le nord le long d'une ligne parallèle et distante de cent pieds dudit ruisseau à un point distant de dix pieds du droit de passage du Canadian Pacific Railway Company, de là vers le nord-ouest le long d'une ligne parallèle et distante de dix pieds dudit droit de passage au chemin public, de là le long de la ligne dudit droit de passage au rivage de la Rivière du Nord, de là le long de la rive de la Rivière du Nord au chemin public, de là vers l'ouest le long du chemin public à la ligne de division entre les lots Nos

No. 3 and crossed by the Public Highway and the North River.

Said lot No. 3 to the north by the division line between the Fourth and Fifth Ranges of said Township; to the south by the division line between the Fourth and Third Ranges of same; to the east by said lot No. 2 and to the west by said lot No. 4 and crossed by the North River and the Public Highway.

Said lot No. 4 to the north by the division line between the Fourth and Fifth Ranges of said Township; to the south by the division line between the Fourth and Third Ranges of same; to the east by said lot No. 3 and to the west by lot No. 5 of said Range, and crossed by the North River and the Public Highway.

The hereby portion of said lot No. 1 belonging to the authorized assignor is bounded to the north and east by another portion of said lot No 1; to the south by the North River and a further portion of said lot No. 1 and to the West by said lot No. 2 of said Range.

The hereby portion of said lot No. 2 belonging to the authorized assignor is bounded to the north by another portion of said lot No. 2; to the east partly by said lot No. 1 and partly by another portion of said lot No. 2; to the south by another portion of said lot No. 2 and to the west by lot No. 3 of said Range.

The hereby portion of said lot No. 3 belonging to the authorized assignor is bounded to the north by another portion of said lot No. 3; to the east by said lot No. 2; to the south by another portion of said lot No. 3, and to the west by lot No. 4 of said Range.

The hereby portion of said lot No. 4 belonging to the authorized assignor is bounded to the north by another portion of said lot No. 4; to the east by said lot No. 3; to the south by another portion of said lot No. 4 and to the west by lot No. 5 of said Range.

The portions of said lots hereby belonging to the authorized assignor may be more particularly described as being confined within the following limits; Starting at a point on the division line between Official lots numbers Four and Five at a distance of Nine hundred feet North of the centre of the North River measured along said division line, thence in a straight line to a point on the division line between said Official lots numbers Two and Three at a distance of Six hundred and Fifty feet from the centre of said North River measured along said division line, thence across said Official lot number Two to a point on the division line between Official lots numbers One and Two one thousand feet in a Northerly direction from the Canadian Pacific Railway track measured along said division line, thence in a Southerly direction along said division line between said Official lots numbers One and Two to a point distant One hundred feet Northerly from the centre of a small creek or wasteway, thence Easterly or South Easterly along a line distant one hundred feet from the centre of said creek or wasteway until it intersects to the North Bank of the North River; thence along the North Bank of the North River to a point distant One hundred feet North Westerly from the mouth of the creek; thence Northerly along a line parallel to and One hundred feet distant from the creek to a point distant ten feet from the right of way of the Canadian Pacific Railway Company; thence North Westerly along a line parallel to and distant ten feet from such right of way to the Public Road; thence along the line of such right of way to the shore of the North River; thence along the shore of the North River to the Public Road; thence westerly along

3 & 4, de là le long de la dite ligne de division jusqu'au côté nord de la voie du Canadian Pacific Railways, de là vers l'ouest le long du côté nord de la dite voie à la ligne de division entre les lots Nos 4 & 5, de là vers le nord le long de la ligne de division jusqu'au point de départ.

A déduire toutefois de la dite propriété une partie ou portion des lots nos 1 & 2 située entre la voie du Canadian Pacific Railway et ledit ruisseau ou "wasteway"; cette partie ou portion ainsi déduite est renfermée dans les limites suivantes: partant d'un point sur la voie du Canadian Pacific Railway à une distance de quatre-vingt-dix pieds à l'est du premier poteau de clôture du côté est de la rivière du Nord, de là dans la direction nord à un point distant de dix-huit pieds à l'ouest du coin ouest du Club House en ligne avec le mur sud-ouest de la dite maion, de là dans la direction nord-est le long d'une ligne parallèle et distante de dix-huit pieds nord-ouest du mur nord-ouest dudit Club House à un point en ligne avec le mur principal nord-est dudit Club House, de là en ligne droite dans la direction est sur une distance d'environ quatre-vingt-dix pieds au centre d'un gros rocher, de là vers l'est sur une distance d'environ quatre-vingt-dix pieds au centre d'un autre gros rocher au sommet de la colline, de là vers le nord à un point distant de cent pieds au sud du centre du dit ruisseau ou "wasteway", de là au sud-est et vers le sud le long d'une ligne parallèle et distante de cent pieds du centre dudit ruisseau jusqu'à ce qu'elle croise le chemin public, de là vers l'ouest ou le sud-ouest le long du côté nord du chemin public jusqu'à ce qu'elle croise la voie du Canadian Pacific Railway, de là vers l'ouest le long du côté nord de la voie du Canadian Pacific Railway au point de départ.

Avec les bâtisses et constructions y érigées et tous les droits dans le pouvoir et tous autres droits, privilèges, bénéfices et franchises dans et sur ledit terrain, l'eau et le lit de la rivière et le droit de passage à pied et en voiture le long du côté nord de la voie du Canadian Pacific Railway du chemin public à la Rivière du Nord et avec le droit de se servir des voies d'évitement de la propriété présentement vendue à travers la propriété vendue à "Semper Idem" Flooring Company Limited, par acte passé devant Me N. Dickson notaire, le 16 juin 1931.

Seront vendus en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure pour le District de Montréal, en matière de Faillite, portant le N° 202 des dossiers de la dite Cour, rendu le 24ième jour de juillet 1946, aux enchères publiques suivant les dispositions de l'article 45 sous-paragraphes 1 à 8 de la Loi de Faillite du Canada, afin de donner à ladite vente l'effet du décret, au bureau du shérif du district de Terrebonne situé au Palais de Justice en la Ville de St-Jérôme, comté de Terrebonne, MARDI le DIXIEME jour du mois de SEPTEMBRE mil neuf cent quarante-six (1946) à ONZE heures de l'avant-midi (heure avancée de l'est).

Tout enchérisseur devra déposer en argent ou par chèque visé, un montant de Mille dollars ($1,000.00) avec son enchère, qui sera appliqué en acompte du prix d'achat s'il devient adjudicataire, et le solde du prix de vente sera payable lors de la signature de l'acte de vente, lequel

the Public Road to the division line between lots numbers Three and Four, thence Northerly along said division line to the North side of the Canadian Pacific Railway track, thence Westerly along the North side of said track to the division line between said Official lots numbers Four and Five, thence Northerly along said division line to the point of beginning.

Deduction, however, is to be made from the property thus lastly described of a portion of said Official lots numbers One and Two situate between the Canadian Pacific Railway line and said creek, which portion thus deducted is confined within the following limits: starting at a point on the line of the Canadian Pacific Railway track distant ninety feet Easterly from the first fence post on the Easterly side of the North River, then in a Northerly direction to a point distant eighteen feet Westerly from the Westerly corner of the Club House in line with the South West wall of said house, thence in a North Easterly direction along a line parallel to and distant eighteen feet North Westerly from the North West wall of said Club House to a point in line with the North East main wall of said Club House thence in a straight line in an Easterly direction a distance of about ninety feet to the centre of a large rock, thence Easterly a distance of about ninety feet to the centre of another large rock on top of the hill; thence Northerly to a point distant one hundred feet Southerly from the centre of said creek or wasteway; thence South Easterly and Southerly along a line parallel to and distant One hundred feet fron the centre of said creek until it intersects the public road; thence Westerly or South Westerly along the North side of the public road until it intersects the Canadian Pacific Railway track; thence Westerly along the North side of the Canadian Pacific Railway track to the point of beginning.

Together with all buildings and structures erected on the said lands and all appurtenances belonging thereto, and all power rights and all other rights, benefits, privileges and franchises which the authorized assignor possesses in and to the land, water and river bed, and the right of way on foot and with vehicles along the North side of the Canadian Pacific Railway line extending from the public road to the North River, and with the right to use the railway sidings from the property hereby belonging to the authorized assignor across the property sold to "Semper Idem" Flooring Company Limited, by Deed of Sale passed before Norval Dickson, Notary, on the sixteenth day of June, Nineteen hundred and thirty-one (1931).

Should be sold in virtue of a judgment of the Superior Court for the district of Montreal in the matter of Bankruptcy bearing No. 202 of the records of the said Court, rendered the 24th day of July 1946, at public auction pursuant to the provisions of article 45 sub-paragraphs 1 to 8 of the Bankruptcy Act of Canada, so asto give the said sale the effect of a Sheriff's sale, at the Sheriff's office of the District of Terrebonne, situated in the Court House in the Town of St-Jerome, county of Terrebonne, TUESDAY the TENTH day of the month of SEPTEMBER one thousand nine hundred and forty-six (1946) at ELEVEN o'clock in the forenoon (eastern daylight saving time).

Each bidder shall deposit in cash ar by certified cheque, an amount of One thousand dollars ($1,000.00) with his bid, which shall be applied on account of the purchase price in the event of his becoming purchaser and the balance of such price shall be paid at the signing of the

acte, copies et enregistrement, seront payables par l'acquéreur.

Immédiatement après l'adjudication le montant déposé par tout enchérisseur, à l'exception de celui de l'adjudicataire, sera remis.

En plus du prix d'achat, l'acquéreur devra payer les droits du Gouvernement.

Pour autres renseignements et cahier des charges s'adresser aux soussignés.

Montréal, le 25 juillet 1946.

Les Syndics,
ALBERT LAMARRE et ÉLI W. JACOBS

Bureau: 10 est, rue St-Jacques,
15153-31-2-o Montréal.

Deed of Sale, which deed, copies and registration shall be payable by the purchaser.

Immediately after adjudication, the amount deposited by each bidder, with the exception of the actual purchaser, shall be refounded.

In addition to the purchase price the purchaser shall pay the Gouvernment fees.

For other considerations and list of charges apply to the undersigned.

Montreal, July 25th 1946.

ALBERT LAMARRE and ÉLI W. JACOBS,
Trustees.

Office: 10 St. James St., East,
15153-31-2-o Montreal.

Vente pour taxes

Province de Québec, District de Chicoutimi

COMMISSION SCOLAIRE DE HARVEY

Avis public est, par les présentes, donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du 2 août 1946, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207), de vendre les immeubles ci-dessous décrits, pour satisfaire le paiement des arrérages de taxes dues à la commission scolaire de Harvey, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence lesdits immeubles seront vendus par encan public, dans la salle paroissiale, à Saint-Fulgence, le CINQ SEPTEMBRE 1946, à DIX heures de l'avant-midi.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels toutes les taxes scolaires de l'année 1945-46 et antérieures auront été payées avant le moment de la vente.

1. Aimé Simard — Le lot 13, rang 3, canton Harvey.

2. Henry Tremblay — Un terrain faisant partie du lot A-6, rang 1, canton Harvey, mesurant 25 pieds de largeur par 70 pieds de longueur, borné au nord par le chemin public, au sud et à l'ouest par le terrain de Georges Gagnon ou représentants et à l'est par le terrain de Alphonse Aubin ou représentants, avec un chemin mitoyen de 10 pieds de largeur, pris la moitié sur le terrain ci-dessus et la moitié sur le terrain de Alphonse Aubin, à l'est de celui susdécrit.

3. Georges Tremblay "fils d'Henri" — Le lot 28, rang 8, canton Tremblay.

4. Achille Tremblay — Le lot 32, rang 9, canton Tremblay.

Tous les lots ou parties de lots ci-haut mentionnés sont connus et désignés aux plan et livre de renvoi des cadastres officiels du canton Harvey ou du canton Tremblay, suivant le cas. Ils seront vendus avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, s'il y en a, et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes attachées auxdits immeubles.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à Saint-Fulgence, ce 5ième jour d'août 1946.

Le Secrétaire-trésorier,
15264-32-2-o TANCRÈDE TURCOTTE.

Sale for Taxes

Province of Quebec, District of Chicoutimi

SCHOOL COMMISSION OF HARVEY

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an order dated August 2, 1946, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q., 1941, chapter 207) to sell the immovables hereinafter described, in payment of arrears of taxes due the school commission of Harvey, with interest and costs, and that consequently the said immovables will be sold by public auction, in the parish shall, at Saint-Fulgence, on the FIFTH day of SEPTEMBER, 1946, at TEN o'clock in the forenoon.

However, there shall be excluded from the sale, those immovables whereon all school taxes for the year 1945-56 and previous years shall have been paid before the sale.

1. Aimé Simard — Lot 13, range 3, township Harvey.

2. Henry Tremblay — A lot of land forming part of lot A-6 range 1, township Harvey, measuring 25 feet in width by 70 feet in length, bounded on the north by the public road, on the south and west by the land of Georges Gagnon or representatives and on the east by the land of Alphonse Aubin or representatives, with a "motoyen" road of 10 feet in width, half taken on the land above described and half on the land of Alphonse Aubin, to the east of the one above described.

3. Georges Tremblay "son of Henry" — Lot 28, range 8, township Tremblay.

4. Achille Tremblay — Lot 32, range 9, township Tremblay.

All the lots or parts of lots above mentioned are known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference for the township Harvey or township Tremblay, as the case may be. They will be sold with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, if any, and with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said immovables.

The purchase price of each of the said immovables will be payable immediately.

The sale shall, moreover, be subject to right of redemption and to the other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at Saint-Fulgence, this 5th day of August, 1946.

TANCRÈDE TURCOTTE,
15264-32-2 Secretary-treasurer.

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

RICHELIEU

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure,— District de Richelieu

Richelieu, N° 10737. } JEAN-BAPTISTE DUMAS, bourgeois, de St-Louis de Bonsecours, district de Richelieu, demandeur, vs JULES RIOUX, ci-devant de St-Louis de Bonsecours, district de Richelieu et actuellement de Drummondville, district d'Arthabaska, défendeur.

1. "Une terre située en la paroisse de St-Louis de Bonsecours, dans le comté de Richelieu, sur le côté nord du rang Prescott, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse comme étant le lot de terre numéro soixante-quatre (N° 64), sans bâtisse.

2. Deux terres connues et désignées aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de St-Louis de Bonsecours, comme étant les lots de terre numéros vingt-et-un et vingt-deux (21-22), situées en la même dite paroisse de St-Louis de Bonsecours sur le côté sud du rang Prescott, avec toutes constructions dessus érigées.

3. En vertu d'un jugement de l'Hon. Élie Salvas J.C.S., en date du 12 juillet 1946 — "Un terrain situé en la paroisse de St-Bernard, dans le comté de St-Hyacinthe, sur la concession nord du rang Fleury, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Jude comme faisant partie du lot de terre numéro vingt-deux (Ptie. N° 22) de la contenance de trois arpents en largeur sur une profondeur de dix arpents, le tout mesure plus ou moins et renfermé dans les bornes suivantes: d'un bout aux terres de la paroisse de St-Louis de Bonsecours, de l'autre bout au terrain de Joseph Mathieu, d'un côté à Adrien Bibeau, et de l'autre côté à Adélard Larivière, sans bâtisse".

Pour être vendus en bloc, comme une seule exploitation, à la porte de l'église de la paroisse de St-Louis de Bonsecours, district de Richelieu, MARDI, le 20 AOUT 1946, à 3hrs. p.m. (heure avancée).

Le Shérif,
Bureau du Shérif, MICHEL SAINT-GERMAIN
Sorel, le 16 juillet 1946. 14925-29-2-o
[Première insertion, 20 juillet 1946]

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

RICHELIEU

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Richelieu

Richelieu, N° 10737. } JEAN-BAPTISTE DUMAS, bourgeois, of St-Louis de Bonsecours, district of Richelieu, plaintiff; vs JULES RIOUX, heretofore of St-Louis de Bonsecours, district of Richelieu and now of Drummondville, district of Arthabaska, defendant.

1. A farm situate in the parish of St-Louis de Bonsecours, in the county of Richelieu, on the north side of Prescott range, known and designated on the official plan and in the book of reference for the said parish as being the lot of land number sixty-four (No. 64) — without buildings.

2. Two farms known and designated on the official plan and in the book of reference for the said parish of St-Louis de Bonsecours, as being the lots of land numbers twenty-one and twenty-two (21-22), situate in the said same parish of St-Louis de Bonsecours on the south side of Prescott range — with all the buildings thereon erected.

3. Pursuant to a judgment of the Hon. Élie Salvas, J.S.C., under date the 12th of July, 1946: "A lot of land situate in the parish of St-Bernard, county of St-Hyacinthe, in the concession north of Fleury range, known and designated on the official plan and in the book of reference of the parish of St-Jude as forming part of the lot of land number twenty-two (Pt. 22) measuring three arpents in width by a depth of ten arpents, the whole more or less, and enclosed within the following boundaries: at one end by the lands of the parish of St-Louis de Bonsecours, at the other end by the land of Joseph Mathieu, on one side by Adrien Bibeau, and on the other side by Adélard Larivière — without buildings.

To be sold "en bloc" as one and the same lot of land, at the church door of the parish of St-Louis de Bonsecours, district of Richelieu, on TUESDAY, the TWENTIETH of AUGUST, 1946, at THREE o'clock in the afternoon (Daylight Saving Time).

MICHEL SAINT-GERMAIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sorel, July 16, 1946. 14925-29-2
[First insertion, July 20, 1946.]

Arrêté en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 3087

Québec, le 7 août 1946.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT une convention collective de travail relative aux employés de garages dans la cité de Sherbrooke et le territoire compris dans un rayon de dix (10) milles de ses limites.

Order in Council

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 3087

Quebec, August 7, 1946.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a collective labour agreement relating to the garage employees of the city of Serbrooke and the territory comprised within a radius of ten (10) miles from its limits.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties ci-après mentionnées ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

Aberdeen Service Station, Sherbrooke; Beauchemin Rol. Service Station, Sherbrooke; Bélanger & Smith Electr., Sherbrooke; Beliveau Art. Garage, Sherbrooke; Bélanger Eug., Garage Magog; Ben's Service, Lennoxville; Bernier Service, Sherbrooke; Blais Oscar Service Station, Sherbrooke; Chamberland Calixte Service Station, Magog; Chamberland Sylvio, Garage, Sherbrooke; Coomb's Garage, Sherbrooke; Cie Cyr & Allard Ltée, Sherbrooke; Cyr's Motor Specialties, Sherbrooke; Davey Jim Service Station, Sherbrooke; Dorais L. P. Service Station, Sherbrooke; Dubois Service Station, Sherbrooke; Garand Service Station, Sherbrooke; Gauvin F. Service Station, Sherbrooke; Gendron Hormidas, Magog; Girard Henri, Garage, Sherbrooke; Girard & Boulanger Ltée, Sherbrooke; Harmer's Repair Shop, Sherbrooke; Jeanson Uld. Service Station, Sherbrooke; Lajeunesse L. Service Station, Sherbrooke; Laliberté & Frère, Garage, Sherbrooke; Lessard Service Station, Sherbrooke; Lion Service Station, Sherbrooke; Magog Vulcanizing Works, Magog; Martin Motor Rgd, Sherbrooke; Martin Donat Garage, Magog; Mathieu Ray, Garage, Sherbrooke; Morisset Limitée, Sherbrooke; Nadeau Service Station, Sherbrooke; Picotte Art. Service Station, Sherbrooke; Picotte Roger Service Station, Sherbrooke; Sherbrooke Motors Ltd, Sherbrooke; Sherbrooke Oil, Sherbrooke; Thibault & Frère Garage, Sherbrooke; Thibault & Bouchard, Sherbrooke; Thibault F. Service Station, Sherbrooke; Thompson Garage, Sherbrooke; Webster's Motors Ltd, Sherbrooke; White Rose Service Station, Sherbrooke; White Rose Service Station, Lennoxville.

Et, D'AUTRE PART:

"L'Association des Employés de l'Auto-Voiture des Cantons de l'Est, inc."

pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés, suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 6 juillet 1946;

ATTENDU que les dispositions de ladite requête ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans l'industrie et les métiers visés et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

ATTENDU que les dispositions de la loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre ladite requête;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ladite requête soit acceptée, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), avec toutefois, les nouvelles dispositions suivantes tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 6 juillet 1946.

I.— *Définitions:* — Pour les fins du présent décret, les mots et termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), the parties mentioned hereinafter have submitted to the Minister of Labour a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

Aberdeen Service Station, Sherbrooke, Beauchemin Rol. Service Station, Sherbrooke, Bélanger & Smith Electr., Sherbrooke; Beliveau Art., Garage, Sherbrooke; Bélanger Eug., Garage, Magog; Ben's Service, Lennoxville; Bernier Service, Sherbrooke; Blais Oscar Service Station, Sherbrooke; Chamberland Calixte Service Station, Magog; Chamberland Sylvio Garage, Sherbrooke; Coomb's Garage, Sherbrooke; Cie Cyr & Allard Ltée, Sherbrooke; Cyr's Motor Specialties, Sherbrooke; Davey Jim Service Station, Sherbrooke; Dorais L. P. Service Station, Sherbrooke; Dubois Service Station, Sherbrooke; Garand Service Station, Sherbrooke; Gauvin F. Service Station, Sherbrooke; Gendron Hormidas Garage, Magog; Girard Henri, Garage, Sherbrooke; Girard & Boulanger Ltée, Sherbrooke; Harmer's Repair Shop, Sherbrooke; Jeanson Uld. Service Station, Sherbrooke; Lajeunesse L. Service Station, Sherbrooke; Laliberté & Frère, Garage, Sherbrooke; Lessard Service Station, Sherbrooke, Lion Service Station, Sherbrooke; Magog Vulcanizing Works, Magog; Martin Motor Rgd, Sherbrooke; Martin Donat Garage, Magog; Mathieu Ray. Garage, Sherbrooke; Morisset Limitée, Sherbrooke; Nadeau Service Station, Sherbrooke; Picotte Art. Service Station, Sherbrooke; Picotte Roger Service Station, Sherbrooke; Sherbrooke Motors Ltd, Sherbrooke; Sherbrooke Oil, Sherbrooke; Thibault & Frère Garage, Sherbrooke; Thibault & Bouchard, Sherbrooke; Thibault F. Service Station, Sherbrooke; Thompson's Garage, Sherbrooke; Webster's Motors Ltd, Sherbrooke; White Rose Service Station, Sherbrooke; White Rose Service Station, Lennoxville.

And, ON THE OTHER PART:

"L'Association des Employés de l'Auto-Voiture des Cantons de l'Est, Inc."

for the employers and the employees of the industry and the trades concerned, according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette* on the 6th of July 1946;

WHEREAS the provisions of the said request have acquired preponderant significnce and importance for the establishment of the working conditions in the industry and trades concerned and in the territorial jurisdiction indicated in the said request;

WHEREAS the provisions of the Act, concerning the publication of notices, have been duly observed;

WHEREAS no objection has been set forth against the said request;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said request be accepted pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), with, however, the following new provisions to be substituted to the conditions described in the *Quebec Official Gazette* on July 6th, 1946.

I.—*Definition:*—For the purpose of the present decree, the following words and terms have the meaning given to them hereinbelow.

a.— Apprenti: — Le mot "apprenti" désigne tout salarié qui apprend un des métiers mentionnés dans le décret.

b.— Artisan: — Le mot "artisan," désigne tout salarié exerçant seul, ou en société l'un des métiers régis par le décret, ou tout employeur professionnel, lorsqu'il exerce pareil métier.

c.— Compagnon: — Le mot "compagnon," désigne tout salarié ayant terminé son apprentissage dans les métiers de l'industrie de l'automobile, tels que charron, débosseur, électricien, forgeron, machiniste, mécanicien, peintre, rembourreur, spécialiste en réparation de radiateurs, vérificateur, vulcanisateur, soudeur, vitrier.

d.— Démolisseur: — Le mot "démolisseur," désigne tout salarié faisant la démolition des véhicules-moteurs dans le but de vendre ou d'emmagasiner les pièces ou de vendre le métal comme rebuts.

e.—Homme-de-service-de-jour-ou-de-nuit: — Le terme "homme-de-service-de-jour-ou-de-nuit" désigne tout salarié qui conduit des véhicules-moteurs, vend de l'essence, lave les véhicules-moteurs, fait le nettoyage ou le chauffage de l'établissement, exécute de menus services d'urgence, tels que remplacement des courroies d'éventail, de bougies ou de tous menus accessoires de véhicules-moteurs.

Est toutefois exclue, l'installation de radio, d'appareils à climatiser l'air et des interrupteurs pour signaux de direction, laquelle est faite par un compagnon.

f.— Salarié: — Le mot "salarié," désigne tout apprenti, ouvrier qualifié ou compagnon, tout manœuvre ou ouvrier non qualifié, artisan, préposé aux pièces de rechange ou empoyés qui travaillent individuellement, en équipe ou en société.

g.—Vérificateur:—Le mot "vérificateur" désigne tout salarié préposé à la vérification des véhicules-moteurs et à l'estimation de toutes réparations d'iceux. Il doit être un mécanicien de première classe.

h.—Atelier de mécanique.—Le terme " atelier de mécanique " désigne tout endroit où il se fait du travail ou de la réparation sur les véhicules-moteurs ou toutes pièces d'iceux.

i.—Débits d'essence:—Le terme "débits d'essence " désigne tout endroit fixe ou mobile non reconnu comme garage, où se fait la vente de l'essence et de lubrifiants pour l'usage des véhicules-moteurs.

j.—Garage:—Le mot " garage " désigne tout endroit où les véhicules-moteurs sont réparés, transformés, démolis ou remisés. Sont considérés comme garages et par conséquent assujettis au décret, tous les établissements où se fait, exclusivement ou en partie, la réparation des accessoires ou pièces nécessaires à la conduite ou au fonctionnement d'un véhicule-moteur, que ces accessoires ou pièces soient séparés du véhicule-automobile ou non. Les établissements industriels ne sont pas compris dans cette définition.

k.—Station de service:—Le terme " station de service " désigne tout endroit où les véhicules-moteurs sont lavés, nettoyés, polis, lubrifiés.

l.—Terrain-de-démolition:—Le terme " terrain de démolition " désigne tout endroit où les véhicules-moteurs ou certaines pièces d'iceux sont démolies, soit dans le but de la vente ou de l'emmagasinage, de la réparation ou de la démolition.

m.—Terrain-de-stationnement:—Le terme " terrain de stationnement " désigne tout endroit réservé au stationnement des véhicules-moteurs.

II.— *Juridiction:*—*a. Juridiction professionnelle:* — Sont assujettis aux dispositions du décret, les

a.— Apprentice: — The word " apprentice " means any employee learning one of the trades mentioned in the present decree.

b.— Artisan: — The word "artisan" means any employee exercising alone or in partnership one of the trades governed by the present decree of any professional employer when he exercises such trade.

c.— Journeyman: — The word "journeyman" means any worker having completed his apprenticeship in one of the following trades of the automobile industry: Wheelwright, Bodyman, Electrician, Blacksmith, Machinist, Mechanic, Painter, Upholsterer, Radiator repairer, Welder, Glazier, Tester, Vulcanizer.

d.— Demolisher: — The word "demolisher" means any employee demolishing motor vehicles, for the purpose of selling or storing the parts or selling the metal as scrap.

e. —Service-man, day or night: — The term "service man, day or night" means any employee driving motor vehicles, selling gas, washing motor vehicles, cleaning or heating the establishment, changing tires or batteries, preforming different emergency works such as replacing fanbelts, spark plugs, or any other motor vehicles accessories. Is excluded however, installation of radios, air conditioning units and directional signal switches, which must be performed by a journeyman.

f.— Employee: — The word "employee" means any apprentice, qualified worker or journeyman, any labourer or non qualified worker, artisan, stock room clerk or any employee, who performs work individually, in group or in partnership.

g.— Tester: — The word "tester" means any employee committed to the testing of motor vehicles and the appraisal of repairs thereof. He must be a first class mechanic.

h.— Machine shop: — The term "machine shop", means any establishment where work or repairs are performed on motor-vehicles or any part thereof.

i.— Gasoline Station: — The term "gasoline station", means any place, stationary or portable, not recognized as a garage and where gas and lubricants for motor-vehicles are sold.

j.— Garage: — The word "garage", means any place where motor-vehicles are repaired, transformed, demolished or stored. All establishments engaged exclusively or partly in the repair of parts and of accessories necessary for the driving or operation of a motor-vehicle, whether or not these parts or accessories are part of the motor-vehicle, shall be considered as garages, and consequently governed by the decree. The industrial establishments are excepted.

k.— Service station: — The term "service station", means any place where motor-vehicles are washed, cleaned, polished or lubricated.

l.— Scrapping Yard: — The term "scrapping yard", mean any place where motor-vehicles or any part hereof are demolished for the purpose of selling, storing, repairing or scrapping.

m.— Parking Ground: — The team "parking ground", means any place where motor-vehicles are parked.

II.—*Jurisdiction:*—*a. Professional Jurisdiction:* Those governed by the provisions ofthe present

employeurs professionnels, les artisans et les salariés des garages, des débits d'essence, stations de service, terrains de stationnement, terrains de démolition, atelier de mécanique, exploités de façon accessoire, même pour leurs fins personnelles par le ou les propriétaires d'un établissement commercial.

b — Juridiction territoriale: — Le présent décret s'applique dans tout le territoire comprenant la cité de Sherbrooke, et dans toutes municipalités situées en entier ou en partie dans un rayon de dix (10) milles de ses limites.

III.— *Salaires Minima:* — Les taux de salaires minima sont les suivants pour chacune des catégories de salariés ci après mentionnées:

a.— Apprentis de toutes les catégories: — A l'exception des hommes de service, des préposés aux pièces de rechange, grais seurs, soudeurs et vulcanisateurs;

	l'heure
Première année	$ 0.20
Deuxième "	0.25
Troisième "	0.30
Quatrième "	0.40

b.— Compagnon: — Charron, machiniste, électricien, mécanicien, vitrier, peintre, nettoyeur de bourrures, teinturier, vulcanisateur, débosseur, forgeron, rembourreur et vérificateur.

	l'heure
Première classe	$ 0.67
Deuxième "	0.62
Troisième "	0.52

c.— Spécialiste en réparation de radiateurs, soudeur:

	l'heure
Compagnon	$ 0.67
Apprenti 1ère année	0.35
Apprenti 2ème année	0.45

d.— Graisseur:

	l'heure
Première classe	$ 0.50
Deuxième "	0.45

e.— Vulcanisateur:

Compagnon	$ 0.67
Apprenti 1ère année	0.35
Apprenti 2ème année	0.45

f.— Préposé aux pièces de rechange dans les garages:

	par semaine
Gérant	$35.00
Assistant-Gérant	27.00
Apprenti 1ère année	12.00
Apprenti 2ème année	15.00
Apprenti 3ème année	18.00
Apprenti 4ème année	20.00

Homme de service:

	l'heure
De jour (6 jours par semaine)	$ 0.45
De nuit (6 jours par semaine)	0.38

g.— Débits d'essence:

	par semaine
Commis en charge	$35.00
Commis 1ère année	16.00
Commis 2ème année	19.00
Commis 3ème année	22.00

Homme de service:

	l'heure
De jour (6 jours par semaine)	$ 0.45
De nuit (6 jours par semaine)	0.38

IV.— *Détermination et répartition des heures de travail:*

a.—Garages: — Pour les compagnons et les apprentis, la journée régulière de travail est de neuf (9) heures par jour, réparties entre 7.00 a.m. et 6.00

decree shall be the professional employers, artisans and employes in garages, gasoline stations, service stations, parking-grounds, scrapping yards, mashops, cneihaccessorily operated, even for their personal purposes, by the owner or owners of a commercial establishment.

b — Territorial jurisdiction: — The territorial jurisdiction of the present decree comprises the City of Sherbrooke and all municipalities completely or partly located within a radius of ten (10) miles from its limits.

III.— *Minimum wages:* — The minimum wage rates shall be the following for each one of the categories hereinafter mentioned.

a.— Apprentices in all categories: — With the exception of servicemen, stock room clerks, greasers, welders and vulcanizers.

	per hour
First year	$ 0.20
Second "	0.25
Third "	0.30
Fourth "	0.40

b.— Journeyman:—Wheelwright, machinist, electrician, mechanic, glazier, painter, upholstery cleaner, dyer, vulcanizer, bodyman, blacksmith, upholsterer and tester.

	per hour
First Class	0.67
Second "	0.62
Third "	0.52

c.— Radiator Repairer, welder:

	per hour
Journeyman	0.67
Apprentice 1st year	0.35
Apprentice 2nd year	0.45

d.— Greaser: —

	per hour
First Class	0.50
Second Class	0.45

e.— Vulcanizer: —

Journeymen	0.67
Apprentice 1st year	0.35
Apprentice 2nd year	0.45

f.— Stock Room Clerk in Garages: —

	per week
Manager	35.00
Assistant-Manager	27.00
Apprentice 1st year	12.00
Apprentice 2nd "	15.00
Apprentice 3rd "	18.00
Apprentice 4th "	20.00

Service man: —

	per hour
Day time....6 days a week	0.45
Night time....6 days a week	0.38

g.— Gas Stations: —

	per week
Head clerk	35.00
Clerk 1st year	16.00
Clerk 2nd "	19.00
Clerk 3rd "	22.00

Service man: —

	per hour
Day time....6 days a week	0.45
Night time....6 days a week	0.38

IV.— *Determination and distribution of working hours:* —

a.— Garages: — For journeymen and apprentices, the regular working day consist of nine (9) hours, distributed between 7.00 a.m. and 6.00

p.m. les lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi et entre 7.00 a.m. et midi le samedi.

Tout travail exécuté après 6.00 p.m. du lundi au vendredi et le samedi après-midi, doit être payé au taux régulier plus cinquante pour cent (50%).

b.— Débits d'essence: — Pour les débits d'essence, les heures de travail sont réparties comme suit: du 1er mai au 31 octobre, entre 7.00 a.m. et 7.00 p.m., du 1er novembre au 29 avril, entre 8.00 a.m et 6.00 p.m.

c.— Jours chômés: — Les jours chômés sont les suivants: les dimanches, le premier de l'An, l'Épiphanie, le Vendredi-Saint, l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée-Conception, la Noël, le 24 de mai, la St-Jean-Baptiste, (24 juin), le jour de la Confédération (1er juillet), la Fête du Travail et le jour d'Actions de Grâces. Tout salarié exécutant du travail urgent pendant un de ces jours-là, doit être rémunéré au taux de salaire double, à l'exception des hommes de service. Si la fête tombe un Dimanche, le lundi suivant sera chômé.

d.— Tout salarié a droit à un jour complet (vingt-quatre (24) heures) de repos chaque semaine. Pour le travail exécuté durant ces vingt-quatre (24) heures, le taux de salaire doit être doublé.

e.— Les heures de travail comprennent le temps durant lequel le salarié est à la disposition de l'employeur et obligé d'être présent; toutefois, le temps mis à la disposition du salarié pour prendre ses repas n'est pas compté dans les heures de travail.

V.— *Apprentissage:*

a.— Nonobstant, toutes les dispositions du décret concernant l'apprentissage, tout apprenti peut se présenter n'importe quand après un (1) an d'expérience pratique en vue de subir des examens à la satisfaction du bureau des examinateurs nommés par le Comité Paritaire et demander sa carte de compétence. Dès son entrée dans l'industrie assujettie au décret, l'apprenti doit s'enrégistrer au Comité Paritaire afin de rendre possible la compilation des différents stages de son apprentissage et expérience. L'employeur ne peut engager un apprenti qui ne s'est pas conformé à cette disposition.

b.— Dans chaque établissement régi par le décret, il ne doit pas y avoir plus d'un apprenti par deux compagnons ou hommes de service. Toutefois, dans les établissements, où il n'y a qu'un compagnon ou homme de service, il est permis d'avoir un apprenti.

c.— Aucun apprenti ne peut être accepté avant d'avoir atteint l'âge de seize ans. Il doit avoir au moins sa cinquième année du cours élémentaire.

VI.— L'employeur peut exiger, de tout salarié de son établissement, l'exécution de tout travail d'une catégorie inférieure à celle déterminée dans son certificat de qualification, pourvu que ce salarié continue de recevoir le salaire qui s'applique à la catégorie de salariés à laquelle il appartient, d'après son certificat de qualification.

VII.—*a.*— Le costume uniforme spécial requis par l'employeur doit être payé moitié par l'employeur, moitié par le salarié, et demeure la propriété de l'employeur jusqu'au paiement complet par le salarié.

b.— Les autres uniformes exigés par l'employeur, tels que: salopettes et jaquettes spéciales sont fournies et, blanchies, moitié par l'employeur, moitié par le salarié.

p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday; on Saturday between 7.00 a.m. and noon.

Work done after 6.00 p.m. from Monday to Friday, and on Saturday afternoon, shall be paid the regular rate increased by fifty per cent (50%).

b.— Gas Stations: —For the gas stations, the working hours shall be as follows; From May 1st to October 31st, 7.00 a.m. to 7.00 p.m. From November 1st to April 29th, 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

c.— Holidays: — The following days shall be kept as holidays; Sundays, New Years' Day, Epiphany, Good Friday, Ascension Day, All Saints' Day, Immaculate Conception, Christmas Day, May 24th, St-John the Baptist Day (June 24th), Confederation Day (July the first), Labour Day, Thanksgiving Day. All work performed during these days shall be paid at the rate of double time, except for day or night service men. If a holiday falls on a Sunday, the following Monday is kept as a holiday.

d.— All employees shall be entitled to a complete day of rest (24 hours) each week. For work performed on the weekly day of rest, the rate of wages shall be doubled.

e.— The working hours shall comprise the time during which the employee is at the disposal of the employer and required to be present, however, the time given the employee for his meal, shall not be considered as working time.

V.— *Apprenticeship*: —

a. Notwithstanding the provisions of the present decree concerning the apprenticeship, every apprentice may, at any time after one (1) year of practical experience, undergo his examinations to the satisfaction of the Board of Examiners named by the Parity Committee for his certificate of Competency. Upon entering the industry governed by the decree, the apprentice shall register with the Parity Committee so that a record of his experience can be established. The employer may not hire an apprentice who has not complied with this provision.

b.— In each establishment governed by the decree, there shall not be more than one apprentice to each two journeymen or service men. However in establishments where there is but one journeyman or service man, there may be an apprentice.

c.— No apprentice may be hired before having sixteen years of age. He must have at least finished his fifth elementary grade.

VI.— The employer may require any employee of his establishment to perform any kind of work belonging to a category inferior to that specified on his certificate of Competency, provided the said employee shall continue to receive the wages herein specified for the category of employees to which he belongs, according to the said certificate.

VII.— *a.*— The special uniform required by the employer shall be paid by half by the employer and half by the employee and shall remain the property of the employer until the said uniform is fully paid for.

b.— The other uniforms required by the employer, such as overalls, and special frocks, shall be supplied and cleaned equally by the employer and the employee, each one paying half the cost.

VIII.— Le temps alloué pour les repas est d'une (1) heure.

IX.— Le pourboire est la propriété du salarié et l'employeur ne peut le retenir ou s'en servir, même avec le consentement du salarié, comme partie de salaire, en autant qu'il n'est pas au détriment du patron ou de son établissement.

X.— Le salaire de tout salarié doit être payé au complet hebdomadairement, dans une enveloppe scellée, sur laquelle sont inscrits son nom, son numéro matricule, la date de la semaine de travail, le nombre d'heures rémunérées, le taux de salaire à l'heure, le montant contenu dans l'enveloppe; celle-ci doit être initialée par la personne qui a fait la paie et, si possible, distribuée le vendredi à 6 heures p.m.

XI.— Aucun salarié ne doit être tenu responsable de l'évaporation ni de la contraction de l'essence.

XII.— Le salarié doit fournir les outils manuels nécessaires à l'exercice de son métier, à l'exception des limes utilisées pour le débossage et des lames de soie à fer.

XIII.— Les salaires supérieurs aux taux minima fixés par le décret, ne doivent pas être diminués après sa mise en vigueur.

XIV.— Toute augmentation de salaire pour travail supplémentaire doit être calculée sur le salaire payé et non sur le salaire minimum.

XV.— Est déclarée illégale et est considérée comme nulle et non avenue, pour les fins du décret, toute entente ou convention entre employeurs et salariés touchant soit la location d'espace ou de place d'affaires, soit les conditions de travail, ou soit tout autre procédé dont l'effet pourrait diminuer le montant du salaire fixé par le décret.

XVI.— *Travail à domicile:* — a. — Il est interdit à un salarié travaillant déjà pour le compte d'un employeur de l'industrie de l'automobile, d'exécuter à domicile, du travail ou quelque partie du métier de l'automobile, pour le compte de toute personne, que cette personne soit un employeur professionnel, un employeur ou un client, au sens de la Loi de la Convention Collective.

b.— Aucun artisan, compagnon ou apprenti dans les métiers de l'industrie de l'automobile tel que stipulé dans le présent décret ne peut exercer son métier, ailleurs que dans les établissements définis dans le présent décret.

XVII.— *Vacances: a* — Après un an de service, l'employé a droit à une semaine de vacances. Tout employé ayant travaillé (300) jours dans douze (12) mois consécutifs, a droit à une semaine de vacances payées, soit six (6) jours consécutifs au taux de salaire régulier.

b.— Toute absence pour des raisons sérieuses, ne privera pas l'employé de ses vacances.

XVIII. *Durée du décret:* Le présent décret est valable à compter du jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*, et demeure en vigueur pendant une période d'un an à compter de cette date. Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant l'expiration du terme original ou avant l'expiration de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

A. MORISSET,
15289-o Greffier du Conseil Exécutif.

VIII.— One (1) hour shall be allowed for meals.

IX.— Tips shall belong to the employee and the employer shall not keep or use same, even with the consent of the employee, as part of wages providing that the tip is not detrimental to the employer or his establishment.

X.— The wages of all employees shall be paid completely, every week, in a sealed envelope, on which the following shall be mentioned; his name, number, the date of the working hours or week, the number of working hours paid for, the wage rate and the amount contained in the envelope; the latter shall be initialed by the person preparing the pay, and, if possible, given on Friday, at 6. o'clock p.m.

XI.— No employee shall be held responsible for the evaporation or contraction of gas.

XII.— The employee will furnish the manual tools for the execution of his work with the exception of the files required for body work and steel saw blades.

XIII.— The wages actually higher than the minimum rates established by the decree shall not be lowered after its coming into force.

XIV.— Any wage increase for overtime shall be computed on the wages paid and not on the minimum rate.

XV.— For the purpose of the decree, any agreement or contract entered into between an employer and an employee concerning the renting of space or place of business, the conditions of labour or any other transactions with a view to reduce the amount of wages established by the decree, is hereby declared illegal and shall be considered as nul and void.

XVI.— *Home work.*— *a.*— An employee actually working for an employer of the automobile industry, shall not have the right to perform any work or part thereof of the automobile industry, at home, for the account of any person, whether such person be a professional employer, an employer or a customer, within the meaning of the Collective Agreement Act.

b.— No artisan, journeyman or apprentice in the trades of the automobile industry, as stipulated in the present decree, shall exercise his trade elsewhere than in the establishment defined in the present decree.

XVII.— *Vacations.*— *a.*— After one year of service the employee will be entitled to a vacation of one week. Any employee having worked three hundred (300) days in twelve (12) consecutive months is entitled to one (1) week, six (6) consecutive days, paid holiday at the regular rate of pay.

b.— Any absence for serious reasons will not deprive the employee of his vacations.

XVIII. *Duration of the decree:* The present decree comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and shall remain in force for a period of one (1) year from that date. It shall renew itself automatically, from year to year, thereafter, unless one of the contracting parties notify the other in writing to the contrary within a delay not to exceed sixty (60) days, nor be less than thirty (30), prior to the expiration of the original term or prior to the expiration of any subsequent year. Such a notice must also be sent to the Minister of Labour.

A. MORISSET,
15289-o Clerk of the Executive Council.

Index de la Gazette officielle de Québec, Nº 32

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Corey vs Bowen 2178
Durocher vs Clouette 2178

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

2840 — Concernant la prolongation, jusqu'au 1er février 1947, des règlements temporaires de la Commission du Service civil de la province de Québec ... 2153
3004 — Institutions d'assistance publique, hôpitaux et hospices dans la région de l'Est de la Province 2153
3084 — La Commission d'apprentissage du métier d'horloger de Montréal 2177
3085 — Industrie de la boîte de carton dans la Province de Québec 2172
3086 — Travailleurs en fourrure, commerce de détail, du district de Montréal 2175
3087 — Employés de garage dans la cité de Sherbrooke 2213
3088 — Métiers de l'imprimerie dans la région de Montréal 2156

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 2127

AVIS DIVERS:

Brown Corporation (Barrage) 2178
La Fédération de l'U.C.C. de Québec Sud (Formation) 2179
La Production Coopérative de Production (Fondation) 2180
Les Loisirs (Fondation) 2179
Le Syndicat de l'U.C.C. de Biencourt (Formation) 2179
Le Syndicat de l'U.C.C. de Côteau-du-Lac (Formation) 2180
Le Syndicat de l'U.C.C. de Magog (Formation) 2181
Le Syndicat de l'U.C.C. de Rollet (Formation) 2179
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Marc (Formation) 2180
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Roch-de-l'Achigan (Formation) 2180
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Valentin (Formation) 2180
Wedico Corporation of Canada, Limited (Distribution de l'actif) 2181

CHARTES — ABANDON DE:

Fremshaw Investments, Limited 2181
Revenue Founders Corporation 2181

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM:

Nº 4, 1942 — Ordonnance générale (Amendement) 2181
Nº 4, 1942 — Ordonnance générale (Amendement) 2188
Nº 4, 1942 — Ordonnance générale (Amendement) 2189

COMPAGNIE DISSOUTE:

Construction et Placement, Limitée 2191

Index of the Quebec Official Gazette, No. 32

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Corey vs Bowen 2178
Durocher vs Clouette 2178

ORDERS IN COUNCIL:

2840 — Concerning the prolongation to february 1, 1947, of the temporary by-laws of the Civil Service Commission of the Province of Quebec 2153
3004 — Charitable institutions, hospitals and homes in the Eastern region of the Province 2153
3084 — The Apprenticeship Commission of the Clockmaking Trade of Montreal 2177
3085 — Paper box industry in the Province of Quebec 2172
3086 — Fur workers, retail trade, of the district of Montreal 2175
3087 — Garage employees of the city of Sherbrooke 2213
3088 — Printing trades in the Montreal district 2156

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 2127

MISCELLANEOUS NOTICES:

Brown Corporation (Dam) 2178
La Fédération de l'U.C.C. de Québec Sud (Formation) 2179
La Productive Coopérative de Production (Foundation) 2180
Les Loisirs (Foundation) 2179
Le Syndicat de l'U.C.C. de Biencourt (Formation) 2179
Le Syndicat de l'U.C.C. de Côteau-du-Lac (Formation) 2180
Le Syndicat de l'U.C.C. de Magog (Formation) 2181
Le Syndicat de l'U.C.C. de Rollet (Formation) 2179
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Marc (Formation) 2180
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Roch-de-l'Achigan (Formation) 2180
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Valentin (Formation) 2180
Wedico Corporation of Canada, Limited (Distribution of the assets) 2181

CHARTERS — SURRENDER OF:

Fremshaw Investments, Limited 2181
Revenue Founders Corporation 2181

MINIMUM WAGE COMMISSION:

No. 4, 1942 — General ordinance (Amendment) 2181
No. 4, 1942 — General ordinance (Amendment) 2188
No. 4, 1942 — General ordinance (Amendment) 2189

COMPANY DISSOLVED:

Construction et Placement, Limitée 2191

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

AFFAIRES MUNICIPALES:

St-Juste-de-Bretenières, munic. de 2191

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Commission scolaire centrale protestante du comté de Stanstead..... 2191

TERRES ET FORÊTS:

Ste-Thérèse-de-Blainville, paroisse de.. 2193
St-Martin, paroisse de..... 2192

TRAVAIL:

Association des marchands détaillants de St-Joseph d'Alma (Modification). 2193
Comité paritaire du commerce de gros de Sherbrooke (Prélèvement)..... 2193
Industrie de la construction dans le comté de Terrebonne (Modification). 2196
Métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région de Valleyfield (Modification).. 2195

TRÉSOR:
Assurances:

Bonnier Frères Assurance Funéraire, Limitée..... 2198
La Solidarité Compagnie d'assurance sur la vie 2198

ERRATA:

Industrie de la chaussure..... 2198
Industrie et métiers de la construction dans la région de Montréal..... 2198

EXAMEN DES AGRONOMES:

Aspirants à l'étude de l'agronomie..... 2199

LETTRES PATENTES:

A. Goldner & Co. Limited 2128
Alain, Inc..... 2129
Amusements Champlain Amusements Inc. 2129
Arthur Murray Studios Ltd. 2130
Berthiaume & Godin Inc.. 2130
Central Auto Paint Co. Limited 2131
Cercle Interallié de Montréal..... 2131
Chouinard & Senecal Limitée 2131
Ci-Thé-Ra Limitée..... 2132
Colonial Frocks Inc..... 2132
Courtown Gold Mines Limited 2132
Crelinsten Realties Ltd..... 2133
Diamond Realties Limited..... 2133
Dominion Plaque Co. Ltd..... 2134
Eastern Auto Parts Ltd 2134
Francis Bouchard Limitée..... 2135
Fraser & Gagnon Ltée..... 2135
Gasco Realty Company Ltd. 2136
Grand Rapids Garment Limited..... 2136
Hall of Fame Clothes Inc.. 2137
Hebecourt Gold Mines Limited..... 2137
Hochelaga Petroleum Co.. 2138
Jean Crevier Limited..... 2138
La Cie Canadienne de Statuettes & Nouveautés Inc.— Canadian Statuary & Novelty Inc..... 2139
La Cie des Produits de Béton Forteresse Ltée..... 2139

DEPARTMENTAL NOTICES:

MUNICIPAL AFFAIRS:

St-Juste-de-Bretenières, munic. of. 2191

EDUCATION:

Stanstead County Protestant Central School Board..... 2191

LANDS AND FORESTS:

Ste-Thérèse-de-Blainville, parish of. 2193
St-Martin, parish of. 2192

LABOUR:

Association des marchands détaillants de St-Joseph d'Alma (Amendment).. 2193
Parity Committee of the wholesale trade of Sherbrooke (Levy)..... 2193
Building industry in the county of Terrebonne (Amendment)..... 2196
Barber and male and female hairdresser trades in the district of Valleyfield (Amendment) 2195

TREASURY:
Insurance:

Bonnier Frères Assurance Funéraire, Limitée..... 2198
La Solidarité Compagnie d'assurance sur la vie 2198

ERRATA:

Shoe industry 2198
Construction industry and trades in the Montreal district 2198

AGRONOMISTS EXAMINATION:

Candidates to the study of agriculture. 2199

LETTERS PATENT:

A. Goldner & Co. Limited 2128
Alain, Inc..... 2129
Amusements Champlain Amusements Inc.. 2129
Arthur Murray Studios Ltd. 2130
Berthiaume & Godin Inc.. 2130
Central Auto Paint Co. Limited 2131
Cercle Interallié de Montréal..... 2131
Chouinard & Senecal Limitée 2131
Ci-Thé-Ra Limitée..... 2132
Colonial Frocks Inc..... 2132
Courtown Gold Mines Limited 2132
Crelinsten Realties Ltd..... 2133
Diamond Realties Limited..... 2133
Dominion Plaque Co. Ltd..... 2134
Eastern Auto Parts Ltd 2134
Francis Bouchard Limitée..... 2135
Fraser, & Gagnon Ltée..... 2135
Gasco Realty Company Ltd. 2136
Grand Rapids Garment Limited..... 2136
Hall of Fame Clothes Inc.. 2137
Hebecourt Gold Mines Limited 2137
Hochelaga Petroleum Co.. 2138
Jean Crevier Limited..... 2138
Canadian Statuary & Novelty Inc.— La Cie Canadienne de Statuettes & Nouveautés Inc.. 2139
La Cie des Produits de Béton Forteresse Ltée..... 2139

La Compagnie de Placements d'Iberville Limitée. 2139
La Compagnie Mitis, Limitée — The Mitis Company Limited. 2140
La Compagnie Universel Electrique Ltée — Universal Electric Company Limited 2140
Larin & Roberge Limitée. 2141
Leclerc-Doré Inc. 2141
Les Industries Etchemin Inc.. 2142
Les Produits Plaqués de Shawinigan, Limitée — Shawinigan Plywood Products, Limited. 2143
L'Institut du Rhumatisme — (Institute of Rheumatism) 2143
L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Verchères Inc.. 2144
May Frocks Inc.. 2144
New Select Restaurant Inc.. 2145
Norançon Exploration (Quebec) Limited 2145
Novelcraft Leather Products Limited. 2145
Pastel Garment Manufacturing Company Ltd 2146
Rimouski Transport Limitée 2146
Roberts & Sons Inc. 2147
Roger C. Hamelin Limitée — Roger C. Hamelin Limited 2147
Segal's Importing Co. Ltd 2148
Singer-Jackson Fashions Inc. 2148
Slater Bros. Inc.. 2149
St. Georges Drive Yourself Limited. . . . 2149
Théâtre Château de Port-Alfred Inc.. . . 2150
The Pine River Club. 2150
Town Girl Wear Ltd. 2151
Tremblay & Briand Limitée 2151
Well-Made Pants Limited. 2152
Woloshen Woolens Ltd. 2152
Yankee Cafe Incorporated 2152

MINUTES DE NOTAIRES:

Brossard, Jean. 2200
St-Pierre, Louis-Albert 2200
Villeneuve, Charles-Edouard 2200

NOMINATIONS:

Diverses. 2201

PROCLAMATIONS:

Concernant la mise en vigueur du cadastre de la partie du canton Guillet. . . . 2207
Concernant la mise en vigueur du cadastre de la partie du canton Laroche. . . 2204
Concernant la mise en vigueur du cadastre de la partie du canton Varin. 2202
Concernant la mise en vigueur du cadastre du canton Desboues. 2205
Concernant la mise en vigueur du cadastre du canton Villebon. 2203

SIÈGES SOCIAUX:

Monpas Mines Limited. 2208
Quebec Metal Pressing Inc.. 2208
Selecta Girdle Inc.. 2208

SOUMISSION:

Joliette, cité de. 2208

VENTE, LOI DE FAILLITE:

North Rivers Power Company Limited. 2209

La Compagnie de Placements d'Iberville Limitée. 2139
The Mitis Company Limited — La Compagnie Mitis, Limitée 2140
Universal Electric Company Limited — La Compagnie Universel Electrique Ltée 2140
Larin & Roberge Limitée. 2141
Leclerc-Doré Inc.. 2141
Les Industries Etchemin Inc.. 2142
Shawinigan Plywood Products, Limited — Les Produits Plaqués de Shawinigan, Limitée 2143
(Institute of Rheumatism) — L'Institut du Rhumatisme. 2143
L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Verchères Inc.. 2144
May Frocks Inc.. 2144
New Select Restaurant Inc.. 2145
Norançon Exploration (Quebec) Limited 2145
Novelcraft Leather Products Limited. . 2145
Pastel Garment Manufacturing Company Ltd 2146
Rimouski Transport Limitée 2146
Roberts & Sons Inc. 2147
Roger C. Hamelin Limited — Roger C. Hamelin Limitée. 2147
Segal's Importing Co. Ltd 2148
Singer-Jackson Fashions Inc.. 2148
Slater Bros. Inc.. 2149
St. Georges Drive Yourself Limited . . . 2149
Théâtre Château de Port-Alfred Inc.. . . 2150
The Pine River Club. 2150
Town Girl Wear Ltd 2151
Tremblay & Briand Limitée. 2151
Well-Made Pants Limited. 2152
Woloshen Woolens Ltd. 2152
Yankee Cafe Incorporated 2152

NOTARIAL MINUTES:

Brossard, Jean. 2200
St-Pierre, Louis-Albert 2200
Villeneuve, Charles-Edouard 2200

APPOINTMENTS:

Miscellaneous. 2201

PROCLAMATIONS:

Concerning the coming into force of the cadastre of a part of the township of Guillet 2207
Concerning the coming into force of the cadastre of a part of the township of Laroche 2204
Concerning the coming into force of the cadastre of a part of the township of Varin. 2202
Concerning the coming into force of the cadastre of the township of Desboues 2205
Concerning the coming into force of the cadastre of the township of Villebon. 2203

HEAD OFFICES:

Monpas Mines Limited. 2208
Quebec Metal Pressing Inc. 2208
Selecta Girdle Inc.. 2208

TENDER:

Joliette, city of. 2208

SALE, BANKRUPTCY ACT:

North Rivers Power Company Limited. 2209

VENTE POUR TAXES:

Commission scolaire de Harvey. 2212

VENTE PAR SHÉRIFS:

RICHELIEU:

Dumas vs Rioux. 2213

15291o

SALE FOR TAXES:

School Commission of Harvey. 2212

SHERIFFS' SALE:

RICHELIEU:

Dumas vs Rioux: 2213

15291o

QUÉBEC: — Imprimé par RÉDEMPTI PARADIS, imprimeur du Roi.

QUEBEC: — Printed by RÉDEMPTI PARADIS, King's Printer.